

MONOPOLYTIC.

LA REVUE | Sciences Economiques et Sociales
Sciences Politiques et Géopolitique | Droit



Mai 2023 | Numéro 1

« Beyrouth, Cri Silencieux » Hani Barnar / Christy Ghosn
Photo Lauréate du concours « Pour toi, c'est quoi une fracture ? »



UN MONDE FRACTURÉ

RUPTURE / SCISSION / FISSURE / DISSENSION / FRAGMENTATION
SOCIALE / POLITIQUE / NUMERIQUE / IDENTITAIRE / ECONOMIQUE



"Rage, the flower thrower" Banksy, 2003



L'ÉDITO

Notre plume est une arme!

Dans un Liban fracturé par une crise sans précédent depuis 2019, un Liban miné par les inégalités économiques et polarisé par les inégalités sociales, un Liban qui a cessé d'être un État de droit et où la loi de la jungle l'emporte face à des citoyens démunis, il est indispensable que nous, adolescents d'aujourd'hui et citoyens de demain, prenions la plume pour exprimer notre refus face à cette réalité amère qui réduit nos opportunités et limite nos ambitions. Si la désolation est bien profonde, nous ne pouvons pas rester les bras croisés. Nous refusons d'être une génération passive, il est de notre devoir de nous engager !

Monopolytic est dans ce sens, un espace qui nous permet de penser librement et autrement. Une réelle opportunité qui nous est offerte pour sensibiliser, critiquer, dénoncer et nous révolter!

Alors, prenons la plume et approprions-nous le monde, décrivons-le, réécrivons-le... Mettons en lumière ses richesses et dénonçons ses failles. Osons rêver à un monde meilleur et travaillons ensemble pour y parvenir.

Nous, jeunes lycéens, avons grandi dans un environnement qui nous a inculqué des valeurs comme le respect, la liberté et l'égalité. Nous sommes conscients de la force des mots et de la liberté d'expression comme garante de la démocratie. En témoigne ce beau projet de revue lycéenne qui vient de voir le jour et qui, on l'espère, va s'enraciner durablement dans notre école et permettre à toutes les promotions qui viendront après nous de poursuivre notre rêve et de garder le flambeau allumé....

Sandrine Sader

Rédactrice en Chef (2022-2023)



MERCI

Nous tenons à adresser nos remerciements les plus sincères à toutes les personnes qui par leurs conseils, leurs suggestions ou par leurs simples encouragements ont permis l'accomplissement de notre revue.

Nous tenons à remercier tout particulièrement Monsieur Ferrand et Monsieur Gavanon pour leur confiance et leur soutien indéfectible dans toutes les étapes charnières de ce projet de grande envergure.

Nous remercions aussi Madame Nayla Tueni qui a eu l'amabilité de partager avec tous les membres de l'équipe son inestimable expérience et ses précieux conseils de journaliste et de rédactrice en chef du quotidien Al Nahar ; Madame Nayla Ghassibeh, graphiste professionnelle de talent, qui a animé un atelier de travail avec les élèves pour créer conjointement l'identité visuelle de « Monopolytic » et qui a pris en charge la direction artistique de la revue.

Nous tenons également à remercier Madame Stéphanie Balme - Doyenne du Collège Universitaire de Sciences Po Paris - et Madame Kiwan – Docteur en Sciences Politiques et fondatrice de l'Institut de Sciences Politiques à l'USJ – qui ont eu la générosité de répondre à toutes les questions de nos jeunes journalistes et de les orienter surtout dans la voie de l'intégrité et de l'engagement.

Un grand merci également à Madame Sarah Haykal - professeure associée et enseignante-chercheuse à la faculté de Sciences Economiques à l'USJ – notre invitée spéciale dans le cadre d'un podcast collaboratif entre la GLFM - la web radio du GLFL – et Monopolytic. Claudia, Cliff, Zouheir : merci infiniment pour le montage du Podcast; Edith et Valérie, merci pour votre aide précieuse.

Un grand merci!

Pamela Wazir

*Professeure de Sciences
Economiques et Sociales*

Joëlle Daoud

*Professeure d'Histoire-Géographie
Géopolitique Sciences Politiques et Droit*

Cette revue est le fruit du travail d'élèves passionnés mais inexpérimentés, elle pourrait donc comporter quelques faiblesses. Nous vous remercions de votre indulgence face aux éventuelles imperfections de cette publication.

Les opinions exprimées dans les articles et les commentaires de la revue sont celles des auteurs individuels et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'établissement scolaire.

Tle 1ère

L'ÉQUIPE



Luna-Nour
Lagerwey
Karl Kurban
Nisrine Mezher
Rachel Haddad
Inès bacha
Mathieu Merhi
Jude Daboubash
Laura El Ashi
Rayan Sultani
Sarah Kanaan
Jana Abou Jaoude
Céline Mallah
Sandrine Sader
Henri Schilling
Yvonne Bejjani
Naël Chahine
Christophe Tabet
Nai Beylouné
Elie El Zoghbi
Nadim Bou Chayya
Léa Abou Halka
Yara El Fata
Réa Sfeir
Tess Aznavourian

Coralie Ferneini
Amanda Namour
Joana El Hosri
Ali Aboukhoud
Malek Kabbara
Nour Nassar
Yara Serhal
Marianne Kreidy
Walid Chehab
Lenny El hayek
Eugénie Toutounji
Nelly Eid
Lana Salman
Christa Wakim
Mia Matar
Clara Malouf
Joya Sayegh
Christy Ghosn
Carl Hassoun
Mélanie El Hadari
Alessandra Malkoun
Samir Kassir
Raphaëlle Yazbeck

Profs

Pamela Wazir
Joëlle Daoud



Ce qui est fascinant dans le projet de Monopolytic, c'est le nombre d'élèves qu'il a su impliquer et le rôle de leaders qu'ils y ont joué. Fascinant aussi qu'un projet au long cours –presque une année scolaire- ait été mené à terme et donne naissance, notamment, à cette publication. On y reconnaît la marque d'élèves exceptionnels encadrés par des enseignants exceptionnels. Félicitations à tous !

Xavier Ferrand

*Proviseur du Grand Lycée
Franco-Libanais*



Je suis très impatient de lire la revue Monopolytic. J'ai vu naître ce projet avec grand plaisir, j'ai pu mesurer l'enthousiasme des élèves et des professeurs, j'ai pu apprécier la qualité des contributeurs, j'ai pu estimer la pertinence des thématiques. D'après ce que j'en imagine, il s'agit d'un projet qui dépasse le cadre traditionnel d'un journal scolaire : c'est un outil de connaissance du monde, construit à l'échelle du Lycée, par les lycéens et leurs professeurs.

Cela fait beaucoup d'attente(s), un peu de pression pour les auteurs et l'ensemble de la rédaction... Monopolytic est publié si vous lisez ces mots : je vous laisse le découvrir et vous faire votre propre opinion. C'est ce que les journalistes de Monopolytic ont réussi à coup sûr : forger leur liberté d'expression.

Jean-Marc Gavanon

Proviseur Adjoint du Grand lycée Franco-Libanais.

RÉTROSPECTIVE 2022	01	PARLONS POLITIQUE	48
DECRYPTER L'ÉCONOMIE	12	« Femme, Vie, Liberté »	49
Dossier Inflation		Dossier Frontières	
Inflation mondiale : les causes de la lambée des prix	13	Une frontière entre indépendantisme taiwanais et irrédentisme chinois	52
Le Liban dans l'engrenage in hyper- inflationniste	16	Le rideau de fer	55
L'hyperinflation dans l'histoire contemporaine	18	Beyrouth, mille fois morte mille fois revécue	59
Lutter contre l'inflation ou soutenir la croissance : des politiques sous pression	19	Prémices d'une Dé-Construction Européenne?	61
La hausse des prix des produits alimentaires menace la stabilité économique et politique mondiale	21	La non-démocratie libérale de la Hongrie sonne-t-elle le glas du modèle démocratique?	66
Le Liban entre pénuries et paralysies	23	REGARDS CROISES	70
L'analyse économique de l'environnement: les multiples raisons de l'impasse climatique	26	Economie et Corruption : Le Podcast	71
FAIRE SOCIÉTÉ	31	Economie et Corruption : Infographie	71
Les réseaux sociaux, la face cachée du rêve numérique	32	Coupe du monde de football 2022: pourquoi un tel malaise ?	73
Sondage: Les réseaux sociaux influencent-ils les comportements des jeunes?	35	Derrière mes vêtements: sueur, sang et larmes	77
Crise économique libanaise : de la fragilisation à la rupture des liens sociaux	42	DE PLEIN DROIT	80
Reportage : A la rencontre d'un jeune refugié syrien	45	Rencontre avec Fadia Kiwan	81
		La question de la naturalisation des réfugiés palestiniens au Liban	86
		MEDMUN – Sciences PO Quelle Aventure!	90

RÉTROSPECTIVE 2022

RETOUR EN IMAGES : 12 UNES QUI ONT FAIT L'ACTUALITÉ

2022 : une année mouvementée et marquée par des crises sans précédent mais qui se distingue aussi par des événements majeurs porteurs d'espoir. Entre crises et divertissements, conflits et négociations, retrouvez les moments forts de l'année 2022 à travers 12 unes caricaturales...

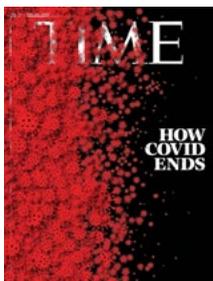


The Economist
Janvier 2022

Guerre en Ukraine: rêver la fin du conflit?

Lenny El Hayek (1.2)

J'ai pris la décision d'une opération militaire spéciale". Par ces mots, Vladimir Poutine lance le 24 février 2022 l'invasion de l'Ukraine voisine, déclenchant « le pire conflit sur le continent européen depuis la Seconde Guerre mondiale ». ¹ Après un an de guerre, le bilan humain est terrible. Des centaines de milliers d'Ukrainiens ont été déplacés, des milliers ont été tués ou blessés, des crimes de guerre ont été constatés... Le coût est dramatique pour le pays dont le PIB s'est contracté de 35% en 2022, selon la Banque mondiale. ² Le conflit fragilise d'ailleurs l'ensemble de la région et menace inéluctablement la stabilité économique mondiale en raison des perturbations sur le commerce international et des chocs négatifs sur le prix des denrées alimentaires et des carburants, contribuant ainsi à une inflation mondiale déjà élevée fortement impactée par les méfaits de la COVID 19. La guerre s'enlise et l'issue est à ce jour encore incertaine. **Quelles sont les évolutions possibles du conflit ? Quand et comment la guerre prendra-t-elle fin?**



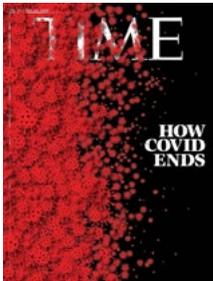
Time Magazine
Mai 2022

La vie post-Covid : retour à la normale?

Marianne Kreidy (1.2)

Entre mal de gorge, écoulement nasal, éternuement, toux, essoufflement ou difficulté respiratoire... Les symptômes de la COVID-19, maladie infectieuse due au virus SARS-CoV-2, n'ont pas fini d'être dénombrés. Les mesures de riposte contre le virus, y compris la vaccination, ont certes permis une baisse du nombre de cas, l'allègement des restrictions sanitaires et un retour pro-

¹ Geo.fr « Le terrible bilan d'une année de guerre en Ukraine ». 22/02/2023. <https://dtxy.link/2eNjq>



Time Magazine
Mai 2022

gressif à la vie normale³, mais les conséquences de la covid 19 sont tellement nombreuses et imprévisibles que l'on parle aujourd'hui de vie "post-covid". Le coronavirus présente des effets désastreux pour l'homme au niveau de la santé : Certains symptômes physiques ou psychologiques post-Covid peuvent persister jusqu'à 12 semaines après avoir contracté le virus !. De plus, les conséquences sociales sont de taille : paradoxalement, la reprise de la vie sociale entre le travail, l'école, l'université, les activités et les sorties ont engendré ce que les psychologues définissent par une "fatigue émotionnelle". Le retour à la vie normale peut provoquer une « surcharge mentale ». A l'autre extrême, par peur d'un nouveau confinement, certaines personnes multiplient leurs activités et tombent ainsi dans une sorte de « boulimie sociale » qui affecte non seulement leur état physique mais également leur état mental.⁴ **Un retour en arrière est-il possible et même souhaitable ? Parviendrons-nous un jour à surmonter les effets désastreux de la Covid?**



Time Magazine
Mai 2022

L'oiseau bleu en cage?

Mia Matar (1.4)

Après de nombreux rebondissements, le jeudi 27 octobre 2022, Elon Musk rachète le réseau social Twitter pour 44 milliards de dollars. Il déclare ainsi "aider l'humanité et permettre à toutes les opinions de s'exprimer librement sur le réseau social". Or, dès sa prise de pouvoir, il licencie environ 50% du personnel et lance en catastrophe de nouvelles fonctionnalités. Résultats : de très nombreux responsables démissionnent et les utilisateurs prennent la fuite. Autre controverse : Musk prend la décision de réactiver plusieurs comptes préalablement suspendus, dont celui de Donald Trump, et d'en bannir d'autres (parmi eux ceux d'activistes antifascistes, d'autres le parodiant). Il dissout également le "Conseil de Confiance et de Sécurité" responsable des politiques de Twitter contre les discours haineux, l'exploitation sexuelle des enfants et l'automutilation. **Alors, amélioration de la liberté d'expression ou promotion de discours haineux et choquants?**

3 Banque Mondiale : «Post-COVID : retour à la vie normale » <https://www.banquemondiale.org>

4 Franceinfo : https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/travail-sorties-activites-apres-la-crise-du-covid-la-reprise-de-la-vie-sociale-peut-paradoxalement-entraîner-une-fatigue-émotionnelle_4770951.html

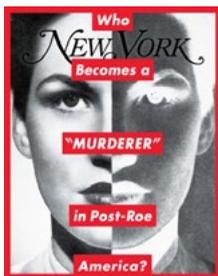


Courier International
Mai 2022

Vers la fin de la mondialisation?

Amanda Namour (1.1)

Les discussions sur la viabilité du système économique actuel caractérisé par l'interdépendance des économies prennent de l'ampleur et relancent le débat sur les bienfaits de la mondialisation. En effet, la guerre en Ukraine a pour conséquence de multiples ruptures dans les chaînes mondiales d'approvisionnement et l'explosion du prix de certaines matières premières et de l'énergie. De plus, la résurgence du Covid-19 en Asie affecte la rapidité et l'efficacité des échanges de biens. Alors que la richesse globale augmentait durant ces dernières années, les inégalités régionales se creusent davantage. La montée du populisme en Europe est aussi remarquable. **La mondialisation est dans l'impasse : faut-il réformer ou repenser le système ?**



New York Magazine
Juin 2022

Encore un long combat pour les femmes?

Amanda Namour (1.1)

Roe v. Wade est une décision de justice prise en 1973 par la Cour Suprême des États Unis qui légalisait l'avortement. Coup de théâtre, le 24 juin 2022, la Cour Suprême a rendu la loi Roe v. Wade caduque. De ce fait, 9 Etats ont déjà rendu cette procédure illégale, et une douzaine d'autres suivent ce même processus. Les cliniques d'avortement existantes n'offrent plus ces services, des milliers de femmes sont dans la détresse. En interdisant l'avortement, le gouvernement américain force les femmes à endurer un risque médical majeur. **Les manifestations et le combat constant de ces femmes vont-ils un jour leur permettre d'être responsables et autonomes de leur propre corps?**



The Economist
Septembre 2022

Une fausse victoire?

Christy Ghosn (1.5)

Le 30 octobre 2022, les élections présidentielles brésiliennes ont été remportées par le parti des travailleurs, représenté par Luiz Inácio Lula da Silva. Jair Bolsonaro, second au scrutin et représentant du parti libéral, conteste le résultat. Ce dernier crie à la fraude. "Pour l'instant, Bolsonaro n'a pas appelé pour reconnaître ma victoire et je ne sais vraiment pas s'il le fera" affirme Lula. **Lula tiendra-t-il ses promesses d'une responsabilité sociale et environnementale plus importante, ou le peuple regrettera-t-il sa décision?**



*Alternatives
Economiques*
Septembre 2022

L'inflation, jusqu'où?

Christy Ghosn (1.5)

Avec la pandémie du Covid-19 et l'invasion de la Russie en Ukraine, l'économie mondiale est dans l'impasse et l'inflation fait son grand retour. D'après le Fonds Monétaire International, l'inflation mondiale a presque doublé passant de 4,7" en 2021 à 8,8" en 2022. Les perspectives pour 2023 demeurent pessimistes d'autant plus que "le rythme de la croissance mondiale devrait ralentir à 1,7" en 2023, soit son troisième niveau le plus faible en quasiment trente ans, derrière les récessions mondiales de 2009 et 2020".⁵ **Pourquoi l'inflation est-elle problématique et pourquoi les politiques de lutte semblent-elles inefficaces?**



The Economist
Novembre 2022
Mai 2022

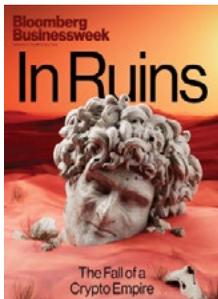
La 27ème conférence des parties est-elle vouée à l'échec?

Christy Ghosn (1.5)

Entre la flambée des prix du pétrole qui atteignent leur plus haut niveau depuis 2008, les émissions de gaz à effet de serre et les phénomènes météorologiques extrêmes qui ne cessent de croître, le climat est un sujet qui inquiète de plus en plus. Du 6 au 20 novembre 2022 une multitude d'acteurs se sont réunis dans la ville côtière égyptienne de Charm el-Cheikh pour la COP 27. "Après des jours d'intenses négociations [...] la COP 27 est parvenue à un accord sur l'établissement d'un mécanisme de financement pour indemniser les pays vulnérables pour les « pertes et dommages » dus aux catastrophes induites par le climat".⁶ **Malgré les résultats encourageants de cette conférence, les dispositions actuelles seront-elles suffisantes? Comment expliquer le manque d'actions concrètes de la communauté internationale?**

⁵ <https://www.banquemonetiale.org/fr/publication/global-economic-prospects>

⁶ <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/novembre-2022/la-cop27-%E2%80%99ach%C3%A8ve-sur-un-accord-sur-les-pertes-et-dommages-%C2%ABun-pas-vers-la>



**Bloomberg
Businessweek**
Novembre 2022

La Fin des crypto-monnaies?

Mia Matar (1.4)

Lors de la pandémie du Covid-19, l'engouement pour les cryptomonnaies et les NFT (Non-FungibleToken) a connu une croissance sans précédent. Coup de théâtre en 2022 : suite à la guerre en Ukraine et l'inflation extrême, la valeur des cryptodevises chute fortement, affectant gravement de nombreux investisseurs et menant certains jusqu'à la ruine. Le Bitcoin valait en novembre 2021 près de 69.000 dollars contre 24.000 en février 2023.⁷ Certaines cryptomonnaies, comme FTX Token, Solana, Polkadot, ou les NFTs du Bored Ape Yacht Club ont vu leur valeur passer de 600.000 dollars à 10 dollars. **Ce Krach marque-t-il la fin de des cryptomonnaies?**



**Courier
International**
Novembre 2022

Boycott de la Coupe du Monde?

Mia Matar (1.4)

L'attribution de l'organisation de la coupe du monde de football de 2022 au Qatar fait face à de nombreuses contestations et polémiques. En effet, l'accord du droit d'accueil de cet événement sportif dans le pays arabe connaît de nombreux reproches : violation des droits humains des migrants, non-respect des droits des femmes, de la communauté LGBTQ+, et forte pollution font l'objet de controverses et de critiques vis-à-vis de l'organisation FIFA et même du gouvernement qatari qui est accusé de corruption, "sportswashing" et "greenwashing". **Cette coupe du monde qui devait permettre « l'ouverture » du Qatar s'est-elle transformée en débâcle sociale, écologique et économique?**



Time Magazine
Décembre 2022

Une ère nouvelle?

Marianne Kreidy (1.2)

Le décès de Mahsa Amini, 22 ans, arrêtée le 13 septembre 2022 à Téhéran secoue tout le pays. Le motif : non-respect du code vestimentaire en vigueur, "foulard mal ajusté". Suite à cela, les femmes iraniennes se révoltent et choisissent de résister : cheveux lâchés au vent, des milliers de femmes à Téhéran abandonnent leur foulard en signe de protestation. Ce cri de révolte constitue également un hommage à Mahsa Amini, tuée en toute impunité

⁷ https://www.bfmtv.com/crypto/bitcoin/les-folles-predictions-sur-le-prix-du-bitcoin-en-2023_AV-202301110045.html



Time Magazine
Décembre 2022

pour un simple tissu. Sous l'autorité du président Ebrahim Raïssi, à la tête de la République islamique depuis juin 2021, la répression est impitoyable. Les condamnations se multiplient et la République islamique n'hésite pas à s'attaquer à des symboles de la société iranienne, comme le footballeur Amir Nasr-Azadani, condamné pour avoir manifesté, ou le rappeur Toomaj Salehi, arrêté pour la même raison. La répression est de plus en plus dure mais les protestations persistent. Le bras de fer s'annonce long. **Les conflits sociaux sont souvent moteur du changement social: iraniens et iraniennes arriveront-ils un jour à fonder un pays où leurs droits ne sont plus bafoués et où leurs libertés sont enfin proclamées?**



Courrier
International
Janvier 2023

La 27ème conférence des parties est-elle vouée à l'échec?

Christy Ghosn (1.5)

Après 70 ans de règne, la mort de la Reine Elizabeth II marque-t-elle également la mort de la monarchie ? Par ailleurs, le Royaume-Uni connaît de fortes secousses au niveau politique : le premier ministre britannique Boris Johnson démissionne de son poste et son successeur, Liz Truss, le suit 44 jours après son élection, battant le record du premier ministre britannique au plus court mandat. S'ajoute à cela une instabilité économique qui engendre des mouvements sociaux en masse : l'inflation britannique est à son plus haut niveau depuis plus de 40 ans, la récession guette, les taux de chômage augmentent, des grèves éclatent, la confiance s'érode. **Sur fond de crise économique, sociale et politique, le Royaume-Uni réussira-t-il à rebondir ?**



Symbol	Unit	8/12	182.492
US/EURO	\$	▼ -2.230	-0.0039
NAZ			
GT/56	€	▼ -0.592	-0.00053
YEH		▼ -1.759	-1.759
KTC		▼ -68.23	-0.00e93
WIF		▼ -456.56	-0.0057
WI-ILM	\$	▼ -8.354	-0.002
STJ		▼ -0.036	-0.01126
B/LE/RE			
JOB	€	▼ -2.603	-0.3700
BLII		▼ -4.695	-0.99863
BLI		▼ -35.30	-1.50
SNA	¥	▼ -134.56	-3739.49

Currencies	\$1=
British POUND	0.6529
Czech KORUNA	20.1790
Danish KRONE	5.8859
European EURO	0.7889
Hungarian FORINT	244.9750
Norwegian KRONE	6.0616
Polish ZLOTY	3.4800
Russian RUBLE	31.8485
Swedish KRONA	6.9936
Swiss FRANCS	0.9535

DÉCRYPTER L'ÉCONOMIE



- ### Sectors
- Communications
 - Consumer Durables
 - Consumer Non-Durables
 - Commercial Services
 - IT Technology
 - Minerals
 - Services
 - Trade
 - Technology Services
 - Transportation

Today	5.407	84 WkSummary	20 Wk
High	5.27	High	5.8
Low	9.15	Low	2.3
Volume	172374980	4/Y	36.682
Time	46:33	Return	23.54
		MktCap	98.48E

7.85
-0.33 -4.20%

High 9.2
Low 3.1
T/N 57.04
Return 93.56
MktVol. 24.36u

DOSSIER INFLATION

ENTRE INCERTITUDES ET INQUIÉTUDES, LE GRAND RETOUR DE L'INFLATION...

Plus forte, plus tenace et plus persistante que les grandes banques centrales ne l'avaient d'abord imaginée, l'inflation fait son grand retour. Elle est aujourd'hui au centre de toutes les discussions économiques et politiques. Mais qu'est-ce que l'inflation au juste ? d'où provient-elle ? pourquoi fait-elle peur ? faut-il systématiquement lutter contre ? Découvrez notre dossier spécial inflation pour devenir incollable en la matière...

(Février 2023)

Inflation mondiale : les causes de la flambée des prix.

Laura El Ashi (T.2) et Jude Daboubash (T.2)

Entre 2013 et 2020, l'inflation est restée « basse » oscillant entre 2% et 4% en moyenne dans le monde. Mais en 2022, l'inflation mondiale augmente brusquement et atteint plus de 8% (Statista – mars 2023). Un phénomène que beaucoup pensaient passer semble s'installer durablement...

Pour commencer : l'inflation c'est quoi ?

Dans une économie de marché, les prix des biens et des services varient : certains augmentent, d'autres diminuent. On parle d'inflation



lorsque le niveau général des prix augmente, et non pas uniquement les prix de quelques biens et services. Selon l'Insee⁸, l'inflation est « **la perte de pouvoir d'achat de la monnaie, qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix** ».

L'inflation érode progressivement la valeur de la monnaie car le consommateur perd de plus en plus de son pouvoir d'achat, c'est-à-dire la quantité de biens et de services qu'un revenu permet d'acheter. En d'autres termes, cela signifie qu'un dollar vous permet d'acheter moins de biens et services qu'auparavant.

⁸ <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1473>

Pourquoi s'inquiète-t-on aujourd'hui ?

Pour comprendre ce vent de panique, il faut d'abord savoir que ce sont les banques centrales qui veillent à la stabilité des prix et qui contrôlent les taux d'inflation via la politique monétaire. De nombreux pays ont adopté un objectif numérique explicite comme base de leur politique monétaire : un taux d'inflation de 2 à 3% serait « acceptable »⁹ et assurerait à l'économie une augmentation saine de son niveau des prix.

Dans cette optique, les chiffres actuels sont bel et bien inquiétants : dans 15 des 34 pays classés dans la catégorie des économies avancées par les « Perspectives de l'Economie Mondiale » du FMI¹⁰, l'inflation sur les 12 derniers mois était supérieure à 5% en décembre 2021. Voici plus de vingt ans que l'on n'avait pas vu une envolée aussi sou-



dain, aussi généralisée et aussi élevée de l'inflation... Les marchés émergents et les économies en développement sont frappés par une vague similaire: sur un total de 109 pays, 78 affichent eux aussi un taux annuel d'inflation supérieur à 5%. Cette proportion (71%) est près de deux fois supérieure à celle observée à la fin de l'année 2020. L'inflation est ainsi devenue un problème mondial, ou presque, l'Asie étant encore épargnée.

9 Christian P Pinshi. Ciblage des prévisions d'inflation: Un nouveau cadre pour la politique monétaire?. 2022. hal-03548273

10 <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/le-retour-de-linflation-mondiale>

Alors l'inflation, ça vient d'où?

La théorie économique identifie trois phénomènes sources d'inflation sachant qu'en pratique ces causes peuvent se superposer et se renforcer.

L'inflation par la demande: L'augmentation des prix résulte d'une demande globale excédentaire par rapport à l'offre globale. Les prix augmentent pour rééquilibrer l'offre et la demande.

L'inflation par les coûts: la hausse des coûts de facteurs de production mène à une augmentation du niveau des prix. Par exemple, la hausse des coûts des matières premières engendre une augmentation des coûts de production qui se répercute sur les prix de ventes.

L'inflation par la monnaie: la hausse des prix résulte d'une émission de monnaie trop importante qui n'est pas justifiée par l'augmentation de la production. Il y a donc « trop » de monnaie et cette dernière perd de sa valeur.

Théoriquement

Empiriquement

L'inflation constatée aujourd'hui dans le monde s'explique essentiellement par deux effets : l'inflation par la demande et l'inflation par les coûts.

- Suite à la pandémie du Covid-19 en 2020 et 2021, la population mondiale a fortement diminué sa consommation suite aux confinements successifs. Les ménages ont donc été forcés d'épargner. Or, une fois la pandémie terminée, la demande est repartie...trop vite ! Retour aux restaurants, voyages, déménagement, changement de véhicules, les consommateurs dépensent rapidement l'épargne accumulée. Sauf que l'offre n'a pas pu suivre le rythme car il existe des délais d'ajustement pour faire repartir la production. Résultat : la demande est supérieure à l'offre et les prix augmentent. Ce phénomène que beaucoup pensaient temporaire a été accentué par la guerre en Ukraine
- La guerre en Ukraine contribue également à une forte inflation des prix. En effet, l'intervention militaire de la Russie en Ukraine a fait monter les prix de multiples matières premières, principalement le pétrole, le gaz, l'huile et le blé. La Russie est d'ailleurs le deuxième exportateur de pétrole et le premier exportateur de gaz au monde. L'Ukraine est un important producteur de denrées agricoles. Le conflit crée donc de nombreuses incertitudes au niveau de l'approvisionnement de ces ressources. Il en résulte une augmentation des prix des produits de consommation : nourriture, chauffage, transports etc.

L'inflation est au centre d'un conflit de répartition entre les agents économiques: elle se répercute différemment sur les individus et crée des gagnants et des perdants. En général, les détenteurs d'actifs tangibles comme les propriétaires immobiliers, les investisseurs en actions et les créanciers bénéficient de l'inflation, car la valeur de leurs actifs augmente. Les salariés et les emprunteurs peuvent également en bénéficier, car l'inflation peut entraîner une augmentation des salaires et une diminution de la valeur réelle de la dette.

Cependant, l'inflation peut entraîner des pertes pour certaines personnes. Les ménages modestes, eux, sont ceux qui voient leur pouvoir d'achat diminuer considérablement par rapport aux autres ménages. Leur salaire n'a plus la même valeur, ils doivent limiter leur consommation. Les personnes qui dépendent d'un revenu fixe, comme les retraités, peuvent aussi voir leur pouvoir d'achat diminuer à mesure que les prix augmentent. Les épargnants peuvent également perdre de l'argent si l'inflation dépasse le taux d'intérêt qu'ils gagnent sur leurs comptes d'épargne. En fin de compte, l'inflation affecte l'ensemble de l'économie en créant des distorsions dans les prix relatifs et en perturbant les décisions d'investissement et de consommation. Une inflation trop élevée peut également entraîner des coûts économiques importants, comme une diminution de la confiance des investisseurs et une augmentation de l'incertitude économique...



« LE LIBAN DANS L'ENGRENAGE HYPER-INFLATIONNISTE »

En pratique, il fallait avant 1500 LBP pour l'équivalent d'un dollar, il en faut aujourd'hui, au 31 mars 2023, 107 000.



Depuis octobre 2019, le Liban est agité par une crise économique, sociale et politique sans précédent qui se caractérise, entre autres, par une explosion de l'inflation et la détérioration dramatique de la valeur de la monnaie nationale: la livre libanaise.

D'après les dernières données publiées par l'Administration Centrale des Statistiques Libanais¹¹, le taux d'inflation est estimé à 171% en 2022 contre 154% en 2021. « C'est du jamais vu » affirme la banque mondiale qui prévoit que « la hausse des prix pourrait se poursuivre en 2023 et atteindre encore 100% ». ¹² Tous les secteurs sont touchés : les transports, l'eau, l'électricité, l'essence, la santé, les carburants, l'alimentation... L'hyperinflation bat son plein et le phénomène s'autoalimente. On parle de spirale hyperinflationniste

¹¹ <http://www.cas.gov.lb/index.php/economic-statistics-en/cpi-e>

¹² Newsdesk Libnanews (20 janvier 2023) <https://libnanews.com/liban-crise-le-taux-dinflation-estime-a-171-sur-un-an/#:~:text=Pour%20rappel%2C%20le%20taux%20d,2023%20et%20atteindre%20encore%20100%25>.



quand les agents économiques adaptent leur comportement en conséquent et qu'ils répercutent l'augmentation des prix sur l'ensemble des biens et services, ce qui a pour effet d'amplifier l'envolée des prix. Le cercle vicieux est lancé. Concrètement, comment en sommes-nous arrivés là ?

Partant de la définition classique publiée en 1956 par Philip Cagan¹³, on parle d'hyperinflation lorsque le niveau général des prix augmente de 50% par mois au minimum. Malgré l'intérêt d'établir un critère comptable, on considère souvent qu'il y a de l'hyperinflation lorsque l'augmentation des prix est brutale, imprévisible et incontrôlable.

L'hyperinflation résulte de politiques économiques désastreuses...Très souvent, comme c'est le cas au Liban, une mauvaise gestion de la politique budgétaire enclenche ce phénomène : les Etats excessivement endettés, n'inspirant plus confiance et ne trouvent plus de sources de financement pour faire face aux échéances de la dette publique, vont avoir recours à l'émission de monnaie pour se financer. Or, un excès de monnaie réduit la valeur de la monnaie nationale, inspirant de moins en moins confiance, et rendant encore plus difficile le financement... Le cercle vicieux est lancé.

¹³ Cagan, Philip, 1956, "The Monetary Dynamics of Hyperinflation," in Studies in the Quantity Theory of Money, ed. by Milton Friedman (Chicago: University of Chicago Press), p.25-117.



Il existe plusieurs mesures théoriques que les gouvernements peuvent prendre pour freiner la spirale inflationniste, notamment.

- 1 **Augmenter les taux d'intérêt:** Les banques centrales peuvent augmenter les taux d'intérêt pour rendre l'emprunt plus cher et freiner la demande, ce qui peut aider à ralentir la croissance des prix.
- 2 **Réduire les dépenses publiques:** Le gouvernement peut réduire ses dépenses pour limiter l'offre de monnaie sur le marché, ce qui peut contribuer à freiner l'inflation.
- 3 **Réduire la croissance de la masse monétaire:** Les banques centrales peuvent limiter la croissance de la masse monétaire en vendant des titres de la dette publique ou en réduisant les quantités de liquidités injectées dans l'économie.

Cependant, ces mesures peuvent être difficiles à mettre en œuvre dans le cas du Liban en raison de la situation économique et politique instable du pays. Le Liban est confronté à des défis économiques et financiers importants, notamment des niveaux élevés de dette publique, des déficits budgétaires chroniques, des pénuries d'électricité et de carburant, ainsi que des troubles sociaux et politiques. Par conséquent, il peut être difficile pour le gouvernement libanais de prendre les mesures nécessaires pour freiner l'inflation sans causer de graves perturbations économiques et sociales.



L'HYPERINFLATION DANS L'HISTOIRE CONTEMPORAINE...¹⁴

L'ALLEMAGNE (1923)

L'inflation mensuelle atteint 23 000% en 1923, les prix augmentent de 20% par jour. La valeur du Mark par rapport au Dollar est passé de 49 000 en janvier à 4 200 milliards de Mark en Novembre 1923. L'État imprime des billets d'une valeur de 100 millions de marks.



LA HONGRIE (1946)

Hausse des prix de 150% par jour.



LE ZIMBABWE (2008)

Inflation journalière de 100% et inflation annuelle de 100 000%

LE VENEZUELA (2017/2018)

Inflation proche de 1 000 0000%. Au cours de cette année, le gouvernement vénézuélien



a procédé à une reconversion de la monnaie pour supprimer 5 zéros des billets. 14 millions de Bolivars pour un Poulet de 2.4 kg, soit l'équivalent de 2.22 USD (The Guardian

– 2018 | Photograph: Carlos Garcia Rawlins/ Reuters)

¹⁴ <https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/politiques-economiques/theories-economiques/hyperinflation/#:~:text=Le%20cas%20d%27hyperinflation%20le,est%20un%20autre%20exemple%20c%27A9%27C3%A8bre>

Lutter contre l'inflation ou soutenir la croissance : des politiques sous pression.

Tess Aznavourian (T.6)

L'inflation est une préoccupation croissante des gouvernements et des citoyens. Les institutions disposent d'un certain nombre d'instruments théoriquement efficaces pour lutter contre l'inflation. L'outil privilégié est la politique monétaire qui est du ressort de la banque centrale. Or, les politiques proposées se heurtent à de nombreux obstacles...

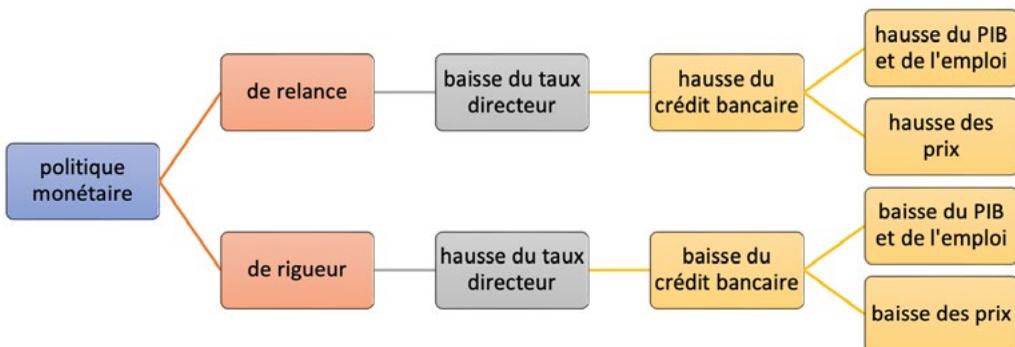
Tout d'abord, la politique monétaire c'est quoi ?

La banque centrale d'un pays est avant tout une institution indépendante (pour en garantir la crédibilité), chargée par l'État de décider d'appliquer la politique monétaire. Cette dernière consiste à modifier la masse monétaire en circulation, en particulier par la modification du niveau du taux d'intérêt directeur, afin d'influencer l'inflation et l'activité économique. L'ob-

jectif de cette politique est clair et direct : maintenir et stabiliser les prix du marché.

Ainsi, si la Banque centrale augmente son taux d'intérêt directeur, les banques accordent moins de crédits ce qui a pour effet de baisser la demande globale (consommation des ménages / investissement des entreprises) ce qui réduit l'activité économique (effet-quantité) et réduit l'inflation (effet-prix). Il s'agit alors d'une politique restrictive/de rigueur monétaire, qui privilégie la lutte contre l'inflation au détriment de la croissance économique et de l'emploi.

Si elle le baisse, les banques accordent davantage de crédits ce qui stimule la demande globale, augmentant le PIB (effet-quantité) mais générant également de l'inflation (effet-prix). Il s'agit alors d'une politique expansionniste/de relance monétaire, qui privilégie la croissance et l'emploi mais qui risque d'accroître l'inflation.



Les banques centrales à l'assaut de l'inflation...

De façon quasi synchronisée, les banques centrales du monde entier - Etats-Unis, au Royaume-Uni, en zone euro ainsi que dans la plupart des pays émergents - s'empressent de relever leurs taux d'intérêt directeurs dans l'espoir de maîtriser l'inflation.

Ainsi, pour la première fois en onze ans, la BCE (Banque Centrale Européenne) décide de hausser ses taux d'intérêt de 0,5 points de pourcent¹⁵ en réaction à l'inflation, le taux atteint alors les 3% (à compter du 22 mars 2023)

De même, pour resserrer sa politique monétaire, la FED (Fédéral Reserve – Banque Centrale Américaine) annonce le 22 mars 2023, une augmentation de 0.25% de ses taux d'intérêts directeurs qui fluctuent désormais entre 4.75% et 5%.

« Lorsque l'on faisait une saignée à un patient, généralement il ne guérissait pas, sauf miracle. Alors on le saignait encore plus, et sa santé s'aggravait d'autant plus. Je crains que les banquiers centraux soient en train de faire la même chose en ce moment! »

Joseph Stiglitz

(Prix Nobel d'Economie – 2001)

... Des critiques qui se multiplient.

Dans un entretien à l'AFP, le prix Nobel d'Economie Joseph Stiglitz compare l'action des banques à une "saignée".

La crainte est la suivante : à force d'augmenter les taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation, on risque de « casser » la croissance et de plonger le monde dans une récession...dont il sort à peine ! L'arbitrage entre « soutenir la croissance » et « stabiliser les prix » est toujours délicat : lutter contre l'inflation par l'augmentation des taux d'intérêt directeurs oblige les banques à répercuter cette hausse sur le coût des crédits qu'elles accordent. Les agents économiques (ménages, entreprises, États) seront plus réticents à emprunter et vont alors réduire leur consommation ou leurs investissements, plombant ainsi la croissance économique...

15 Plus précisément : « Le Conseil des gouverneurs a décidé d'augmenter les trois taux d'intérêt directeurs de la BCE de 50 points de base. Dès lors, les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt seront relevés à respectivement 3,50%, 3,75% et 3,00% à compter du 22 mars 2023 » (<https://dgxy.link/mznyh>)

La hausse des prix des produits alimentaires menace la stabilité économique et politique mondiale.

Walid Chehab (1.2)

Les tensions inflationnistes, notamment sur les produits alimentaires, ont atteint un niveau record depuis 40 ans. Même si l'ensemble des économies mondiales sont concernées, une forte inflation tend à aggraver les inégalités car elle frappe plus durement les ménages les plus pauvres et fragilise la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables. Au-delà des implications économiques évidentes, l'inflation des denrées alimentaires se traduit aussi par une augmentation du risque politique et des tensions sociales.

Comment calcule-t-on le prix des denrées alimentaires ?

« L'Indice FAO¹⁶ (« Food and Agriculture Organisation») des prix des produits alimentaires est un indice des prix introduit par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture en 1996 pour suivre l'évolution de la situation sur les marchés mondiaux des produits agricoles. Il s'agit de la moyenne des indices des cinq groupes de produits de base (viandes, produits laitiers, céréales, huiles végétales, sucres), pondérée selon la part respective moyenne des exportations de chacun des groupes pour la période 2014-2016 ».

Une augmentation des prix généralisée mais inégale.

Les prix alimentaires ont atteint des sommets en 2022. L'indice FAO s'est établi en moyenne à 143,7 points, soit une hausse de 14,3% par rapport à 2021. Il s'agit de la « troisième année consécutive d'augmentation des prix alimentaires dans le monde ainsi que le chiffre le plus élevé depuis le début de la compilation des statistiques en 1990 ». Dans les détails, ce sont les produits laitiers qui ont connu la plus forte progression d'une année sur l'autre (+19,6%), suivi par les céréales (17,9%), les huiles végétales (13,8%), la viande (10,3%) et le sucre (+ 4,7%) (Agence Ecofin¹⁷, 2023).

Trois facteurs principaux sont à l'origine de cette crise inflationniste mondiale des denrées alimentaires :

Premièrement, la flambée des coûts de l'alimentation est une conséquence directe de la guerre en Ukraine. L'invasion russe a entièrement bouleversé la production et l'exportation de blé, les deux pays représentant 30% des récoltes mondiales. Le conflit russo-

¹⁷ <https://www.agenceecofin.com/marches/0901-104238-les-prix-alimentaires-mondiaux-ont-grimpe-a-un-niveau-record-en-2022>

¹⁶ <https://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>

ukrainien met donc en difficulté les chaînes d’approvisionnement en produits de première nécessité, non seulement dans les domaines de l’alimentation mais aussi de l’énergie. En effet, la cause de l’inflation alimentaire se trouve aussi du côté des prix de l’énergie : chaque étape de la production de produits alimentaires – nécessite de l’énergie.

Second facteur aggravant : les conditions météorologiques liées au réchauffement climatique. Les canicules se multiplient partout dans le monde et menacent les récoltes agricoles. La revue américaine consacrée à l’environnement « Grist » qualifie ce phénomène de “heatflation”¹⁸ - contraction de réchauffement et d’inflation en anglais. Les événements climatiques ont donc un impact négatif sur la production agricole, ce qui entraîne un choc d’offre négatif et une augmentation des prix.

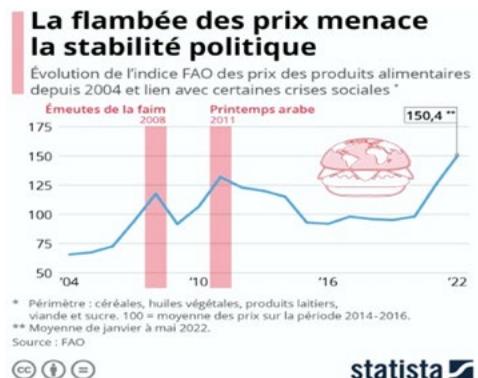
Enfin, dans le cadre de la reprise économique post covid en 2021, la demande est repartie très vite, alors que l’offre, désorganisée après les confinements successifs, n’a pu s’ajuster suffisamment rapidement pour y répondre, d’où une augmentation des prix.

Une inflation à surveiller de près pour plusieurs raisons.

D’un point de vue humanitaire, l’inflation alimentaire menace la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables qui auront moins accès aux biens de consommation de base. D’après un rapport du Fonds Monétaire International (2022)¹⁹ « les populations des

pays à faible revenu sont les plus vulnérables face à la hausse des prix, car l’alimentation y représente 44% de la consommation en moyenne, contre 28% dans les pays émergents et 16% dans les pays avancés ». D’ailleurs cinq agences de l’ONU ont appelé à la mise en place de mesures urgentes dans le cadre du Plan d’action mondial contre la malnutrition des enfants, afin de protéger les enfants vulnérables dans les 15 pays les plus durement touchés par une crise alimentaire et nutritionnelle sans précédent.

De plus, l’explosion des prix des produits alimentaires augmente les tensions sociales traduisant ainsi le mécontentement d’une population dont le pouvoir d’achat baisse et qui a de moins en moins accès à des produits de base. A mesure que les conditions de vie se dégradent, le risque politique augmente, la population demandant une intervention de l’Etat via des politiques concrètes. Or, souvent, ce sont ces mêmes Etats qui n’ont pas les moyens d’agir face à ces chocs externes. D’où un cercle vicieux qui s’auto-alimente...



18 https://www.lexpress.fr/environnement/heatflation-le-rechauffement-climatique-un-facteur-inflationniste-sous-estime_2177822.html

19 FMI (2022) « Les mesures prises face à la hausse des produits alimentaires et de l’énergie doivent cibler les plus vulnérables ». <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2022/06/07/blog-response-to-high-food-prices>

aux émeutes de la faim²⁰ en 2008 et d'autre part au Printemps Arabe en 2011 a largement contribué à la hausse des céréales.

Certes, il semblerait que l'inflation mondiale des denrées alimentaires ait amorcé une baisse fin 2022, néanmoins les niveaux des prix alimentaires restent bien élevés. Les risques sont conséquents : instabilités économiques, sociales, et politiques se conjuguent et aggravent les tensions existantes. Des mesures ont déjà été prises pour redresser cette situation mais les effets attendus sont lents à apparaître...



Le Liban entre pénuries et paralysies.

Nelly Eid (1.3) et Lana Salman (1.3)

Février 2023

Le 17 octobre 2019 marque le début de la révolution populaire libanaise : les manifestants crient dans la rue leur rejet d'une classe dirigeante jugée corrompue. Le Liban plonge alors dans une crise socioéconomique et financière sans précédent. Le pays est au bord de la paralysie : des biens essentiels comme l'essence, l'électricité, les médicaments, le pain manquent cruellement... S'ils existent, ils sont souvent hors de portée pour une grande partie de la population.

Faisons le point sur une crise qui se manifeste par des pénuries de toutes sortes...

Une pénurie se définit comme « un déséquilibre sur le marché généré par l'absence temporaire d'un bien ou d'un service »²¹. Plus précisément, c'est lorsque les quantités offertes par les producteurs sont insuffisantes aux quantités demandées. Or, conformément à un principe fondamental en économie, lorsque l'offre est inférieure à la demande les prix augmentent. Ainsi, un marché qui fonctionne librement va permettre de résorber ce déséquilibre : la pénurie disparaît naturellement à mesure que le marché s'autorégule.

²⁰ L'année 2008 a été marquée par une généralisation de crises d nommées « émeutes de la faim » en Afrique, à Haïti, en Asie (Indonésie, Philippines, etc.), et en Amérique latine (Pérou, Bolivie, etc.).

²¹ <https://economy-pedia.com/11030971-shortage>

La loi de l'offre et de la demande²²

est le principe de base sur lequel repose une économie de marché. Ce principe reflète la relation entre la quantité demandée d'un bien et la quantité offerte de ce bien, en fonction du prix. Ainsi, en situation d'excédent (offre > demande), la baisse du prix assure le retour à l'équilibre en diminuant la quantité offerte et en augmentant la quantité demandée. En situation de pénurie (demande > offre), la hausse du prix permet un rééquilibrage de l'offre et de la demande en augmentant la quantité offerte et en diminuant la quantité demandée.

Dans les économies où le marché dysfonctionne (crise économique, défaillances institutionnelles, manque de confiance, rigidité, des prix...) les problèmes de pénurie sont fréquents et ont des causes identifiables.

D'une part, elles peuvent provenir d'un « contrôle des prix », c'est à dire lorsque le gouvernement fixe un prix inférieur au prix du marché modifiant le système de prix de l'économie ; et d'autre part d'une « baisse de l'offre », c'est-à-dire une réduction inattendue de la quantité fournie par les producteurs.

Par conséquent, les pénuries ont des effets négatifs considérables et peuvent durablement dérégler l'économie. En effet, le marché noir (marché où l'on accède à des produits dont les prix sont plus élevés que sur le marché « formel ») se développe, les situations de rationnement (imposition de limitations pour l'acquisition d'un bien ou d'un service) se multiplient, et les agents économiques se trouvent forcés

d'épargner car il est impossible d'obtenir un bien ou un service.

Actuellement, les situations de pénurie au Liban sont nombreuses : certaines se résolvent alors que d'autres sont récurrentes. Les Libanais vivent donc dans une incertitude permanente. Petit tour d'horizon via trois déficiences emblématiques.

Les pénuries de carburant, réelles ou provoquées par de mauvaises décisions publiques, sont l'une des manifestations flagrantes de la crise libanaise.

Depuis plus de deux ans, les Libanais doivent faire face à une déficience récurrente : celle de l'essence. Impossible d'oublier les files interminables qui se forment pendant des heures devant les stations pour obtenir une quantité très limitée d'or noir. Pour cause, les propriétaires de stations-services rationnent l'essence : ils gardent leur produit en stock pour le revendre plus cher. Pourquoi ? D'une part l'arrêt des subventions de l'Etat qui maintenaient « le sans plomb et le diesel à un prix huit fois inférieur au marché »²³ et d'autre part l'instabilité de la monnaie : les importateurs doivent payer les fournisseurs en dollar alors que l'essence est réglée en livre libanaise par les consommateurs. Résultat : du jour au lendemain les stations-services ferment leurs portes...l'anxiété des Libanais est à son comble.

Autre pénurie de taille corrélée au manque de carburant et à la défaillance de l'Etat à fournir un bien public essentiel : celle de l'électricité.

L'électricité est rationnée : les coupures sont

22 <https://www.economie.gouv.fr/facileco/loffre-et-demande#>

23 RFI France : « Liban: les pénuries d'essence continuent et entraînent des files d'attente monstres » - Reportage. 30/06/2021. <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20210630-liban-les-p%C3%A9nuries-d-essence-continuent-et-entra%C3%A9nent-des-files-d-attente-monstres>

quasiment constantes et la population ne bénéficie que de quelques heures de courant la journée. Les Libanais doivent alors trouver des solutions alternatives : ils dépendent d'opérateurs qui proposent des services d'électricité provenant de groupes électrogènes privés, un service hors de prix pour une majorité de la population qui a vu son pouvoir d'achat s'effondrer.

Se procurer des médicaments s'apparente aussi à une tâche herculéenne. Beaucoup sont introuvables dans les pharmacies.

Dans un rapport publié le 9 février 2023, Amnesty International²⁴ rappelle que « le ministère (libanais) de la Santé publique a annoncé le 9 novembre 2021, avec effet immédiat, la levée des subventions en devises étrangères pour tous les médicaments, à l'exception de ceux traitant le cancer et certaines maladies chroniques » et qu'en conséquence « les prix de la plupart des médicaments ont alors augmenté de façon exponentielle ». « Les Libanais n'ont jamais été aussi humiliés! Même durant les années de guerre les plus atroces, tous les médicaments étaient disponibles », se désole un octogénaire de Beyrouth qui n'arrive pas à trouver d'antidiabétique pour son traitement (témoignage recueilli par « ici Beyrouth », 2022)²⁵. Certains médecins parlent de « médecine de catastrophe ». Quand les médicaments sont disponibles, ils sont hors de prix ; d'ailleurs le coût des génériques dépasse parfois le prix de « l'original ». Les Libanais sont alors forcés de se « débrouiller » et se les procurer à l'étranger.

24 <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/02/lebanon-government-must-address-medication-shortages-and-healthcare-crisis/>

25 <https://icibeyrouth.com/societe/21251>



Des Libanais en voiture font la queue pour obtenir de l'essence à Beyrouth le 11 juin 2021. AFP - ANWAR AMRO

Une pénurie de plus qui prive la population de médicaments essentiels devenus indisponibles ou inabordables et qui pose les prémices d'une catastrophe sanitaire sans précédent.

Au final, face à la multiplication des défis économiques, sociaux et financiers induits par la crise, beaucoup de Libanais qui le peuvent décident de quitter le pays pour une vie « décente » à l'étranger. D'autres essaient simplement de trouver les moyens pour survivre en attendant des jours meilleurs. Jusqu'à quand va-t-on se « débrouiller » ? Jusqu'à où ira cette fameuse « résilience » des Libanais ?

« La population du Liban est confrontée à une souffrance inimaginable pour parvenir à se procurer des médicaments vitaux »

Aya Majzoub

Directrice Adjointe pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient / Amnesty International.

L'analyse économique de l'environnement : les multiples raisons de l'impasse climatique.

Marianne Kreidy (1.2), Lenny El Hayek (1.2), Mia Matar (1.4)

« **Le réchauffement climatique est un phénomène global de transformation du climat caractérisé par une augmentation générale des températures moyennes (notamment liée aux activités humaines) et qui modifie durablement les équilibres météorologiques et les écosystèmes** ». ²⁶

Le bilan actuel est alarmant : d'après un rapport publié en 2002 par le Ministère de la Transition Écologique français²⁷, les émissions mondiales de CO2 ont augmenté de 68% entre 1990 et 2019 et le niveau de mer s'est élevé d'environ 9 cm entre 1993 et 2019. De plus, la banquise antarctique a battu un record de fonte avant même la fin de l'été austral. Elle est tombée à 1,91 million de km² le lundi 13 février 2023, soit « l'étendue la plus faible jamais enregistrée depuis le début des relevés satellites en 1979 », selon le Centre National Américain de données sur la neige et la glace.²⁸

Entre sécheresses, canicules, tempêtes, inondations et pénuries d'eau, les catastrophes naturelles se multiplient à un rythme effrayant ces dernières années. La science économique offre une explication aux causes du réchauffement climatique. Les notions d'externalités négatives, biens communs mondiaux, passagers clandestins permettent ainsi d'éclairer le débat et soulignent l'urgence climatique contre laquelle le monde se doit de réagir.



26 Youmatter.world (24 janvier 2022) « Réchauffement climatique : définition, causes et conséquences ». <https://dgxy.link/18yFE>

27 Ministère de la Transition Ecologique (France) - 2022- « Chiffres clés du climat : France, Europe et Monde » <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-cles-du-climat-2022/donnees-cles>

28 https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/02/17/la-banquise-antarctique-bat-un-record-de-fonte-exposant-le-continent-blanc-au-rechauffement_6162307_3244.html

[guise-antarctique-bat-un-record-de-fonte-exposant-le-continent-blanc-au-rechauffement_6162307_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/02/17/la-banquise-antarctique-bat-un-record-de-fonte-exposant-le-continent-blanc-au-rechauffement_6162307_3244.html)

Le réchauffement climatique est un exemple typique d'externalité négative

Dans l'analyse économique, le réchauffement climatique est qualifié d'externalité négative et présente des conséquences majeures non seulement environnementales mais également économiques. En effet, toute l'économie dite « classique »²⁹ est basée sur le fait que les décisions d'un agent économique n'affectent les autres agents que par l'intermédiaire du marché. Une externalité désigne donc une situation dans laquelle l'activité d'un agent économique affecte le bien-être d'un autre agent sans qu'il n'y ait de compensation monétaire, autrement dit sans qu'il n'y ait de « prix ». L'externalité est dite négative quand les agents économiques voient diminuer leur bien-être : ils subissent donc des dommages. Or, le marché est défaillant en présence d'externalités négatives car il n'est pas en mesure d'inciter ceux qui sont à l'origine de ce coût externe à les réduire. La défaillance se manifeste par le fait que les quantités produites sur le marché sont supérieures à celles qui sont socialement efficaces. Nous sommes donc dans une situation de surproduction par rapport à l'équilibre socialement optimal, l'entreprise produira trop et, fatalement, polluera trop.... Il existe donc un coût dit « social » que la collectivité doit supporter vu qu'aucun agent économique rationnel n'indemniserait spontanément les victimes de la pollution qu'il a occasionnée.

Le réchauffement climatique, causé par les émissions de gaz à effet de serre, est donc

un exemple typique d'externalité négative. Engendrée par les activités humaines de production, la pollution générée par les entreprises affecte négativement l'ensemble de la société. Non seulement la qualité de l'air diminue mais d'autres productions telles que la pêche, la chasse sont également impactées.... Par ailleurs, le réchauffement climatique entraîne une transformation des écosystèmes. On ne pourra plus pratiquer l'agriculture de la même façon dans les mêmes régions, mais c'est aussi le cas de la pêche, ou encore des activités minières. Cette transformation peut aussi engendrer la réduction, voire la disparition, des ressources naturelles : « Que feront les fabricants de chocolat ou de pâte à tartiner si la noisette devient une denrée rare à cause du climat ? »³⁰.

Ensuite, le dérèglement climatique multiplie les catastrophes naturelles et augmente les « risques » supportés par la société. Or, qui dit augmentation des risques dit augmentation des coûts pour les entreprises et l'État, que ce soit un coût en assurance, en réparation, en santé publique...

Dans ce sens, pour limiter les effets du réchauffement climatique, l'accord de Paris - un traité international juridiquement contraignant - a été adopté par 196 Parties lors de la COP21, à Paris, le 12 décembre 2015, et est entré en vigueur le 4 novembre 2016. Son objectif : « maintenir l'augmentation de la température mondiale bien en-dessous de 2 degrés Celsius et mener des efforts encore plus poussés pour limiter l'augmentation de la température à 1,5 degré Celsius au-dessus des niveaux

29 L'économie classique est une école de pensée économique basée sur l'idée que le marché libre est le mode naturel de fonctionnement de l'économie et qu'il produit le progrès et la prospérité. Les économistes classiques s'opposaient à l'intervention du gouvernement sur le marché par le biais de contrôles des prix, de quotas, de réglementations ou de tout autre mécanisme susceptible d'altérer son fonctionnement normal. (<https://economy-pedia.com>)

30 Futura-science- PLANETE, QUESTIONS REPONSES, Quelles sont les conséquences du réchauffement climatique ? - <https://www.futura-sciences.com/planete/questions-reponses/rechauffement-climatique-sont-sequences-rechauffement-climatique-1298/>

pré-industriels »³¹. En 2023, le premier « bilan mondial » évaluera les progrès réalisés par rapport aux objectifs, mais les chiffres actuels semblent d'ores et déjà avoir mis l'Accord de Paris en échec...

Le climat est un bien commun mondial

Le climat est considéré dans l'analyse économique comme un bien commun mondial. Les biens communs ont deux caractéristiques : la non-excluabilité (il est impossible d'exclure de l'utilisation du bien ceux qui ne paient pas) et la rivalité (la consommation par un agent économique réduit la quantité disponible aux autres agents économiques). Les réserves halieutiques (c'est-à-dire les ressources vivantes aquatiques), l'eau des nappes phréatiques, les prés communaux sont des exemples de biens communs. Dans le cas des biens communs, le marché est défaillant car l'absence de droit de propriété (les « communs » appartiennent à tout le monde) engendre la surexploitation des ressources et éventuellement leur épuisement, ce que Garret Hardin a qualifié de « tragédie des biens communs », en 1968 .³²

De ce fait, le climat est un bien commun mondial dans la mesure où il est non-excluable (le climat est accessible à tous, sans exception, et tout le monde profite d'un climat de qualité) et rival (à mesure que les agents économiques « usent » le climat, la qualité du climat diminue).

Il convient ici de faire référence à la COP27. En effet, la 27ème conférence annuelle de l'ONU sur le climat, sous la présidence de l'Égypte, a eu lieu à Sharm El-Sheikh du 6 au 18 novembre

31 <https://www.economie.gouv.fr/laccord-de-paris#>

32 Hardin, G. J. (1968). The tragedy of the commons. Science 162(3859), 1243–1248. 1968. doi:10.1126/science.162.3859.1243.

2022.³³ La COP27 s'achève sur un accord qui cherchera à indemniser « les pays les plus vulnérables qui sont le plus touchés par les « catastrophes induites par le climat »³⁴ et le dérèglement climatique.

Les accords internationaux se heurtent à des stratégies de passagers clandestins

Ainsi, la lutte contre le réchauffement climatique doit faire l'objet d'accords internationaux car les problèmes environnementaux et la pollution dépassent les frontières nationales. Elle se heurte cependant à des stratégies de « passagers clandestins ». Une stratégie de « passager clandestin » consiste à « laisser les autres pays supporter le coût de la lutte contre le réchauffement climatique tout en profitant de ses avantages éventuels en termes de réduction de la pollution »³⁵. Des pays peuvent alors vouloir adopter des stratégies de « passagers clandestins », espérant obtenir les gains d'une action collective (les réductions d'émissions de GES réalisées par les autres pays) sans avoir à en supporter les coûts (c'est-à-dire sans réduire leurs propres émissions). Par exemple, les Etats-Unis ont choisi de se retirer en 2018 de l'Accord de Paris, signé en 2015 lors de la COP21 ; ils adoptent ainsi une stratégie de « passager clandestin » dans la lutte contre le réchauffement climatique.

33 Climate change - COP27 Sharm El-Sheik, <https://www.climate-chance.org/agenda/cop27-sharm-el-sheik-fr/>

34 Vie publique, En bref- COP 27 : vers la création d'un fonds pour les États victimes du réchauffement climatique- Société, économie, le 23 novembre 2022. [https://www.vie-publique.fr/en-bref/287236-cop-27-un-fonds-pour-les-etats-victimes-du-rechauffement-climatique#:~:text=Du%206%20au%2020%](https://www.vie-publique.fr/en-bref/287236-cop-27-un-fonds-pour-les-etats-victimes-du-rechauffement-climatique#:~:text=Du%206%20au%2020%20)

35 <http://ses.ac-besancon.fr/quelle-action-publique-pour-lenvironnement/>

Nous pouvons d'ailleurs établir un lien entre le comportement de « passager clandestin » et le « dilemme du prisonnier ». Le dilemme du prisonnier décrit « une situation dans laquelle les intérêts individuels s'opposent aux intérêts collectifs »³⁶. Les négociations sur le climat en sont un exemple pertinent.

QU'EST-CE QUE LE DILEMME DU PRISONNIER ?

Extrait de « Pour l'Eco – L'éclairage économique pour comprendre l'actualité »

«Le dilemme du prisonnier est sans doute l'application la plus fréquente de la théorie des jeux à la science économique. La théorie des jeux est une branche des mathématiques, née dans les années 1920.

L'appellation « dilemme du prisonnier » vient de l'anecdote racontée par le mathématicien Albert Tucker, lors d'un séminaire à l'Université de Stanford, en 1950 : deux individus sont arrêtés, soupçonnés d'avoir commis ensemble un vol.

Incarcérés dans deux cellules différentes sans pouvoir communiquer, on leur présente le choix suivant : si un seul des deux avoue et dénonce son complice, il sera libéré, mais l'autre écoperà de la peine maximale (huit ans de prison). Si les deux se disent innocents, faute de preuves, ils seront condamnés à une courte peine (un an). Si les deux avouent, chacun verra sa peine réduite à quatre ans.

Que faire ? Avouer ou nier ? Il s'agit de prendre la meilleure décision, quelle que soit celle de l'autre. Dans le cas où votre complice avoue, il faut avouer aussi et, tous les deux, vous serez condamnés à quatre ans. Si vous niez, vous prenez huit ans. Dans le cas où le complice nie le vol, si vous avouez et le dénoncez, vous êtes libre, mais si vous niez aussi, vous êtes tous les deux condamnés à un an. Conclusion : au niveau personnel, il est rationnel d'avouer et de dénoncer l'autre pour être libre ou ne faire que quatre ans de prison, alors que du point de vue collectif, les deux ont intérêt à nier. Ne pouvant coopérer, ils avouent et se dénoncent, se faisant mutuellement tort. »

Ici, les joueurs sont généralement des États qui doivent opter pour une politique climatique bien précise cherchant à atteindre un objectif de réduction des gaz à effet de serre. Les États concernés se retrouvent face à deux possibilités : « coopérer » et « ne pas coopérer ». S'ils coopèrent, les États participeront à la résolution progressive du problème environnemental sans pour autant maximiser leurs gains individuels car ils devront fournir les efforts nécessaires pour parvenir à l'objectif établi. En revanche, s'ils décident de ne pas coopérer, ils seront rationnellement amenés à adopter un comportement de « passager clandestin » dans le sens où ils bénéficieront de cette politique climatique, sans pour autant y prendre parti, c'est-à-dire sans pour autant réduire leurs propres

³⁶ <https://www.pourleco.com/idees/quest-ce-que-le-dilemme-du-prisonnier>

émissions de gaz à effet de serre. La matrice de gains ci-dessous, extraite du site « easynomics»³⁷, le démontre. En effet, si les Etats-Unis mettent en place une politique climatique de réduction de GES, la Chine a intérêt à continuer de polluer car elle préfère un gain de 4 (si elle pollue) à un gain de 3 (si elle participe à la politique climatique). De plus, si les Etats-Unis choisissent de continuer à polluer, la Chine préférera un gain de 2 (continuer à polluer) plutôt que 1 (adopter la politique climatique). Ainsi, quelle que soit la décision des Etats-Unis, rationnellement, la Chine choisira de polluer. Le raisonnement est le même pour les Etats-Unis : quelle que soit la décision de la Chine, ils auront intérêt à continuer de polluer. Au final, les deux pays choisissent de polluer, les gains sont de 2 pour chacun, alors que s'ils avaient coopéré et mis en place une politique climatique, les gains auraient été de 3 pour chacun. On voit bien que les décisions individuelles sont rationnelles mais sous-optimales pour la collectivité.

		Etats – Unis	
		Politique Climatique	Continuer de polluer
Chine	Politique Climatique	3,3	1,4
	Continuer de polluer	4,1	2,3

Répartition des gains dans un jeu ordonné type dilemme du prisonnier
COP 26 : la théorie des jeux appliquée aux négociations climat

En conclusion, l'environnement fait partie du patrimoine commun de la nation et peut être considéré comme un bien public mondial. À ce titre, il mobilise de plus en plus une multitude d'acteurs de l'espace public qui peuvent coopérer ou être en conflit. La difficulté de la prise de décision dans le domaine environnemental réside toutefois dans le fait que, par essence, toute action en faveur de l'environnement est susceptible de léser les intérêts d'une partie de la population. Parmi les acteurs, les pouvoirs publics jouent un rôle essentiel, notamment en matière de changement climatique. Néanmoins, dans un contexte mondialisé, la nécessité d'une démarche collective de préservation de l'environnement se heurte aux intérêts et contraintes des différents États.

37 Easynomics « COP26 : la théorie des jeux appliquée aux négociations sur le climat »

<https://easynomics.fr/2021/11/07/cop26-la-theorie-des-jeux-appliquee-aux-negociations-sur-le-climat/>



FAIRE SOCIÉTÉ



Les réseaux sociaux, la face cachée du rêve numérique.

Inès Bacha (T.1) & Karl Kurban (T.1)

Les nouvelles technologies ont bouleversé notre mode de vie en facilitant grandement l'accès au savoir et à l'information. En quelques années, les réseaux sociaux, souvent qualifiés de « big bang » de l'information, sont devenus les repères les plus populaires d'Internet. D'après les données publiées par Statista³⁸, on comptait plus de cinq milliards d'internautes dans le monde en 2022, soit 63,1% de la population mondiale. Sur ce total, 4,7 milliards (59% de la population mondiale) sont des utilisateurs de réseaux sociaux.

En France, une première tentative de définition juridique d'un service de réseau social a été introduite dans la proposition de loi de la députée Laetitia Avia visant à lutter contre la haine sur internet (LOI n° 2020-766 du 24 juin 2020³⁹). L'usage commun définit un réseau social comme « un service en ligne permettant à ses utilisateurs de publier les contenus de leur choix et de les rendre ainsi accessibles à tout ou partie des autres utilisateurs de ce service »

38 Statista est le plus grand portail mondial de statistiques et de données de marché. Cette ressource en ligne fournit des données sur l'économie numérique mondiale, les secteurs industriels, les marchés de consommation, l'opinion publique, les médias, la démographie et les tendances macroéconomiques (<https://fr.statista.com/>)

39 Légifrance, Journal officiel "Lois et Décrets" / JORF n° 0156 du 25 juin 2020 <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/loj/2020/06/25/0156>

La diversification du nombre de plateformes sociales a permis de toucher de plus en plus d'utilisateurs à travers le monde. Instagram, TikTok, Facebook, WhatsApp, Snapchat, Twitter... font aujourd'hui partie intégrante de nos vies. Pour cause, le fait d'interagir avec n'importe qui, n'importe où et n'importe quand, et former un vaste réseau de connaissances est aussi inédit qu'attirant. D'ailleurs, à l'heure d'internet, l'information est devenue horizontale et démocratisée. Le schéma traditionnel vertical de transmission de l'information est remis en question : de nouveaux besoins de communication émergent et sont assouvis grâce à une multitude de plateformes en ligne.

Mais pour fonctionner, ces dernières ont besoin de générer des revenus. Derrière des contenus inspirants et des clichés idylliques se cache alors une réalité bien plus insidieuse qui mérite d'être éclaircie. Quelles sont les facettes cachées de ce rêve numérique ? Comment s'opposent concepteurs et utilisateurs de réseaux sociaux ?

Les réseaux sociaux appartiennent aux géants du numérique...

Il faut tout d'abord savoir que les GAFAM (acronyme désignant les 5 plus grandes entreprises technologiques américaines en

2023 : Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) possèdent et contrôlent plusieurs réseaux sociaux et services web très utilisés, comme LinkedIn (qui appartient à Microsoft), YouTube (à Google), Instagram et WhatsApp (à Facebook). En février 2023, la capitalisation boursière d'Apple (la plus performante) était estimée à 2 420 milliards de dollars⁴⁰ contre « seulement » 538 milliards de dollars pour Facebook/Meta. Ces entreprises privées ont évidemment pour but de continuer à générer des montagnes de profit et deviennent même plus puissantes que certains Etats. D'ailleurs, les annonceurs ont consacré 2,896 milliards d'euros de chiffre d'affaires net en publicité sur les réseaux sociaux, soit 25% des investissements médias.

Des algorithmes informatiques au service des concepteurs...

Ces entreprises vont donc investir du temps et de l'argent là où il y a le plus de clients potentiels. Pour cela, ils vont chercher à maximiser le temps passé à « scroller » (défiler) sur l'écran grâce à des algorithmes informatiques. Ces algorithmes et le « data tracking » (suivi des données) surveillent chaque instant passé à « liker », commenter, partager ou simplement regarder les publications virtuelles. L'objectif : présenter le contenu le plus optimisé pour satisfaire chaque utilisateur et le convaincre de ne surtout pas interrompre son utilisation des réseaux. L'algorithme cherche donc à vous inciter à rester connecté le plus longtemps possible.

40 <https://www.solocal.com/ressources/articles/publicite-reseaux-sociaux#:~:text=Dans%20le%20d%C3%A9tail%2C%20les%20annonceurs,24%20%25%20pour%20la%20presse>.

...et qui traquent des utilisateurs (in) volontaires.

De l'autre côté se trouvent les utilisateurs. Les chercheurs sont de plus en plus inquiets et dénoncent les dangers des réseaux sociaux, surtout pour les adolescents. Les signes d'addiction aux réseaux sociaux sont nombreux : augmentation du temps passé sur ces médias, isolement, impossibilité de passer une journée sans consulter les réseaux sociaux, panique à l'idée de perdre son téléphone ou l'accès aux



Source : « The Social Dilemma » Netflix

réseaux sociaux (Addictions comportementales : l'addiction aux réseaux sociaux - Addict'Aide⁴¹). Les algorithmes informatiques bombarde ainsi les utilisateurs d'informations qualifiées d'avancées technologiques et entraînent une hyper stimulation du cerveau ; le simple fait de rafraîchir la page d'accueil sur une application rappelle les machines à sous addictives dans les casinos. En psychologie, ce phénomène est appelé « renforcement intermittent »⁴² : à chaque fois que nous recevons un message, un commentaire ou un like sur l'une de nos publications, notre cerveau libère de la

41 MEDADOM (Novembre 2022) « Est-ce grave d'être addict aux réseaux sociaux ? » https://info.medadom.com/sante_decomplexe/addiction-reseaux-sociaux

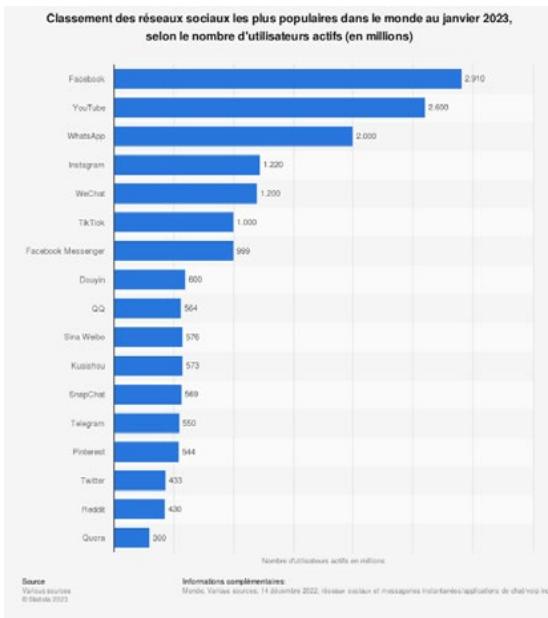
42 Kairos (Avril 2020) « Pourquoi sommes-nous accrocs à nos écrans » <https://slowkairos.com/pourquoi-sommes-nous-acrocs-a-nos-ecrans/>

dopamine, un neurotransmetteur qui active le circuit de récompense, d'où la perpétuelle tentation de continuer.

De plus, les internautes mettent volontairement leurs informations personnelles en ligne de sorte que leurs faits et gestes sont connus de tous. Or, toutes ces informations et données que nous consentons à mettre gratuitement en ligne sont immédiatement exploitées pour de la publicité. L'accès à cette infinité d'information inépuisable donne au GAFAM une « puissance inégalée dans l'histoire ».

Il est de plus en plus difficile d'échapper au « Big Brother » numérique...

Le numérique engendre donc une espèce de capitalisme de la surveillance. On associe d'ailleurs de plus en plus l'expression « Big Brother » aux réseaux sociaux. Cette dernière est utilisée pour qualifier toutes les institutions ou pratiques portant atteinte aux libertés fondamentales et à la vie privée des individus. Sous prétexte de nous fournir des informations que nous pensons vouloir, le réseau social engage toujours plus les utilisateurs et suscite des clics pour alimenter la publicité et les profits. A priori inoffensif, les réseaux sociaux nous délestent progressivement de notre libre arbitre et dénaturent peu à peu notre rapport à notre propre humanité.



Source : Statista

LE SAVIEZ-VOUS

75% des internautes utilisent les réseaux sociaux pour rechercher des avis sur des produits et services.

49% des consommateurs se fient à la recommandation d'un influenceur pour agir sur les réseaux sociaux.

En moyenne, un individu utilise quotidiennement 7 réseaux sociaux différents

Source: <https://sproutsocial.com/insights/social-media-statistics/>

SONDAGE



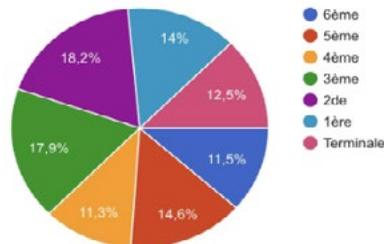
Les réseaux sociaux influencent-ils les comportements des jeunes?

Par Mia Matar (1.4), Malek Kabbara (1.2), Christy Ghosn (1.5), Marianne Kreidy (1.2), Kim Lahoud (1.4), Yara Serhal (1.2), Joana El Hosri (1.1)

L'opinion publique fait référence à l'ensemble des avis que les citoyens formulent sur des problèmes publics selon les informations dont ils disposent et les discussions qu'ils ont. Le sondage est une technique qui cherche à mesurer cette opinion. Le sondage est souvent perçu comme l'expression de l'opinion publique, mais c'est oublier que cette opinion est parcourue de débats et que les sondages sont toujours construits sur la sélection d'un certain nombre de questions et de problématiques.

Un réseau social se définit communément comme un « site internet qui permet aux internautes de se créer une page personnelle afin de partager et d'échanger des informations, des photos ou des vidéos avec leur communauté d'amis et leur réseau de connaissances »⁴³. Les réseaux sociaux sont donc constitués de tous les sites webs, applications mobiles et plateformes qui permettent de créer du lien social en ligne et qui offrent à leurs utilisateurs des outils et des

interfaces propices aux interactions. Devant l'explosion de ce phénomène relativement « récent » - une vingtaine d'année seulement - qui fait aujourd'hui partie intégrante de nos vies, nous avons réalisé un sondage qui pose la problématique suivante : "Les réseaux sociaux modifient-ils le comportement des jeunes ?". Le questionnaire a été envoyé aux élèves du GLFL de la sixième à la terminale le 7 mars 2023 et, parmi les 1335 élèves de l'établissement, 521 ont répondu au questionnaire soit 39%. Les réponses sont réparties de cette manière :



Note:

L'échantillon n'est pas forcément représentatif puisque 61,4% des élèves qui ont répondu sont des filles alors qu'en réalité les filles représentent 49,4% de la population du GLFL. Les garçons qui sont en réalité majoritaires dans l'établissement sont minoritaires dans le sondage.

⁴³ Dictionnaire en ligne « L'internaute » <https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/reseau-social/>

Pour commencer, les résultats du sondage permettent d'établir les éléments généraux suivants: **37.2% des élèves ont reçu leur premier téléphone en 6ème soit à l'entrée du collège.** Ceci est cohérent avec les analyses faites par des scientifiques qui indiquent que l'âge moyen d'obtention du premier téléphone est d'environ 11 ans. On note cependant que presque la moitié, soit 47,8% des élèves, ont reçu leur premier téléphone avant le collège (conformément à un certain nombre d'études plus récentes qui indiquent que les enfants reçoivent un téléphone de plus en plus jeunes).

Concernant **la présence sur les réseaux sociaux**, on constate que 35.7% des élèves cachent à leurs parents partiellement ou la totalité de leur présence sur les réseaux sociaux contre 57.6% qui ont l'accord de leurs parents, soit légèrement plus la moitié. Seulement 6.7% des sondés ne sont présents sur aucun réseau social. De plus, 57% des élèves, soit plus de la moitié, considèrent qu'un réseau social sert principalement à **communiquer** avec les autres.

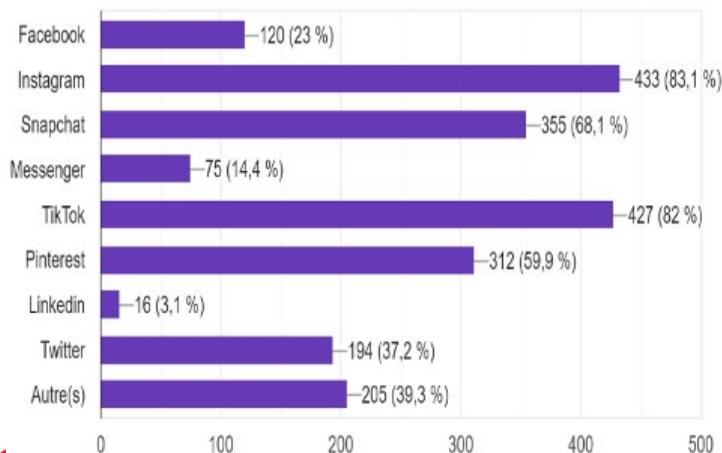
Parmi **les réseaux sociaux les plus utilisés**, de la 6ème à la terminale figurent Instagram avec 83.1%, Tiktok avec 82% et Snapchat 68.1%. Les moins utilisés sont Facebook, Linkedin, et Messenger avec respectivement 23%, 3.1% et 14.4%.

D'après le site "le blog du modérateur", Facebook et Messenger sont délaissés par les 16-18 ans car seulement 28% des adolescents les utilisent contre 68% des plus âgés. Nous pouvons donc constater que les réseaux sociaux utilisés varient en fonction de la tranche d'âge.

Enfin, **l'utilisation des réseaux** est variable : 32,8% publient quotidiennement, hebdomadairement ou mensuellement sur les réseaux sociaux contre 67.2% qui ne publient jamais ou presque jamais. Ces derniers se contenteraient de visualiser du contenu.

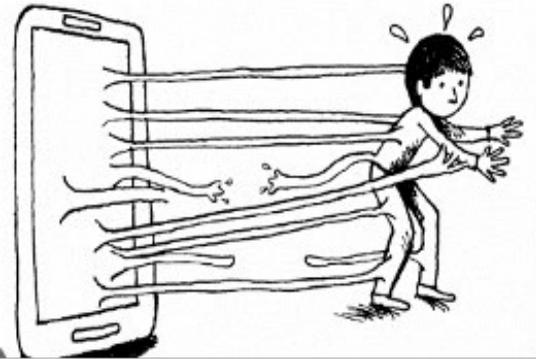
Sur quel(s) réseau(x) social (sociaux) êtes-vous inscrit ? (Vous pouvez cocher plusieurs réponses)

521 réponses



L'usage des réseaux sociaux influence-t-il les résultats scolaires?

Nous avons voulu d'abord investiguer la relation possible entre les résultats scolaires et l'usage des réseaux sociaux. En effet, nous-mêmes élèves du GLFL en classe de Première, nous savons que les horaires des cours et le travail à réaliser à la maison sont conséquents et que les élèves sont surchargés surtout dans les classes supérieures. Or, d'après les résultats du sondage, on constate que 53,8%, donc plus que la moitié des élèves passent 3 heures ou plus, quotidiennement sur les réseaux sociaux, contre seulement 6% qui y passent moins d'une heure !

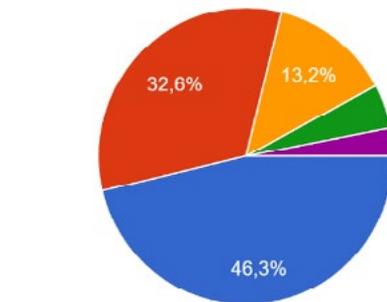


Comment les réseaux sociaux influenceraient-ils les comportements des élèves, leur productivité, et donc leurs résultats scolaires ? Ces derniers peuvent distraire les élèves de leurs tâches scolaires et les empêcher de se concentrer sur leurs études. En plus, l'utilisation excessive des réseaux sociaux peut conduire à une diminution quantitative et qualitative du travail. Cette utilisation ef-

frénée peut alors avoir un impact négatif sur la capacité des élèves à se concentrer en classe, et sur leur motivation à travailler ou à faire leurs devoirs. Par conséquent, l'utilisation des réseaux sociaux peut entraîner une baisse des résultats scolaires.

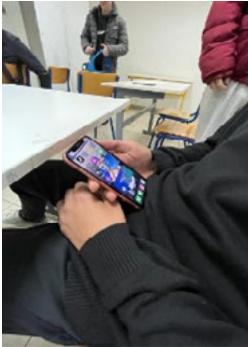
D'ailleurs, les résultats du sondage montrent bien que **les réseaux sociaux débordent sur le temps scolaire** : environ la moitié des élèves, soit 46.3%, travaillent en ayant leur téléphone à côté d'eux, contre seulement 13.2% qui le mettent dans une autre salle, soit 3.5 fois plus. De plus, les élèves âgés de 12 à 18 ans qui avouent régulièrement consulter leur téléphone lorsqu'ils travaillent représentent 86% des sondés (seulement 14% des sondés n'utilisent pas du tout leur téléphone en travaillant). 7.8% consultent leur téléphone chaque 5 min ! D'ailleurs, il existe certainement une forte corrélation entre **l'emplacement des téléphones des élèves** pendant qu'ils travaillent et la consultation régulière de leur smartphone au même moment.

Lorsque vous travaillez, votre téléphone est: (521 réponses)



- À côté de vous
- Dans la même pièce
- Dans une autre pièce
- Vous étudiez sur votre téléphone
- Je ne travaille pas, je reste sur mon téléphone

Nous tenions aussi à voir si **les élèves utilisent également leur téléphone en classe** : 59.3% (plus de la moitié) des élèves disent ne jamais utiliser leur téléphone pendant les cours. Ce résultat est étonnant et remet en question l'honnêteté de l'échantillon interrogé. La preuve rapide en image...



Les réseaux sociaux permettent-il aux utilisateurs de se construire une identité « déconnectée » de la réalité, modifiant ainsi leurs comportements ?

Les réseaux sociaux offrent aux utilisateurs la possibilité de créer une image d'eux-mêmes pouvant être très différente de la réalité. Les utilisateurs peuvent alors sélectionner et partager des informations sur leur vie qui mettent en avant une image positive, attractive voire perfectionnée, tandis qu'ils peuvent dissimuler les aspects moins flatteurs ou moins intéressants de leur vie. Ainsi, entre la réalité et les réseaux sociaux, la frontière est loin d'être mince...Appréhension du regard des autres et manque de confiance en soi poussent ainsi de nombreux jeunes à jouer un rôle plutôt que de s'assumer tels qu'ils sont. En effet, certains d'entre

eux publient uniquement en fonction de ce qui peut plaire, ce qui contribue alors à rendre leur vie plus belle et plus excitante qu'elle ne l'est vraiment. D'autres se cachent même derrière un alter ego et construisent, de cette manière-là, une identité en désaccord avec la réalité.

L'étude réalisée dans le cadre du Grand-Lycée Franco Libanais de Beyrouth montre que 25,9 % des sondés ont déjà **menti sur leur identité (nom, âge, statut relationnel, apparence...)** dans le but d'impressionner les autres, soit environ un quart de l'échantillon interrogé.

Les réseaux sociaux affectent-ils l'estime de soi? (521 réponses)



De plus, à notre grande surprise, les résultats nous montrent que 69,7% des élèves n'ont jamais retouché une photo pour **modifier leur apparence sur les réseaux** contre seulement 30,3% qui déclarent l'avoir déjà fait au moins une fois. Les résultats obtenus sont difficiles à croire : les applications de retouches sont facilement accessibles à tous les utilisateurs des réseaux sociaux quel que soit l'âge.

De plus, environ 39,5% des répondants annoncent avoir déjà créé des **personnages ou des avatars en ligne**, dans le but de représenter une version alternative ou fantaisiste d'eux-mêmes.

Enfin, il convient de noter la corrélation entre l'idée d'image faussée sur les réseaux sociaux et **l'estime de soi chez les jeunes**. Effectivement, la majorité des personnes interrogées (69,7%) reconnaissent avoir déjà reflété sur les réseaux une image d'eux-mêmes qui est déconnectée de la réalité par le biais de la retouche. Face à cela, 50,1% de l'échantillon, soit presque la moitié, signalent que les réseaux sociaux affectent bien leur estime de soi. Ainsi, ces plateformes détérioraient bien l'estime de soi et pousseraient les jeunes à utiliser de plus en plus de filtres et d'applications de retouche pour se créer une identité « faussée » en présentant une version améliorée d'eux mêmes.

Les réseaux sociaux fragilisent-ils les liens familiaux?

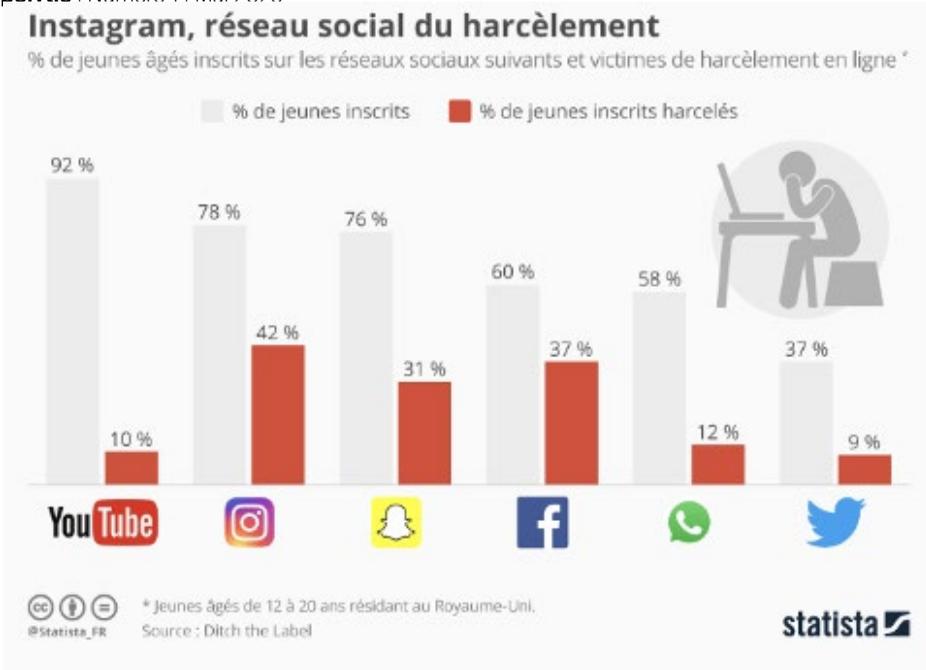
L'intrusion répétée des réseaux sociaux au sein de la famille peuvent affaiblir les liens familiaux, influencer la socialisation des jeunes et donc leurs comportements. En effet, les réseaux sociaux peuvent rendre les jeunes individus plus distants et moins « connectés » à leur vie quotidienne, y compris dans leurs relations familiales. Ils peuvent passer une grande partie de leur temps sur les réseaux sociaux à discuter avec des amis en ligne ou à parcourir les publications d'autres personnes, ce qui peut les éloigner de leur famille et de leur entourage. Les activités familiales sont alors remplacées par des heures de « surf » sur les réseaux sociaux et, par conséquent, les familles ne profitent plus autant

de ce lien fondamental qui les unit. Or, l'âge des élèves concernés par ce sondage varie entre 12 et 18 ans, soit la période cruciale où les identités se construisent.

Le sondage réalisé au GLFL montre que malgré la faible part des sondés qui consultent leur téléphone durant un repas familial (17%), 44.1% le gardent à côté d'eux « au cas où ». Ce qui est étonnant c'est qu'environ 69% des sondés, soit presque le trois-quarts, se sentent « dérangés » lorsqu'un membre de la famille utilise son téléphone durant un temps en famille. En outre, les liens familiaux peinent chez certains à se « reconstruire » via les réseaux sociaux étant donné que presque le tiers des sondés (32,4%) avoue avoir déjà bloqué au moins une fois le compte d'un membre de leur famille sur les réseaux sociaux.

Les réseaux sociaux mettent en danger la santé mentale des jeunes.

Les réseaux sociaux offrent certainement de nombreux avantages tels que la connectivité, la création de communautés et l'accès à des informations en temps réel, mais ils peuvent également avoir des effets négatifs sur la santé mentale des jeunes. Souvent décriées, ces plateformes peuvent exposer les jeunes à de nombreux risques tels que le harcèlement en ligne, la cyberintimidation... De surcroît, les réseaux sociaux entraînent une sorte de pression chez les jeunes à se conformer à des stéréotypes souvent irréalistes. L'utilisation excessive des réseaux sociaux peut également conduire à la dépression ainsi qu'à un sentiment d'isolement chez les adolescents.



D'après une étude américaine, 78% des jeunes qui utilisent les réseaux sociaux et qui sont sur un écran plus de 6 heures par jour sont exposés à des risques sur leur santé mentale. Les réseaux sociaux constituent aussi un des facteurs les plus importants dans le développement des troubles alimentaires, en particulier chez les jeunes filles. D'après un article paru dans le Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics⁴⁴ en 2016, "les jeunes qui passent le plus de temps par jour sur les réseaux sociaux et qui atteignent le plus grand nombre de visites par semaine présenteraient un risque de 2,2 à 2,6 fois plus élevé d'être concernés par un trouble alimentaire". Enfin, les jeunes sont parfois exposés à des images et à des contenus qui peuvent être violents, choquants ou dérangeants, ce qui contribue alors à la détérioration de leur santé mentale.

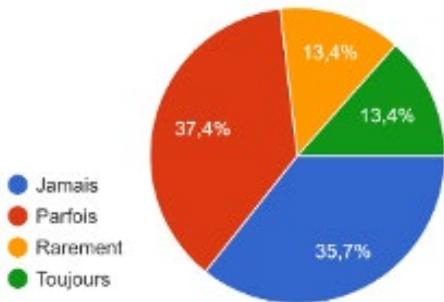
D'après le sondage réalisé au sein du GLFL, 80.8% des sondés n'ont jamais été victime de cyberharcèlement alors que 9.2% des sondés ont déjà été victimes de ce harcèlement en ligne. De plus, 34.9% pensent que les réseaux sociaux ne mettent pas la pression, soit environ le tiers, et 46.3% des élèves, soit presque la moitié de l'échantillon, ne se sont jamais senti stressé ou



44 Sidani, J., Shensa, A., Hoffman, B., Hanmer, J., & Primack, B. (2016). The Association between Social Media Use and Eating Concerns among US Young Adults. Journal Of The Academy Of Nutrition And Dietetics, 116(9), 1465-1472. <http://dx.doi.org/10.1016/j.jand.2016.03.021>

anxieux après avoir passé du temps sur les réseaux sociaux. Cependant, 37,4% des sondés (plus que le tiers des adolescents interrogés) se sont plusieurs fois comparés aux autres en regardant leurs publications. Il convient ici de noter la possibilité de questions mal formulées et de réponses biaisées vu que ces pourcentages ne semblent pas cohérents. Par ailleurs 28,8% des sondés pensent que les réseaux sociaux affectent l'estime de soi, soit environ le tiers de l'échantillon interrogé. On remarque également qu'environ le tiers des répondants (36,3%) n'ont jamais regardé un contenu inapproprié pour leur âge. Enfin, 35,9% des sondés déclarent pouvoir se passer des réseaux sociaux pendant plusieurs jours alors que 7,5% ne le peuvent absolument pas, ce qui suggère que plus du tiers de l'échantillon présente une addiction à ces plateformes tandis que d'autres parviennent à prendre leurs distances des réseaux.

Vous arrive-t-il de vous comparer aux autres en regardant leurs publications sur les réseaux sociaux? (521 réponses)



Les réseaux sociaux influencent l'opinion des jeunes

Finalement, les réseaux sociaux pourraient influencer l'opinion des jeunes et par la suite impacter leurs comportements. En effet, les réseaux sociaux ont un rôle considérable sur la manière dont les jeunes forment leur opinion, et peuvent parfois être leur principale source d'information. Ils peuvent donc être exposés à de multiples points de vue et opinions sur les réseaux sociaux, ce qui peut influencer leur propre opinion.

De plus, d'après une étude réalisée par Ipsos en partenariat avec le King's College à Londres, un tiers des jeunes Britanniques pensent que les débats politiques se déroulant sur les réseaux sociaux sont plus susceptibles d'influencer leur vote que les journaux ou meetings politiques. Cependant, les réseaux sociaux peuvent également être utilisés pour diffuser des informations qui sont fausses ou trompeuses. En effet, d'après une étude réalisée par le Central Statistics Office, 62% des informations présentes sur Internet, et surtout sur les réseaux sociaux, en 2022, seraient fausses, et les sources d'information les moins fiables étaient celles avec le plus grand engagement des utilisateurs.

D'après le sondage réalisé auprès des élèves du GLFL, environ 59% des sondés utilisent les réseaux sociaux comme leur principale source d'information, contre 8,1% qui ne les utilisent jamais pour cette raison, soit à peu près 7 fois plus.

De plus, d'après le sondage réalisé, environ la moitié de l'échantillon interrogé (46,4% des sondés) affirment que leur opinion a été influ-

encée, et a donc changé, suite à une information apprise sur un certain sujet sur les réseaux sociaux, contre 22,3% qui disent qu'elle n'a jamais changé.

En outre, 86.2% des sondés déclarent que les réseaux sociaux les ont aidés à construire leur opinion sur un, quelques ou plusieurs sujets (dont 59.1% sur quelques sujets), contre 13.8% sur aucun sujet, soit presque 6 fois plus.

Enfin, paradoxalement aux chiffres donnés par l'étude Central Statistics Office, 62.2% de l'échantillon sondé disent ne jamais avoir partagé une information sur les réseaux sociaux et ensuite appris qu'elle était fausse, contre 37.8% qui disent l'avoir fait une, plusieurs ou quelques fois, soit 1,5 fois plus. Ainsi, ce pourcentage remet en question l'honnêteté de l'échantillon interrogé. Il serait donc pertinent de se demander si la question posée est biaisée.

En conclusion, les réseaux sociaux influencent négativement le comportement des jeunes. Ces plateformes peuvent ainsi affecter péjorativement leurs résultats scolaires, les pousser à se construire une identité déconnectée de la réalité, affaiblir leurs liens familiaux, mettre en danger leur santé mentale et influencer leurs opinions. Le sondage réalisé dans le cadre des élèves âgés de 12 à 18 ans du Grand-Lycée Franco Libanais de Beyrouth illustre bien ces arguments. Mais il convient de noter que, parfois, la taille de l'échantillon et les questions mal formulées qui donnent lieu à des réponses biaisées, peuvent interroger la fiabilité du sondage.

Crise économique libanaise : de la fragilisation à la rupture des liens sociaux.

Marianne Kreidy (1.2) et Christy Ghosn (1.5)

La crise économique libanaise "représente l'un des dix, voire des trois effondrements économiques les plus graves que le monde ait connu depuis les années 1850 au point de menacer la stabilité et la paix sociale à long terme du Liban" (Banque Mondiale - 2021)⁴⁵. Son point de départ est la contestation

populaire du 17 octobre 2019 : les cris des manifestants qui jugent le gouvernement inefficace et corrompu restent pourtant sans réponse. Aujourd'hui le Liban est « entré dans sa quatrième année d'une crise économique paralysante qui a eu des conséquences désastreuses pour les droits et a plongé plus de 80% de la population dans

⁴⁵ Banque Mondiale (25 janvier 2022) « La crise libanaise : un grand déni sur fond de dépression délibérée » <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2022/01/24/lebanon-s-crisis-great-denial-in-the-deliberate-depression>

la pauvreté (...). La crise a eu un impact dévastateur sur l'offre de services publics, et en particulier sur l'éducation, la sécurité et la santé » écrit Human Rights Watch dans un rapport de 2023⁴⁶. La crise brise non seulement l'espoir des Libanais mais touche indéniablement les liens sociaux, c'est-à-dire l'ensemble des relations nouées par les citoyens qui les unissent. Le chômage, les emplois atypiques, la précarité et l'instabilité familiale sont amplifiés et apparaissent donc comme des phénomènes cumulatifs qui fragilisent des liens sociaux désormais au bord de la rupture.

Premier coupable dans ce cercle vicieux : le chômage. En effet, le travail constitue un facteur d'intégration à travers le revenu qu'il génère et la participation aux activités économiques et sociales qu'il permet. Travailler crée des relations professionnelles et amicales : s'acheter



Amanda Namour (1.2)
« Pavés Fracturés, Société Fracturée »

46 Human Rights Watch (2023) "Liban, événements 2022" <https://www.hrw.org/fr/world-report/2023/country-chapters/libanon#:~:text=Le%20Liban%20est%20entr%C3%A9%20dans,la%20population%20dans%20la%20pauvret%C3%A9>

une maison, partir en vacances, sortir au restaurant... C'est également un facteur d'intégration car il contribue à la construction du statut et des identités sociales des individus. En outre, il leur permet d'accéder à un certain nombre de droits sociaux accordés par l'Etat : assurance, sécurité sociale... A contrario, le chômage annihile tous ces moyens d'intégration et déclenche un processus d'exclusion sociale. La situation économique ne cesse de s'enliser au Liban où le taux de chômage officiel a presque triplé depuis 2019, selon une étude conjointe de l'ONU et du gouvernement libanais publiée en mai 2022. Les derniers chiffres indiquent que « le taux de chômage au Liban est passé de 11,4% en 2019 à 29,6% en janvier 2022 »⁴⁷.

De ce fait, la crise économique libanaise a aussi démultiplié le nombre d'emplois précaires entraînant une forte instabilité professionnelle : le temps de travail est limité soit par un CDD (contrat à durée déterminée), soit par un temps partiel qui est généralement subi par l'individu. Or, les emplois atypiques, sont souvent précaires (ils ne permettent pas d'accéder à un niveau de vie correct et empêche d'envisager l'avenir avec certitude) et ne peuvent pas assurer les moyens d'intégration par le travail. D'autant plus que, dans ce contexte, le pouvoir de négociation des employeurs va alors augmenter au détriment de l'employé, qui est alors réduit à accepter tout type d'emploi et de rémunération. Ainsi, d'après un sondage réalisé en juin 2019, auprès de 500 entreprises dans toutes les régions et les principaux secteurs de l'économie libanaise

47 La Tribune (mai 2022) « Au Liban, le taux de chômage a presque triplé en trois ans ». <https://www.latribune.fr/economie/international/au-liban-le-taux-de-chomage-a-presque-triple-en-trois-ans-917748.html>

par Infopro⁴⁸, 52% des entreprises interrogées reconnaissent avoir touché à la rémunération de leur personnel : « la plupart des entreprises ont ainsi réduit le nombre d'heures travaillées ou imposé des congés obligatoires et baissé les salaires – avec en moyenne des déductions de 47% ». Chômage et précarité de l'emploi se conjuguent ainsi et renforcent l'affaiblissement des liens sociaux, creusant davantage les inégalités entre Libanais.

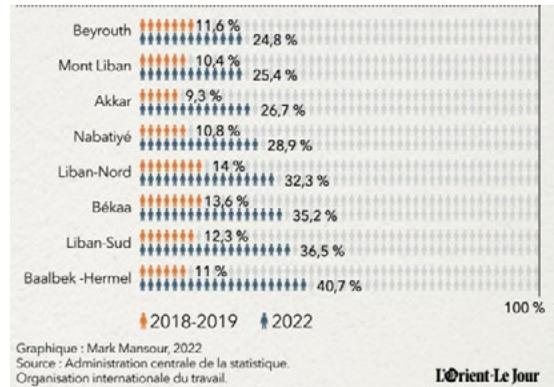
En outre, la crise économique libanaise impacte aussi les configurations familiales : l'éloignement géographique qu'elle engendre va diviser les familles libanaises. De nombreux jeunes quittant leurs parents, de nombreux pères de famille quittant leurs enfants et leurs femmes et de nombreux adultes laissant derrière eux des personnes âgées susceptibles d'isolement... Selon Information International⁴⁹, cabinet de conseil et d'étude régional indépendant basé à Beyrouth, l'émigration au Liban a augmenté de 346% en 2021 en raison de la crise économique. Les chiffres de 2022 risquent d'être pires. Or, la famille est au centre du développement personnel de l'individu, elle constitue d'ailleurs le premier soutien moral et financier dans le monde arabe et surtout au Liban, ce qui en fait l'instance de socialisation la plus importante. Cette instabilité familiale va conduire, à son tour, à une fragilisation du lien social.

L'effet cumulé des trois facteurs - chômage, précarité de l'emploi, instabilité familiale - aggrave le risque de « désaffiliation ». En sociologie, la désaffiliation est un processus décrit par le sociologue français Robert Castel (1933-2013) qui

48 <http://www.infopro.com.lb/>

49 <https://www.information-international.com/>

correspond à la "dissociation du lien social" en raison de l'absence de travail et de l'isolement social. Ainsi, être "désaffilié" signifie donc être exclu : l'individu n'a plus de place dans la société. Ce processus insiste sur les mutations du travail (l'individu est exclu du monde du travail) et sur l'instabilité familiale (l'individu est exclu de la solidarité familiale). Or la crise économique au Liban engendre non seulement des mutations du travail : augmentation du chômage et des emplois atypiques mais également une instabilité familiale : éloignement géographique causé par l'émigration.



À ce stade, on peut même basculer dans la disqualification sociale. En effet, **la disqualification sociale, selon Serge Paugam, « renvoie au processus d'affaiblissement ou de rupture des liens de l'individu avec la société au sens de la perte de la protection et de la reconnaissance sociale. L'homme socialement disqualifié est à la fois vulnérable face à l'avenir et accablé par le poids du regard négatif qu'autrui porte sur lui »**⁵⁰. La disqualification correspond ainsi à un processus d'étiquetage et de stigmatisation qui mène à l'intériorisation du sentiment

50 Paugam S., La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté, Paris, puf, coll. « Sociologies », 1991, coll. « Quadrige », 2000

d'exclusion et de rejet de la société (résignation, abandon de soi, voire suicide). La dernière phase de ce processus est la phase de rupture où l'on retrouve une forte marginalisation de l'individu. Ainsi, le témoignage de Mohammad, citoyen libanais de 24 ans, qui habite à Tripoli, au nord du Liban, illustre parfaitement cette rupture du lien social. « Mohammad a créé son entreprise de climatisation juste avant la crise économique [libanaise]. Un pari qui s'est avéré désastreux pour le jeune homme. Sa ville, Tripoli, est considérée comme l'une des plus pauvres de la Méditerranée et [suite à la crise] sa clientèle n'a plus les moyens de faire appel à lui. A présent au chômage, Mohammad cherche désormais à travailler dans un secteur moins sinistré ». « On essaie, on verra bien... » montre que Mohammad fait face à une disqualification.⁵¹

En conclusion, le Liban fait désormais face au danger d'une dégradation sociale d'une ampleur sans précédent pour les générations à venir. Entre montée du chômage, augmentation des emplois atypiques, isolement des individus et instabilité familiale, les liens sociaux sont au bord de la rupture. Alors même que les conditions de vie se détériorent, la réponse du gouvernement en matière de protection sociale est quasi-inexistante...

⁵¹ France Info "“Nous sommes en train de mourir doucement”
<https://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/liban/temoignages-liban-sept-jeunes-racontent-la-crise-qui-ronge-leur-pays-ils-nous-tuent-petit-a-petit.html>



REPORTAGE

A la rencontre d'un jeune réfugié syrien.

Luna Lagerwey (T.1) et Naël Chahine (T.4)



Depuis 2019, le Liban est frappé par une crise économique dévastatrice. En effet, selon Human Rights Watch, 40% de la population libanaise vit dans l'extrême pauvreté -contre 8% en 2019-, ce chiffre allant même jusqu'à

90% du côté des réfugiés syriens. L'impact sur l'éducation est catastrophique, forçant près de 13% des enfants libanais à travailler.

L'augmentation du travail des enfants est particulièrement visible dans les grandes villes où des enfants gagnent leur vie en récoltant des déchets des bennes à ordures. Nous avons justement décidé de rencontrer l'un d'entre eux, il s'appelle Mohamad et est un réfugié syrien de 17 ans, voici l'entrevue que nous avons eue avec lui:

Tu as déjà été à l'école?

Je suis déjà allé en petite et moyenne section à Deraa en Syrie mais j'ai dû arrêter avec le début de la guerre.

En 2021 selon le HCNUR, seuls 40% des réfugiés syriens au Liban bénéficient d'un accès à l'éducation.

En quoi consiste ton travail?

Je récolte le plastique et le métal des poubelles de Beyrouth pour les revendre à Chatila où ils seront recyclés. Je me déplace à pied mais je dépose mes poubelles avec un ami ramasseur libanais qui vit dans le camp avec nous et qui les transporte en Tuk Tuk.

Combien d'heures et de jours travailles-tu?

Je travaille tous les jours de la semaine de 8 heures du matin jusqu'à 1h du matin.

D'après l'article 23 du Code du Travail libanais, la durée maximale de travail par semaine est de 48 heures, Mohamad en est à plus du double, (et subit des conditions sanitaires de travail néfastes, ainsi qu'une malnutrition constante).

Combien gagnes-tu par jour?

Je gagne en moyenne 100 000 livres libanaises par jour, il est difficile de vivre avec ça sachant que je dois également financer le traitement médical de mon père, il m'arrive donc de manger ce que je trouve dans les poubelles.

Depuis quand travailles-tu dans les poubelles?

Depuis plus d'1 an et demi, avant je travaillais dans un restaurant avec mon père mais le restaurant nous a renvoyés pour manque de moyens financiers.

Où et comment vis-tu?

Je vis dans le camp de Chatila dans une chambre avec dix autres personnes, ma mère est femme de ménage et mon père ne peut plus travailler depuis qu'il est malade.

Le camp de Chatila est le camp de réfugiés le plus densément peuplé au monde avec 20 000 personnes habitants dans 1 km 2.



Subis-tu une répression particulière liée à ton travail?

Oui, il est quasi quotidien que la police municipale de Beyrouth nous attaque et nous confisque les matériaux récoltés. J'ai déjà dû rester plusieurs semaines à la maison après avoir été blessé par un policier, on n'avait pas assez d'argent pour aller à l'hôpital mais dans le camp on se serre les coudes, des amis m'ont

donc aidé à compenser les journées où je ne travaillais pas. Ma carte d'identité et mon chariot ont été confisqués par un membre de la police depuis 1 an, il me demande 3 millions de livres libanaises de bakhshish pour me les rendre.

La municipalité de Beyrouth n'a pas de honte face à la situation des ramasseurs de poubelle. Elle va jusqu'à prendre en photo les différentes arrestations de ces derniers, ceci sans respecter leur droit à l'image:

Que voudrais-tu être plus tard?

Je serai un âne, je ne sais ni lire ni écrire. Le premier job que je trouve je le prends, dans notre situation on ne se permet même plus de rêver.

Le témoignage de Mohamad est révélateur, non pas d'un cas isolé, mais plutôt de la situation de plusieurs milliers de ramasseurs de poubelle au Liban, qui ne parviennent pas à se construire un avenir. Cela remet donc en cause l'accessibilité de tous au système éducatif libanais mais aussi la gestion des réfugiés.

Le système éducatif libanais, auparavant reconnu comme l'un des piliers de la nation libanaise, traverse aujourd'hui une crise majeure. La valeur des salaires des professeurs et le coût des déplacements qui a augmenté à cause de l'inflation rend la situation de plus en plus désastreuse. Ainsi que la promesse non-tenue en novembre du ministre garantissant la hausse des salaires et les bonus de 130 dollars. Des grèves sont lancées par les professeurs de la maternelle à la troisième, qui se poursuivent encore aujourd'hui dans certaines écoles, les autres ont voté le retour à l'éducation malgré la non-obtention de leurs droits. En début d'année, le ministre de l'Éducation a décidé de mettre fin



Photos des arrestations de ramasseurs de poubelles publiées sur le compte facebook de la municipalité de Beyrouth.

à l'éducation publique pour les réfugiés syriens, mettant à la rue 40% des réfugiés syriens. Malgré le retour à l'éducation, ces grèves ont causé un manque de certaines connaissances, donc pour les examens de fin d'année, le programme scolaire a été rétréci à une durée de 13 semaines d'études et ils rendent certaines matières optionnelles.

Il demeure pourtant une lueur d'espoir pour l'éducation des enfants réfugiés syriens. Le ministre de l'éducation est actuellement en négociations avec la Banque Mondiale et l'ONU dans le but de débloquer un budget permettant l'augmentation du salaire des professeurs, ce qui va pouvoir permettre la réouverture des écoles pour les réfugiés syriens.

Après de nombreuses semaines à arpenter quotidiennement les rues de Beyrouth à la recherche de Mohamad je finis par retrouver un des enfants avec qui il travaillait, il m'informe que Mohamad s'est fait renverser par une voiture et il se retrouve donc dans l'incapacité de travailler. Heureusement, il peut compter sur la solidarité des autres habitants du camp de Chatila pour l'aider à se rétablir et subvenir à ses besoins.



PARLONS POLITIQUE



« Femme, Vie, Liberté »

Alessandra Malkoun (1.6)

« Femmes, vie, Liberté » est le slogan qui a retenti dans les rues de Téhéran depuis la mort de l'étudiante kurde Mahsa Jina Amini le 13 septembre 2022 après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour avoir enfreint le code vestimentaire strict de la république Iranienne. Le cri de colère des manifestantes a fait écho partout dans le monde impulsant une véritable solidarité avec ce soulèvement féministe inédit.



Marche pour l'Iran, à Washington D.C. Une manifestante porte du maquillage durant la marche en l'honneur de Mahsa Amini et de celles et ceux protestant sa mort en Iran. Photo d'Allison Bailey © REUTERS.

Si l'Iran a connu plusieurs mouvements de contestation, de 1999 à 2019, la mobilisation actuelle diffère des précédentes par son ampleur inégalée et par le courage des femmes iraniennes défiant les autorités pour réclamer leurs droits humains fondamentaux, leur soif de liberté et surtout leur droit à la vie. Mais, après des décennies d'oppression et de contestation en Iran, qu'est-ce qui rend ce mouvement social si particulier et dans quelle mesure pourrait-il constituer un véritable tournant dans l'histoire du pays ?

« زن، زندگی، آزادی »



Des rassemblements de soutien aux iraniennes à Nice, Paris, Washington, Montréal...

L'Iran une république théocratique islamique

Depuis la révolution iranienne de 1979 et l'arrivée de l'ayatollah Ruhollah Khomeini au pouvoir, l'Iran est une République théocratique islamique qui contrôle une société patriarcale où la condition féminine est reléguée au second plan. En effet, les lois de la République islamique, conformes à la Sharia, réduisent le statut de la femme iranienne à une citoyenne de seconde zone. Le port du voile est en l'occurrence obligatoire en Iran et la question ne se pose même pas d'ailleurs. Tout comportement jugé déviant par les autorités est lourdement

réprimé et ce, depuis des décennies. Mais la mort de Mahsa Jina Amini brutalement battue par la police des mœurs pour avoir montré ses cheveux sous son hijab allait déclencher une vague de colère inédite et sans doute insoupçonnée par les autorités. Qui l'eût cru ? Ceci est vraisemblablement historique car, pour la première fois, les protestations ont été menées par des femmes courageuses et solidaires descendues dans les rues pour défier la police des mœurs en brûlant leur hijab et en se coupant les cheveux en guise de révolte. Ce qui est surtout remarquable c'est la solidarité de toutes les femmes iraniennes. Qu'elles soient pour ou contre le port du voile les voilà unies pour réclamer ensemble que la violence cesse et que la machine répressive du régime arrête ses exactions à leur égard. Quant aux hommes, ils ont montré une grande solidarité envers les femmes, c'est du jamais vu !

Fin de la police des mœurs: une diversion?

La police des mœurs appelée aussi « patrouille d'orientation » a été fondée en 2005 et a pour mission de contrôler, entre autres, les tenues vestimentaires des femmes, quelles soient iraniennes ou pas, et de veiller au respect du port du voile selon les lois de la sharia. Or, suite à l'ampleur des contestations, l'on apprend, par le biais du procureur général, Mohamad Jafar Montazeri, que cette dernière a été dissoute le 4 déc. 2022. Cette déclaration inattendue a bien évidemment enflammé les réseaux sociaux au vu de son importance. Mais comment la comprendre ? Constitue-t-elle un véritable tournant vers le changement espéré ou n'est-ce qu'une simple stratégie de diversion pour calmer la rue et atténuer voire avorter ce mouvement contestataire contagieux et d'une si grande ampleur?

Cette déclaration doit être prise avec précaution pour une multitude de raisons. En tout cas, elle ne signifie nullement la fin du contrôle des mœurs dans la république iranienne. D'emblée, des mois après l'annonce du procureur général, la situation n'a cessé de s'aggraver avec un bilan de plus en plus lourd. On recense des centaines de personnes brutalement tuées et des milliers d'arrestations pour mater les manifestations. Sans compter les conditions inhumaines de détention qui perdurent dans les prisons comme le révèle le témoignage de la célèbre avocate Nargess Mohammadi détenue depuis le 16 novembre 2022 avec six autres femmes militantes dans la prison d'Ervin. Dans la lettre publiée sur son compte instagram nous pouvons lire ce qui suit:⁵²

“Nous, prisonnières politiques, vivons dans une prison où plane l'ombre des peines de mort”.



Devant la prison d'Evin, à Téhéran, le 17 octobre 2022. WANA NEWS AGENCY / VIA REUTERS

52 Hasti Amiri, Noushin Jafari, Raha Asgarizadeh, Sepideh Qalyan, Nargess Mohammadi, Alieh Motlebzadeh, Bahareh Hedayat, 4 février 2023, « Nous, prisonnières politiques vivons dans une prison où plane l'ombre des peines de mort, Libération. <https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/iran-nous-prisonnieres-politiques-vivons-dans-une-prison-ou-plane-l-ombre-des-peines-de-mort-20230204.LZWEL47QUZFMXA35HLHR-MIBPZU/>

En outre, le pouvoir judiciaire continue de surveiller les comportements des Iraniens de plus en plus étroitement. Selon le site de Human Rights Watch le dimanche 29 janvier 2023, Astiyazh Haghighi, 21 ans, et son fiancé Amir Mohammad Ahmadi, 22 ans, ont été condamnés à dix ans et demi de prison pour avoir partagé une vidéo du couple en train de danser dans les rues d'Iran. Le constat est donc évident. Près de 200 jours après le début des manifestations la cruauté du régime ne faiblit pas, bien au contraire ce dernier devient de plus en plus répressif !

Donc, l'abolition de la police des mœurs s'apparente davantage à une "tactique de diversion" ou bien même à une "concession substantielle aux opposants dont les manifestations ne semblent pas s'épuiser" pour reprendre les mots du journaliste François Brousseau⁵³. Cette abolition de la police des mœurs, perçue comme un geste positif du régime iranien, est donc à prendre avec beaucoup de précaution. Elle ne signifie pas en tout cas un changement du régime en place puisque les arrestations continuent. D'ailleurs, le procureur général Mohammad Montazeri l'avait lui-même avoué⁵⁴ en affirmant que "La police des mœurs n'a rien à voir avec le pouvoir judiciaire, et elle a été abolie par ceux qui l'ont créée. Bien sûr, le pouvoir judiciaire va continuer à contrôler les mœurs de la société".

53 François Brousseau, 6 déc. 2022, « la vraie-fausse abolition de la police des mœurs iranienne », Radio-Canada.

54 Benjamin Laurent, 12 février 2023, « Vrai ou faux. Manifestations en Iran : la police des mœurs a-t-elle vraiment été abolie ? », LADEPECHE.fr.
<https://www.ladepeche.fr/2022/12/05/vrai-ou-faux-manifestations-en-iran-la-police-des-moeurs-a-t-elle-vraiment-ete-abolie-10847751.php>

Ce mouvement est une véritable victoire en soi.

En somme, malgré les violences qui continuent de perdurer en Iran et la machine répressive du régime qui ne fléchit pas, ce mouvement naissant et inédit est une véritable victoire en soi. Il témoigne de l'éveil d'une jeunesse iranienne



plus éduquée, ouverte au monde et consciente de ses droits. Il est aussi le miroir de l'évolution des mentalités et de la transformation de la société iranienne.

Les Iraniennes, "héroïnes de la liberté" l'hommage du Time Magazine.

Jamais auparavant des hommes et des femmes ne s'étaient montrés solidaires dans le cadre d'une société encore profondément patriarcale. Quant aux femmes iraniennes, elles incarnent désormais la lutte féministe à travers le monde. Leur courage et leur solidarité exemplaires marquent l'histoire en prouvant, non seulement au monde entier, mais aux dirigeants du régime en place, qu'ils peuvent les arrêter, les battre, les torturer, les tuer, mais elles ne s'arrêteront jamais tant qu'elles n'auront pas mis fin à ce régime répressif et repris leurs droits les plus élémentaires comme celui du droit à la vie. C'est « Le début de la fin »⁵⁵. La fin de l'impunité et du silence.

55 CrimethInc, 19 octobre 2022, « Révolte en Iran : la résurrection féministe et le début de la fin du régime politique », Ritimo.org.

CrimethInc. est un réseau décentralisé qui s'engage dans une action collective anonyme.

<https://www.ritimo.org/Revolte-en-Iran-La-resurrection-feministe-et-le-debut-de-la-fin-du-Regime>

DOSSIER FRONTIERES

Une frontière entre indépendantisme taiwanais et irrédentisme chinois.

Kamil Rbeiz (1.5).

Le contentieux entre la Chine et Taiwan fait l'objet de nombreux débats politiques et suscite beaucoup d'intérêt au vu de ses enjeux multi-formes et de ses répercussions à différentes échelles. Suite à l'entretien entre la présidente taïwanaise et le président de la Chambre des représentants américains au début du mois d'avril⁵⁶, la riposte chinoise ne s'est pas fait attendre. En effet, Les récentes manœuvres militaires pour encercler Taiwan ne laissent présager rien de bon et ravivent les tensions entre Pékin et Taïpei au risque d'une sérieuse escalade en Asie de l'Est. Comment comprendre ce conflit de longue date ? En quoi constitue-t-il un enjeu majeur pour la stabilité de la région?

Depuis la fin de la guerre civile en Chine en 1949, le gouvernement communiste de la Chine populaire considère Taiwan comme faisant

partie intégrante de son territoire, tandis que le gouvernement démocratique de Taiwan revendique son indépendance en tant que nation souveraine.

Jusqu'à nos jours, la principale préoccupation



de la Chine est d'occuper ce territoire qu'elle considère comme lui appartenant et de l'isoler sur la scène internationale. Taiwan pour sa part, refuse de reconnaître le consensus de 1992 qui consiste à ce qu'il n'y ait qu'une seule Chine unifiée. Plus encore, le gouvernement actuel taïwanais considère que "seuls les Taïwanais peuvent décider du futur de Taïwan"⁵⁷. Un prétexte que la Chine pourrait utiliser à tout moment pour

56 « Visite de la présidente de Taiwan aux Etats-Unis et la Chine riposte », Le Point, 6 avril 2023. https://www.lepoint.fr/monde/la-presidente-de-taiwan-salue-le-soutien-indefectible-des-etats-unis-06-04-2023-2515147_24.php#11

[is-06-04-2023-2515147_24.php#11](https://www.lepoint.fr/monde/la-presidente-de-taiwan-salue-le-soutien-indefectible-des-etats-unis-06-04-2023-2515147_24.php#11)

57 Anthony Bleux, "Taiwan, l'oublié de l'ONU", Le Figaro, 19 septembre 2018. <https://www.lefigaro.fr/international/2018/09/19/01003-20180919ARTFIG00094-taiwan-l-oublie-de-l-ONU.php>

envahir cette petite île dont la trajectoire politique ne cesse de s'éloigner des intérêts chinois. Il est à noter que le gouvernement de Taipei, actuellement en pleine démocratisation, veille à consolider son régime démocratique libéral où toutes les libertés individuelles sont accordées; un recul démocratique serait donc paradoxal. Or, cette évolution gêne Pékin qui va jusqu'à considérer toute revendication d'indépendance comme un séparatisme qui porte atteinte à sa souveraineté.

Selon un rapport publié en 2021 par le Council on Foreign Relations⁵⁸, la Chine continue de faire pression sur les nations du monde entier pour qu'elles reconnaissent Taiwan comme faisant partie de la Chine, tout en lui refusant le statut de nation souveraine. Par conséquent, de nombreux Etats hésitent



à établir des relations diplomatiques avec la petite île de peur de froisser la Chine. En effet, jusqu'à date uniquement 13 des 193 Etats des Nations unies reconnaissent Taiwan en tant qu'Etat indépendant tout en notant qu'au fil des années de nombreux pays qui soutenaient le régime de Taipei sont revenus sur leur position. Cela révèle un manque de soutien évident

envers Taiwan⁵⁹. Pourtant, la question est bien plus complexe qu'elle n'y paraît. La politique américaine de soutien indéfectible à Taiwan fait de la région de l'Asie de l'Est une véritable poudrière où la confrontation entre la Chine et les Etats-Unis est de plus en plus exacerbée. Dans les faits, Washington est de loin l'allié le plus important de Taiwan bien que ne le reconnaissant pas comme un Etat souverain. Par conséquent, cette ambiguïté stratégique américaine ne fait qu'attiser les tensions avec Pékin.

De surcroît, si la Chine semble vouloir emporter la bataille diplomatique, elle veut aussi renforcer son influence tout en évinçant le rôle des Etats-Unis en Asie du Sud-Est, espace à dominante maritime représentant des enjeux géopolitiques majeurs. Et ceci passe inéluctablement par la domination des mers et par le contrôle à fortiori du détroit de Taiwan qui se trouve au cœur du transit maritime mondial et qui permet à la Chine d'accéder à l'Océan pacifique. Pour toutes ces raisons cet espace est plus que vital pour la Chine et ce, pour des considérations aussi bien économiques que politiques et militaires. Hormis l'emplacement stratégique de cet espace maritime, ses richesses en ressources énergétiques et halieutiques font l'objet de rivalité entre une multitude d'acteurs dans la région. En effet, la mer de Chine méridionale est devenue un enjeu important pour les Etats qui la bordent tout comme pour la Chine et Taiwan. Elle est le théâtre de litiges territoriaux maritimes pour l'exploitation des ressources qui se trouvent dans les eaux des archipels disputés. Ceci va même au delà de la région en y impliquant des puissances extérieures, notamment les Etats-

58 Robert D. Blackwill, "The United States, China and Taiwan: A strategy to prevent war", The Council on foreign relations, February 2021.
<https://www.cfr.org/report/united-states-china-and-taiwan-strategy-prevent-war>

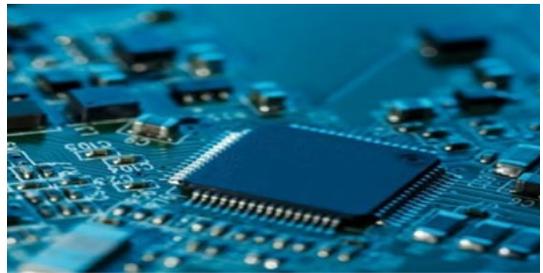
59 Elisabeth Pierson, Pourquoi si peu de pays reconnaissent Taiwan?, Le Figaro, 5 juillet 2022.
<https://www.lefigaro.fr/international/pourquoi-si-peu-de-pays-reconnaissent-taiwan-20220805>

Unis dont l'alliance avec la Corée du Sud, le Japon et Taiwan⁶⁰ a pour but de contrecarrer les ambitions chinoises.

En outre, la rivalité en mer s'exprime aussi pour des fins militaires et sécuritaires. Les contentieux maritimes traduisent la projection en mer de tensions terrestres à travers la construction de bases militaires et leur implantation qui vont permettre à cette puissance nucléaire qu'est la Chine d'imposer son hégémonie sur la région. Il existe aussi, plusieurs câbles sous-marins qui passent à travers le détroit de Taiwan pour fournir une connectivité Internet et de télécommunications entre la Chine continentale, Taiwan, le Japon et d'autres pays asiatiques. Ainsi le câble sous-marin SEA-ME-WE 3 (South East Asia-Middle East-Western Europe 3) est un câble vital reliant 34 pays d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Europe. Son contrôle a vocation d'assurer l'autonomie et la sécurité dans la circulation des informations primordiales pour chaque État et devient un enjeu géostratégique majeur actuellement. Le contrôle des câbles sous-marins peut donc également offrir des avantages pour la Chine comme l'hébergement de centres de données, des connexions de fibre optique à haute vitesse et d'autres services de télécommunications. Sachant que la Chine et les États-Unis sont dans une vraie guerre économique, la prise de Taiwan par la Chine renforcerait davantage la puissance de cette dernière au détriment des intérêts américains. La rencontre récente entre la présidente taïwanaise et des représentants américains à

Washington, a déclenché l'ire de la Chine et rapproché la planète de la perspective d'un conflit majeur dans la région Asie-Pacifique. La grave crise que cette visite a provoquée constitue un véritable casse-tête chinois qui met le monde entier en état d'alerte et d'observation. Toute escalade aurait indéniablement des conséquences désastreuses à l'échelle du monde.

Malgré les relations politiques extrêmement tendues entre Pékin et Taipei, le commerce entre eux a été paradoxalement en constan-



te croissance jusqu'ici. Les deux pays avaient même signé un accord en 2012 pour faciliter les investissements, ce qui a permis aux entreprises de Taiwan d'investir dans les secteurs clés de l'économie chinoise⁶¹. En effet, les investissements taïwanais en Chine ont totalisé 193,5 milliards de dollars, selon les chiffres officiels taïwanais⁶². Cet accord a donc permis de renforcer considérablement les échanges économiques et a été favorable pour la croissance économique des deux pays. En l'occurrence, Taïwan est devenu de loin le plus grand producteur mondial de puces de processeur, qui sont de plus en plus omniprésentes dans les nouveaux produits électroniques. L'île

60 Elisabeth Pierson, Pourquoi si peu de pays reconnaissent Taiwan?, Le Figaro, 5 juillet 2022.

<https://www.lefigaro.fr/international/pourquoi-si-peu-de-pays-reconnaissent-taiwan-20220805>

61 « Pourquoi Taiwan est essentielle pour votre entreprise », Les Affaires, 13 août 2022.

<https://www.lesaffaires.com/blogues/francois-normand/pourquoi-taiwan-est-crucial-pour-votre-entreprise/635131>

62 « Chine - Taiwan : qu'est-ce qui se cache derrière les tensions entre les deux pays ? », BBC news Afrique, 3 août 2022.

<https://www.bbc.com/afrique/monde-62408539>

détient aussi deux fois la part de marché du deuxième plus grand producteur, en l'occurrence la Chine, suivi de près par les États-Unis.⁶³

Pour finir, dans un contexte de mondialisation exacerbée avec des économies de plus en plus interdépendantes et dans lequel le domaine technologique devient un levier important de développement et de puissance, l'ombre d'une guerre contre Taiwan constitue un risque réel non seulement pour l'économie de la Chine mais pour l'économie mondiale qui est déjà en crise. Une interruption éventuelle des exportations de semi-conducteurs en provenance de Taiwan provoquerait des ruptures de stock dans les industries automobile et électronique. Ce qui aurait bien entendu, un impact désastreux sur la planète entière !



Fadi Barbour (2.4)

Le retour du rideau de fer?

Christy Ghosn (1.5)

D'un côté de la frontière, un pays frôlant la démocratie parfaite, et classé cinquième selon l'indice de démocratie réalisé par The Economist en 2022⁶⁴. De l'autre, un régime autoritaire, classé parmi les derniers pays. C'est le cas de la Finlande et de la Russie: deux pays aux antipodes. Malgré un passé qui se montrait plutôt amical, suite à la politique de neutralité adoptée par la Finlande au sortir de la Seconde Guerre Mondiale et au traité de paix de 1948 visant à "développer des relations d'amitié, de bon voisinage et de coopération" avec l'URSS⁶⁵, la guerre en Ukraine semble avoir profondément changé la donne. Les tensions entre ces deux pays sont aujourd'hui à leur paroxysme dressant de manière inédite de nouveaux enjeux frontaliers qu'il conviendrait de prendre sérieusement en compte. Pour la première fois, plus de trente ans après la fin de la Guerre froide, la Finlande prévoit d'ériger des dizaines de kilomètres de barrières et de barbelés à sa frontière avec la Russie.⁶⁶ Pourquoi cette fron-

64 "The world's most, and least, democratic countries in 2022". The Economist, Feb 1st 2022. <https://www.economist.com/graphic-detail/2023/02/01/the-worlds-most-and-least-democratic-countries-in-2022>

65 « Signature d'un traité de coopération entre la Finlande et l'Union soviétique », Perspective monde, 21 avril 2023. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/858>

66 "Face à la Russie, la Finlande veut son nouveau rideau de fer", Le Point, 21 octobre 2022. https://www.lepoint.fr/monde/face-a-la-russie-la-finlande-veut-son-nouveau-rideau-de-fer-21-10-2022-2494712_24.php#11

63 « Pourquoi Taiwan est essentielle pour votre entreprise », Les Affaires, 13 août 2022. <https://www.lesaffaires.com/blogues/francois-normand/pourquoi-taiwan-est-crucial-pour-votre-entreprise/635131>

rière autrefois perméable s'est-elle renfermée si brusquement? Quelles tensions animent la frontière entre la Russie et la Finlande? Et de manière plus importante, est-ce le retour du Rideau de fer entre l'Est et l'Ouest de l'Europe?

Jusqu'à la frontière entre la Russie et la Finlande était l'une des plus perméables et des plus pacifiques impulsant des échanges de toutes sortes entre les deux pays. Cette situation avait même perduré au moment où l'Europe entière était divisée par un rideau de fer dans le contexte de la guerre froide. La Finlande avait choisi de faire de l'Union Soviétique son principal partenaire commercial, laissant passer de nombreuses marchandises et même quelques touristes à l'aide de plusieurs accords facilitant la délivrance de visas⁶⁷. En outre, la démocratisation de l'URSS durant les années 1990 et les ultimes tentatives de moderniser le pays pour lui permettre de sortir de sa crise économique et de renouer avec la croissance et la prospérité allait renforcer la perméabilité de la frontière de manière significative et à plusieurs niveaux. Les Russes sont très vite devenus les touristes les plus nombreux en Finlande profitant des centres commerciaux et des stations de ski qui se sont développés près de la frontière pour les accueillir.⁶⁸ A juste titre, un article du ministère des affaires étrangères finlandais va même jusqu'à titrer en 2008 « Une frontière qui divisait unit maintenant ». Plus récemment, depuis que la

Finlande a levé ses restrictions Covid à la frontière fin juin 2022 et que la Russie a allégé les siennes mi-juillet 2022, le nombre de touristes russes passant en Finlande n'a cessé d'augmenter, bondissant de 125 000 en juin à plus de 185 000 en juillet 2022.⁶⁹ Par ailleurs, cette frontière dynamique et favorable aux échanges a longtemps été considérée comme un point de passage vital pour les échanges économiques non seulement entre ces deux pays, mais aussi entre la Russie et l'Union Européenne.⁷⁰ En effet, la Russie a été jusqu'à la tombée des sanctions économiques européennes, le premier fournisseur de gaz naturel et le deuxième fournisseur de pétrole de l'Union Européenne. C'est dire l'importance de cette frontière qui a permis à la Russie de s'ouvrir à l'Europe de l'Ouest et de s'enrichir davantage. Délimitation symbolique entre Est et Ouest, la limite finlando-russe a été donc perçue jusqu'ici comme "une frontière très pragmatique et pratique", tel que l'explique à l'AFP Jussi Laine, professeur de géographie humaine à l'université de Finlande orientale.⁷¹ Mais comment cette frontière si fructueuse pour les échanges entre la Russie et l'Europe est-elle devenue de plus en plus étanche? En quoi cette nouvelle réalité ravive-t-elle le souvenir du rideau de fer qui semble s'ériger à nouveau, tout du moins symboliquement ?

67 Caillat-Grenier Romain, "Finlande-Russie : Comprendre Une Frontière Sous Tension", La Péniche, 19 décembre 2022. <https://www.lapeniche.net/finlande-russie-comprendre-une-frontiere-sous-tension/>

68 Caillat-Grenier Romain, "Finlande-Russie : Comprendre Une Frontière Sous Tension", La Péniche, 19 décembre 2022. <https://www.lapeniche.net/finlande-russie-comprendre-une-frontiere-sous-tension/>

69 "Finlande : des visas touristiques pour les russes", Euronews, 29 juillet 2022. <https://fr.euronews.com/2022/07/29/finlande-des-visas-touristiques-pour-les-russes#:~:text=Depuis%20que%20la%20Finlande%20a,de%20185%20000%20en%20juillet.>

70 "Union européenne - Russie : quelles relations ?", Le Sénat, déposé le 10 mai 2007, mis à jour le 3 avril 2023. <https://www.senat.fr/rap/r06-307/r06-30714.html#:~:text=L'a%20Russie%20est%2C%20en%20effet,%25%20de%20la%20consommation%20totale.>

71 "Face à la Russie, la Finlande veut son nouveau rideau de fer", Le Point, 21 octobre 2022. https://www.lepoint.fr/monde/face-a-la-russie-la-finlande-veut-son-nouveau-rideau-de-fer-21-10-2022-2494712_24.php#11



Miguel Morales, Cartoon Movement, 30 juin 2022

Actuellement - et même au temps de l'URSS - la Finlande n'a que de maigres clôtures existantes en bois. Cependant cette frontière sera bientôt renforcée pour des raisons sécuritaires essentiellement. En effet, l'alignement de la Finlande à la politique de l'Union Européenne dont elle est membre et son intégration récente à l'OTAN, depuis le 4 avril 2023 plus précisément, vont inévitablement créer un nouveau rapport de force avec la Russie sur fond de méfiance mutuelle exacerbée. Pour rappel, au moment de sa création en 1949, l'OTAN avait pour but de protéger le bloc de l'Ouest de la menace communiste voire même de l'endiguer. Par la suite, au sortir de la Guerre d'Hiver qui a opposé ces deux pays en 1939, le voisin russe avait imposé à la Finlande une stricte neutralité politique que cette dernière a adoptée comme vu précédemment. Mais dans le contexte actuel de la guerre en Ukraine, l'intégration de la Finlande à l'OTAN marque une rupture inédite dans l'histoire des deux pays et signe la fin du bon voisinage et de la neutralité accoutumée qui prévalaient depuis au moins la fin de la Deuxième Guerre Mondiale. "Jusqu'ici, nous voyons des soldats finlandais amicaux au-delà de la frontière. Mais si vous rejoignez l'OTAN, nous ne verrons plus que des ennemis" sont les propres mots de Vladimir Poutine adressés au président finlandais il

y a quelques années, en guise d'avertissement. D'autant plus que l'intégration à cette alliance militaire ne s'est officialisée que quelques mois après l'invasion de la Russie en Ukraine. Si les Finlandais favorables à l'adhésion à l'OTAN ne représentaient que de 28% en janvier 2022, ils sont devenus 76% début mai⁷² marquant une tournure décisive dans la relation entre les deux pays qui va se matérialiser par la fermeture progressive de la frontière finlandaise avec la Russie. Ainsi, à l'instar de la Pologne et des Pays-Bas, la Finlande a progressivement fermé sa frontière aux citoyens russes munis d'un visa de tourisme européen⁷³ pour des raisons à la fois sécuritaires et symboliques. Le nombre de Russes autorisés à entrer en Finlande devrait alors baisser au moins de moitié. Pour justifier cette décision, le ministre des affaires étrangères, Pekka Haavisto, a déclaré que « l'entrée des citoyens russes en Finlande, pour y faire du tourisme, mettait en danger les relations internationales » de son pays.⁷⁴ Par conséquent, l'impact de cette nouvelle prise de position politique sur le tourisme et les échanges économiques est déjà palpable. En effet, le poids de la Russie dans les importations européennes totales a été divisé par deux pour passer de 6,4% à 3,8% entre février et septembre. Le constat est identique pour les

72 Caillat-Grenier Romain, "Finlande-Russie : Comprendre Une Frontière Sous Tension", La Péniche, 19 décembre 2022. <https://www.lapeniche.net/finlande-russie-comprendre-une-frontiere-sous-tension/>

73 Hivert Anne-Françoise, "La Finlande ferme sa frontière aux Russes", Le Monde, publié le 29 septembre 2022, modifié le 30 septembre 2022 https://www.lemonde.fr/international/article/2022/09/29/la-finlande-ferme-sa-frontiere-aux-russes_6143761_3210.html

74 Hivert Anne-Françoise, "La Finlande ferme sa frontière aux Russes", Le Monde, publié le 29 septembre 2022, modifié le 30 septembre 2022 https://www.lemonde.fr/international/article/2022/09/29/la-finlande-ferme-sa-frontiere-aux-russes_6143761_3210.html

exportations.⁷⁵ Or, la frontière semble aujourd'hui coincée entre une volonté de fermeture inédite, au nom d'impératifs sécuritaires et symboliques, et le risque de l'instauration d'un nouveau rideau de fer, attisant les tensions transfrontalières et mettant potentiellement en danger des vies.⁷⁶ L'annonce de la première ministre finlandaise en septembre 2022, d'un projet de construction de barrières à la frontière avec la Russie a donné une nouvelle dimension à cette situation qui paraît inextricable. Le projet implique la construction d'entre 130 et 240 kilomètres de barrière et d'équipements de surveillance. Cette décision a été prise unilatéralement par la Finlande, et il s'agirait de la première fois qu'un mur serait construit entre les deux pays pour non seulement se protéger du pays voisin, mais surtout empêcher le passage de migrants. Elle "renforce l'image du Russe comme source inquiétante de menaces" et la "sensation de danger au-delà de la frontière dont il faut se tenir à distance" déclare à l'AFP Olga Davydova-Minguet, une experte de la Russie et des problématiques frontalières.⁷⁷

Cette frontière, autrefois considérée comme l'une des plus perméables du rideau de fer, se referme brusquement mettant en exergue la

fin du bon voisinage et la rupture des relations traditionnellement amicales entre les deux pays depuis la Guerre froide. La construction du mur entre la Finlande et la Russie a bel et bien commencé, et la Finlande aux aguets est bien loin d'abandonner son projet. Son intégration au sein de l'OTAN change complètement la donne et manifeste clairement son alignement officiel à la politique européenne contre la Russie dans le contexte de la guerre en Ukraine. Il serait intéressant de suivre la réaction de la Russie face à cette évolution car ce que craignait Poutine est vraisemblablement arrivé : L'OTAN est désormais à la frontière de la Russie.



75 Hiault Richard, "Les échanges commerciaux entre l'Europe et la Russie se sont effondrés", Les Echos, Publié le 25 janvier 2023, mis à jour le 26 janvier 2023
<https://www.lesechos.fr/monde/europe/les-echanges-commerciaux-entre-leurope-et-la-russie-se-sont-effondres-1900474>

76 Caillat-Grenier Romain, "Finlande-Russie : Comprendre Une Frontière Sous Tension", La Péniche, 19 décembre 2022.
<https://www.lapeniche.net/finlande-russie-comprendre-une-frontiere-sous-tension/>

77 "Face à la Russie, la Finlande veut son nouveau rideau de fer", Le Point, 21 octobre 2022.
https://www.lepoint.fr/monde/face-a-la-russie-la-finlande-veut-son-nouveau-rideau-de-fer-21-10-2022-2494712_24.php#11
 Source de la photographie: AFP

Beyrouth, mille fois morte mille fois revécue.

Elie el Zoghbi (T.5)

Cela fait maintenant trois ans que l'explosion du port de Beyrouth a laissé le cœur de notre ville et de ses habitants meurtri et dans une désolation profonde. Pendant ces trois années, il a fallu se remettre de cette tragédie avec très peu voire aucune aide de la part de la municipalité, la crise économique sans précédent n'aidant pas. Victime du laxisme ambiant et du manque de vision, Beyrouth sombre dans une tristesse profonde et ses habitants, quant à eux, ne retrouvent plus leur Beyrouth d'enfance. De nombreux jeunes, plient leur bagage pour de nouvelles destinations. Le cœur lourd, ils ne verront peut-être jamais leur Beyrouth tant rêvée émerger de ses cendres.

Les frontières invisibles au sein de la ville persistent. L'ombre de la ligne de démarcation entre l'est chrétien et l'ouest musulman peine à s'estomper, nous rappelant sans cesse la guerre civile ravageuse et les clivages qui existent encore empêchant une réelle rencontre entre tous les Libanais. En juillet dernier, l'on apprend même qu'une proposition de loi avait été déposée pour diviser la capitale en deux municipalités différentes sous prétexte de décentraliser pour plus d'efficacité dans la gestion des affaires de la ville. Or, ce tracé me laisse perplexe car ma vision est bien différente. Je rêve d'espaces de rencontre, d'art, de musique et de couleurs. De ce Beyrouth que nous connaissons

grâce aux histoires merveilleuses de nos grands parents quand la ville servait de point de relais entre l'Orient et l'Occident.

Ainsi, en réaction à ce projet politique caduc et irrationnel, je vous fais part de mes quelques propositions avec comme toile de fond un sentier artistique qui transcendera toutes nos frontières invisibles et qui s'étalera sur l'ensemble des quartiers de la ville de Beyrouth. Cette démarche à elle seule façonnerait le caractère artistique et culturel de la ville qui regorge d'un patrimoine unique car elle a été au fil de son histoire à la croisée de nombreuses civilisations. Riche aussi de son capital humain et de jeunes qui bouillonnent d'idées, Beyrouth a plus que jamais besoin de leurs talents pour participer à la modernisation de la ville.

Ce sentier, pour voir le jour, sera alimenté par des partenariats avec des artistes locaux et internationaux qui seront invités à créer des installations d'art dans la rue, sur les murs des bâtiments et dans des espaces publics spécialement attribués à cet effet. Et pourquoi pas des partenariats d'échanges culturels avec les villes de Trieste et d'Athènes, toutes deux jumelées à notre capitale ?

Tout ce sentier viserait à redynamiser le tourisme culturel national et international et en-

traînerait la création de nouveaux emplois dans les quartiers, ainsi que l'engagement participatif des citoyens. Les travaux de rénovation seront effectués par des artisans locaux et les habitants seront appelés à manifester leur créativité dans les rues de leur ville. Les jeunes graffeurs seront bien évidemment appelés à continuer la pratique du street-art qui embellissent d'ores et déjà les rues moroses et les façades anciennes et délabrées de notre ville meurtrie.

La redynamisation du centre gentrifié à cause de la spéculation immobilière sera une priorité pour dépasser le clivage social entre les périphéries les moins riches et les quartiers les plus aisés de la capitale. Il est grand temps de recréer des espaces de rencontre !

En outre, pour mener à bien ce projet de grande envergure, il faudrait créer des cellules de travail constituées de personnes volontaires pour lancer des vagues de sensibilisation et d'aide pour sa réalisation. Ce processus vise également à contribuer au développement des industries culturelles et créatives pour que la ville rattrape son retard conséquent en matière de productivité et d'innovation notamment dans le domaine des médias et de la technologie.

Ce projet sera essentiellement financé par le Ministère du Tourisme dans le cadre du projet « Ahlabhaltalleh » (Bienvenue au Liban), par l'UNESCO à travers le fonds du patrimoine mondial, et grâce à l'aide du Pôle Culture de l'Institut Français au Liban.

Enfin, un appel aux dons sera lancé à toute personne qui partage ma vision et qui souhaiterait s'investir pour une cause que j'espère, beaucoup trouveront utile.

Pour finir avec les mots de la poétesse Nadia Tuéni, cette éternelle amoureuse de Beyrouth: Beyrouth, mille fois morte mille fois revécue, faisons en sorte d'être ceux qui la feront revivre.

L'art est un appel auquel il y en a trop qui répondent sans avoir été appelés.

Leopoldo Longanesi



Cybelle Moutran est une femme libanaise, mère de trois enfants, passionnée de poterie et de céramique, un art qui fut un des premiers dans notre région et que l'on doit à nos ancêtres phéniciens. Madame Moutran a réalisé, durant l'été 2022, un projet artistique très symbolique intitulé « Sur un trottoir ». Il consiste en une installation de deux cent vingt cœurs blancs en céramique faits à la main, et représentant le cœur des deux cent vingt victimes de l'explosion du port de Beyrouth, gravitant, attachés au plafond par un fil presque invisible. Son installation est exposée à la Maison Jaune, musée et

centre culturel urbain criblé de balles et portant l'histoire de quinze années de guerre civile entre 1975 et 1990. Ce musée peu connu du grand public est très symbolique car il se trouve sur la ligne verte, le « no man's land », qui traversait la ville de Beyrouth du nord au sud, séparant la ville de Beyrouth entre l'Est chrétien et l'Ouest musulman. Au-dessous de ces cœurs qui ne tiennent qu'à un fil, l'on peut voir des débris de volets rouges en céramique, symbolisant le paysage urbain et architectural de la ville de Beyrouth. Des personnes qui utilisent l'art comme moyen d'expression dans cette ville, il y en a plein...

Prémices d'une Dé-Construction Européenne?

Amanda Namour (1.1) et Joana El Hosri (1.1)

Suite à la signature du Traité de Maastricht en 1992, la CEE devient « L'Union Européenne » passant d'une union strictement économique à une union englobant de nombreux domaines politiques, tels que le climat, l'environnement, la santé, les relations extérieures, la sécurité, la justice et les migrations. L'UE est une construction politique particulière car c'est une organisation supranationale qui regroupe des Etats membres qui ont accepté de transférer certains de leurs droits souverains pour les exercer en commun autour de projets européens dans des domaines différents. Les dernières décennies ont permis plusieurs avancées dans la construction européenne ; élection du parlement européen au suffrage universel en 1979, naissance de la "citoyenneté européenne" en 1992, mais aussi l'adoption d'une monnaie unique pour les Etats membres le souhaitant (l'Euro),

l'espace Schengen ou encore la PESC (politique étrangère et de sécurité commune) permettant à l'UE de se positionner davantage sur la scène internationale. Cependant, malgré toutes ces évolutions, l'UE est aujourd'hui fragilisée et doit faire à de nombreux défis qui remettent en cause sa viabilité et son efficacité alimentés par un euroscepticisme exacerbé qui ne cesse de faire des adeptes avec de profondes remises en question mettant en péril l'essence même du projet européen.

Quelles sont les spécificités du fonctionnement de l'Union européenne et quels sont les nombreux défis auxquels elle se trouve confrontée aujourd'hui?

Comment le projet européen a-t-il évolué?

“L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait.”

Déclaration Schuman, le 9 mai 1950

A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, plusieurs idées et projets de coopération entre pays européens voient le jour. Animés par la volonté de promouvoir l'unification du continent, différentes personnalités politiques européennes se réunissent à La Haye du 7 au 10 mai 1948 sous la présidence de Winston Churchill (en 1946, l'ancien Premier ministre britannique avait prononcé un vibrant plaidoyer en faveur des États-Unis d'Europe). Cette dynamique va mener à la création de l'OTAN en 1949 avec le soutien des États-Unis. Il fallait instaurer une alliance militaire pour renforcer le bloc de l'Ouest face aux menaces soviétiques dans le contexte d'un monde qui se bipolarise. Dans cette même logique, La CEECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) voit le jour en 1951 avec le but d'établir une coopération étroite dans le domaine de l'armement dans l'optique d'amoindrir le risque de guerre entre les pays européens et de transcender notamment la rancœur entre la France et l'Allemagne. En outre, c'est en 1957 que le projet européen se concrétise véritablement avec la signature du Traité de Rome qui va fonder la CEE. Cette dernière, composée de 6 États membres fondateurs⁷⁸ ne cessera de s'élargir depuis (27 États membres aujourd'hui

après la sortie du Royaume-Uni) et d'évoluer pour devenir l'UE en 1992 avec le Traité de Maastricht marquant une tournure décisive dans la construction européenne. Ce Traité va structurer l'Union européenne autour de trois piliers : les Communautés européennes, la Politique étrangère et de sécurité commune, et la coopération policière et judiciaire en matière pénale. Il va aussi instituer une citoyenneté européenne, renforcer les pouvoirs du Parlement européen et instituer l'Union économique et monétaire. Son importance est aussi cruciale puisqu'il va consacrer de manière explicite le principe de subsidiarité qui consiste à réserver uniquement à l'échelon supérieur ce que l'échelon inférieur ne pourrait effectuer que de manière moins efficace. Ce qui va, en d'autres termes, définir les conditions dans lesquelles l'UE dispose d'une priorité d'action par rapport aux États membres dans certains domaines.

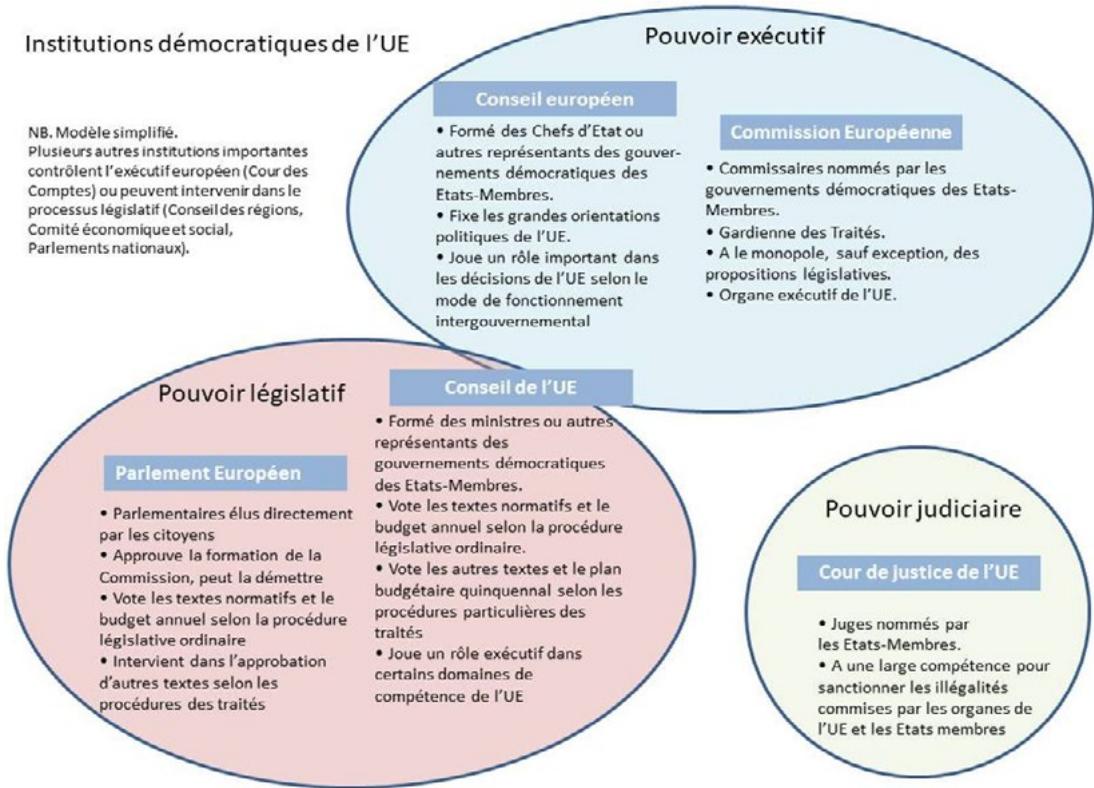
En outre, l'UE dispose de son propre appareil législatif et exécutif et d'un système judiciaire indépendant⁷⁹ et d'une banque centrale. Ceux-ci sont appuyés par un ensemble d'institutions et d'organes, dont les pouvoirs respectifs sont fixés par des traités fondateurs.

78 France, République fédérale d'Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg.

79 Qui a la primauté sur le droit interne des États.

Institutions démocratiques de l'UE

NB. Modèle simplifié. Plusieurs autres institutions importantes contrôlent l'exécutif européen (Cour des Comptes) ou peuvent intervenir dans le processus législatif (Conseil des régions, Comité économique et social, Parlements nationaux).



L'UE fonctionne selon les principes de démocratie représentative et de démocratie déléguée dont elle est pionnière. Celle-ci permet aux citoyens européens d'intervenir directement dans le processus législatif de l'Union. Cette initiative citoyenne est possible lorsqu'un million de citoyens, provenant d'au moins 1/4 des pays membres de l'Union proposent une nouvelle loi à la Commission Européenne. Celle-ci, détenant le monopole des propositions législatives, doit l'examiner après avoir jugé de sa recevabilité mais elle n'est pas tenue de la transformer en proposition de loi au parlement.

L'Euroscepticisme : Un obstacle grandissant qui freine l'évolution de l'UE



Un drapeau de l'UE vandalisé à Sopot en Pologne.

Malgré l'approfondissement des institutions démocratiques européennes et une volonté évidente de renforcer les liens entre les Etats

membres de l'union et d'impliquer davantage les citoyens dans le processus décisionnel (démocratie déléguée), un euroscepticisme grandissant la fragilise sans cesse. De plus en plus de citoyens et de partis politiques européens (de droite comme de gauche) font preuve de méfiance vis-à-vis de sa viabilité et de son utilité. D'ailleurs, les eurosceptiques représentent actuellement un quart des députés du parlement européen. Or, Si L'UE fait face actuellement à un euroscepticisme exacerbé, il convient de revenir brièvement sur ses origines et de constater que les doutes vis-à-vis du projet européen étaient bel et bien présents dès les débuts de la construction européenne, ce qui a d'ailleurs empêché son évolution à plusieurs reprises. Pour commencer, lors de la ratification du Traité de Maastricht en 1992, les Européens consultés par référendum, ont fait preuve de méfiance à l'égard du projet européen puisque le « oui » l'a emporté de justesse en France où 51% des Français y ont été favorables. De plus, certains États membres ont accepté le Traité en partie comme c'est le cas de la Suède, le Royaume- uni et le Danemark qui ont refusé d'adopter l'Euro comme monnaie unique. Ces réserves sont certainement révélatrices de la crainte des partisans du "non" d'une perte importante de la souveraineté nationale. Mais l'échec le plus important dans l'histoire de l'UE est sans doute le rejet du Traité voulant établir une constitution européenne en 2005 avec une majorité faisant défaut puisque seulement 10 États de 27 ont voté « pour ». Plus encore, certains pays comme le Royaume Uni, la République Tchèque et la Pologne ont même été jusqu'à refuser d'engager le processus de ratification. Dans le même ordre d'idées, il convient de noter que l'euroscepticisme anglais n'est pas nouveau et s'est d'ailleurs manifesté

à plusieurs reprises. Le Royaume – Uni n'a pas adopté l'Euro et n'a pas intégré l'espace Schengen non plus. Le Brexit de 2016⁸⁰ vient alors mettre fin à quarante-cinq années d'appartenance fragile et mitigée à l'UE et à plusieurs années d'hésitation et de crise.



L'euroscepticisme anglais. Illustration réalisée par Amanda Namour (1.1)

Tout ceci nous mène à dire que le projet européen fait débat depuis ses débuts. D'ailleurs, deux conceptions s'opposent essentiellement au sein de l'UE et ne cessent de se radicaliser aujourd'hui.

Les fédéralistes, partisans d'une Europe supranationale, souhaitent créer une Europe organisée en un État supérieur aux États membres et les souverainistes, quant à eux, préfèrent une confédération qui garantisse au maximum l'indépendance des États membres. Cette opposition sur l'essence même du projet européen est de plus en plus palpable au niveau de l'opinion publique européenne. En témoigne les résultats des urnes de la dernière élection présidentielle qui s'est tenue en avril 2022 en France. Si le candidat Emmanuel Macron, fervent défenseur du projet européen, a emporté les élections au second tour avec 58,55% des suffrages exprimés, son adversaire Marine Le Pen de la droite nationaliste, moins favorable à l'Europe, ob-

80 Avec 51,9% des suffrages exprimés favorables à la sortie de l'UE.

tient quant à elle 41,45%⁸¹ des voix. Ce score inédit impose un constat. L'euroscpticisme français est désormais une réalité puisqu'une part grandissante des Français se montre de plus en plus critique à l'égard de l'UE et de son fonctionnement actuel. Toutefois, L'euroscpticisme reste plus significatif dans d'autres Etats membres où la question de s'affranchir partiellement ou totalement des règles européennes est plus fondamentale. Plusieurs exemples récents permettent de le démontrer. En octobre 2021, le tribunal constitutionnel polonais a remis en cause deux principes fondateurs de l'UE dont celui de la primauté du droit européen sur le droit national posant ainsi sur la table la question d'un potentiel « Poxit »⁸² et d'une crainte réelle que la Pologne ne finisse par quitter l'Union Européenne comme le Royaume Uni en 2020. Il en est de même pour la Grèce⁸³, la Hongrie sous l'emprise de Victor Orban et bien d'autres pays où la montée des nationalismes véhiculée par des discours populistes est une réalité qui n'est plus à démontrer.

L'UE et le besoin de réformes pour lutter contre la méfiance grandissante des européens.

En somme, l'UE doit revoir son projet et infléchir la trajectoire actuelle en amorçant des changements si elle veut réellement lutter contre les profondes remises en question auxquelles elle est confrontée actuellement.

Le plus important est de convaincre à nouveau l'opinion publique réticente et de combler le précipice grandissant entre les citoyens et les institutions européennes.

Une transparence accrue des politiques européennes permettrait de combattre le populisme et la désinformation. Il faudrait aussi renforcer la participation des citoyens pour lutter contre l'abstentionnisme grandissant aux élections européennes et mieux les impliquer dans le processus décisionnel au sein des institutions européennes. Renforcer enfin le sentiment d'appartenance à l'Union dans le respect des diversités et harmoniser davantage les politiques européennes sur des questions cruciales à la fois économiques et politiques qui ne font pas l'unanimité afin de mieux répondre aux enjeux actuels liés à la guerre en Ukraine et à une récession économique mondiale dans un monde post-Covid.

81 Résultats de l'élection présidentielle 2022 publiés sur le site du ministère de l'intérieur français.

[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult_presidentielle-2022/\(path\)/presidentielle-2022/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult_presidentielle-2022/(path)/presidentielle-2022/FE.html)

82 " Pologne: la remise en cause de la primauté du droit européen est une attaque contre l'Union Européenne dénonce la France », Le Monde, 8 octobre 2021.

https://www.lemonde.fr/international/article/2021/10/08/la-pologne-decrete-la-non-primaute-du-droit-europeen-sur-le-droit-national_6097593_3210.html

83 "Le Grexit" a été évoqué en 2015 lorsque la Grèce devait rembourser sa dette de 1850 milliards d'Euros au Fond Monétaire International.

La non-démocratie libérale de la Hongrie sonne-t-elle le glas du modèle démocratique?

Yvonne Bejjani (T.4)

Avec l'élection de Donald Trump aux États-Unis en 2016, Viktor Orbán, le premier ministre hongrois, s'est empressé d'annoncer avec exaltation: "La non-démocratie libérale, c'est terminé. Quelle journée! Quelle journée! Quelle journée!". Cependant, cette remise en cause profonde de la démocratie libérale, modèle basé sur la garantie des libertés individuelles et de la représentation politique, est de plus en plus fragilisée et défiée actuellement à tel point que de nouveaux concepts comme la fatigue démocratique et la démocratie illibérale s'immiscent dans le jargon politique actuel. En Europe, notamment en Hongrie et en Pologne, des régimes autoritaires semblent avoir pris le dessus. Cet article se penchera sur l'exemple de la Hongrie de Viktor Orbán pour comprendre les dérives actuelles de la démocratie et en déterminer les causes.

La Hongrie a connu un passé mouvementé, déchirée entre une emprise communiste et une sorte de libéralisme. Elle faisait partie du bloc de l'Est avant d'entamer une transition démocratique nécessaire pour intégrer l'UE en 2004. Cette adhésion a été perturbée en 2010 par l'arrivée au pouvoir de Viktor Orbán, le président du parti Fidesz, un parti conser-



vateur classé à l'extrême droite de l'éventail politique. Depuis, une régression considérable est constatée tant au niveau des libertés individuelles que des libertés collectives. Comment Orbán, un candidat au nationalisme exacerbé, est-il alors arrivé au pouvoir il y a 12 ans? Premier ministre de la Hongrie pour la 2ème fois en 2010, après avoir remporté une large victoire aux élections législatives, il a profité d'un contexte favorable sur fond de crise économique avec le chômage ayant atteint le seuil de 11%⁸⁴ et une opposition fragmentée entre le bloc des gauches et des écologistes d'un côté, et le parti d'extrême droite Jobbik, de l'autre. Ainsi, Orbán est arrivé au pouvoir avec la moitié des suffrag-

84 Taux de chômage en Hongrie de 2010 à 2021, Statista. <https://fr.statista.com/statistiques/793920/taux-de-chomage-hongrie/>

es exprimés, ce qui lui a donné une majorité constitutionnelle des deux tiers au Parlement. Cette majorité depuis 12 ans a permis à son gouvernement du Fidesz l'adoption de plus de six cents lois et surtout d'une nouvelle Constitution, déjà amendée six fois.



Depuis son arrivée au pouvoir en 2010, Viktor Orbán a initié une série de mesures qui ont graduellement érodé les institutions démocratiques du pays.⁸⁵ Il a commencé par concentrer les pouvoirs au sein de son parti, Fidesz, en limitant la portée des médias indépendants et des organisations de la société civile. Il s'est également emparé du pouvoir judiciaire en nommant des juges et créant des tribunaux spéciaux pour juger certaines infractions. Il a également manipulé les lois électorales pour s'assurer une victoire électorale. Le gouvernement a aussi restreint l'accès des opposants politiques aux médias d'État et a utilisé les fonds publics pour financer sa propre campagne électorale. De plus, il a étendu le droit de vote à certains groupes spécifiques, comme les citoyens hongrois vivant à l'étranger qui sont plus susceptibles de voter en faveur de son parti. Comme l'écrivent

85 Yves Mény, « Imparfaites démocraties », 2019.

Sylvain Kahn et Jacques Lévy dans leur ouvrage *Les pays des Européens, "La démocratie illibérale ne met en place ni censure ni parti unique, mais elle assèche l'écosystème du pluralisme"*.⁸⁶

De surcroît, Orbán a intensifié la rhétorique nationaliste contre l'immigration, profitant des craintes de la population hongroise face à l'immigration et à la mondialisation. Ceci s'est matérialisé par des clôtures érigées le long de la frontière de la Hongrie pour empêcher l'entrée de migrants. Ce qui a suscité des critiques virulentes de l'UE et d'autres organisations internationales.

Cette rhétorique nationaliste a également été utilisée pour justifier la restriction des droits des minorités, en particulier de la communauté Rom. En 2013, le gouvernement a adopté une loi permettant la mise en détention préventive de tous les Roms ayant déjà été condamnés pour un crime, ainsi que la saisie de biens appartenant à des groupes de Roms accusés de délits. Cette mesure a été critiquée par l'ONU et d'autres organisations internationales pour son caractère discriminatoire.

La Hongrie de Viktor Orbán est souvent citée comme un exemple de ce que certains politologues ont appelé la "démocratie illibérale". Cette notion est utilisée pour décrire des régimes politiques qui conservent certaines formes de démocratie, comme des élections libres et régulières, mais qui bafouent les principes fondamentaux de l'État de droit et de la protection des droits de l'Homme.⁸⁷

86 Sylvain Kahn, Jacques Levy, "Le pays des Européens", 2019.

87 "Hongrie une longue liste d'atteintes à l'Etat de droit", Les Echos, 11 septembre 2018



De surcroît, le véritable danger pour l'Europe est le rapprochement entre la Hongrie d'Orbán et la Russie ainsi que son éloignement de l'Union européenne sur de nombreuses questions cruciales. L'État de droit est très restreint en Hongrie, car Budapest considère que restreindre l'État de droit n'est pas incompatible avec son appartenance à l'UE. Or, l'Union européenne est fondée sur le respect de la liberté, de l'État de droit, du respect du pluralisme et de la non-discrimination. Selon le rapport du Parlement européen en 2018, il existe "un risque clair de violation grave par la Hongrie des valeurs sur lesquelles l'Union européenne est fondée". La corruption est également très importante en Hongrie. Le pays est classé dernier de l'Union européenne selon Transparency International.⁸⁸

88 "Corruption : la Hongrie glisse au dernier rang des pays de l'UE du classement de Transparency International », Le Monde, 31 janvier 2023.

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/01/31/corruption-la-hongrie-glisse-au-dernier-rang-des-pays-de-l-ue-du-classement-de-transparency-international_6160002_3210.html

Orbán s'oppose également à l'immigration et à la politique migratoire de l'UE, ce qui se laissait déjà transparaître dans la construction de la clôture de 2015. La Cour de Justice de l'Union Européenne a ainsi estimé que la Hongrie violait le processus en rejetant les demandes d'asile des personnes arrivant en Hongrie par un "pays de transit sûr". Cette hostilité, et plus généralement celle du groupe de Visegrad, rend presque impraticable une politique commune sur la question. Orbán s'éloigne ainsi des politiques européennes avec un autoritarisme de plus en plus présent, fait de corruption et d'accents xénophobes.

L'Europe a pourtant "passé" beaucoup de choses à Orbán même si les procédures existent pour sanctionner le pays. L'article 7 du traité de l'Union européenne permet de priver la Hongrie de son droit de vote au sein du Conseil pour non-respect des libertés et des valeurs prônées par l'UE. Cependant, la procédure est à l'arrêt car il faut l'unanimité contre la Hongrie. Or, le pays peut compter sur le soutien de son allié polonais. L'UE est donc impuissante, ce qui affaiblit son pouvoir.

Orbán se justifie face à ses critiques en affirmant que c'est le peuple hongrois qui est le seul légitime à se prononcer sur sa conception de la démocratie, et que ce ne sont pas les élus du reste de l'Europe qui peuvent dicter la conduite du seul leader européen disposant d'une majorité supérieure à 50% des voix. À l'exception de Viktor Orbán et de son parti, aucune formation politique en Europe n'a obtenu à elle seule la majorité absolue des suffrages.

La politique d'Orbán a également eu des conséquences importantes sur la société

hongroise. La restriction de l'Etat de droit et la corruption ont affaibli la confiance des citoyens envers leur gouvernement. De plus, la diabolisation des migrants et des minorités ethniques a créé un climat de division et de méfiance dans la société hongroise.

Selon un rapport de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, la rhétorique anti-immigration et les politiques discriminatoires du gouvernement hongrois ont conduit à une augmentation des discours de haine et des actes de violence contre les migrants et les minorités ethniques. Les Roms, qui constituent la plus grande minorité ethnique en Hongrie, sont particulièrement vulnérables. Selon le Centre européen pour les droits des Roms, les Roms sont confrontés à des discriminations systématiques dans tous les domaines de la vie en Hongrie, notamment en matière d'éducation, d'emploi et de logement.

En outre, la politique d'Orbán a également eu des conséquences négatives sur l'économie hongroise. Malgré une croissance économique relativement forte ces dernières années, la Hongrie reste l'un des pays les plus pauvres de l'Union européenne. Selon Eurostat, le taux de pauvreté en Hongrie est de 12,5%, soit bien plus élevé que la moyenne européenne de 9,8%. De plus, la corruption et l'absence d'un état de droit solide ont découragé les investisseurs étrangers, qui craignent d'être confrontés à des obstacles et à des discriminations.

Nous comprenons donc que la politique d'Orbán est préoccupante pour l'Union européenne et pour la société hongroise elle-même. La re-

striction de l'Etat de droit, la corruption, la diabolisation des migrants et des minorités ethniques, ainsi que l'inclinaison pro-russe et l'éloignement européen de la Hongrie ont des conséquences négatives importantes sur la société hongroise et sur l'Union européenne dans son ensemble.

Il est temps que l'Union européenne agisse pour protéger ses valeurs et ses principes fondamentaux, en mettant en place des sanctions contre la Hongrie si nécessaire. L'UE ne peut pas permettre à un État membre de violer ses valeurs et ses principes fondamentaux sans agir. Il est également crucial que les citoyens hongrois prennent conscience des dangers de la politique d'Orbán et exigent des changements. Seule, une prise de conscience collective peut permettre à la Hongrie de retrouver sa place dans l'Union européenne et de respecter les valeurs et les principes qui ont été à la base de sa création.



REGARDS CROISÉS

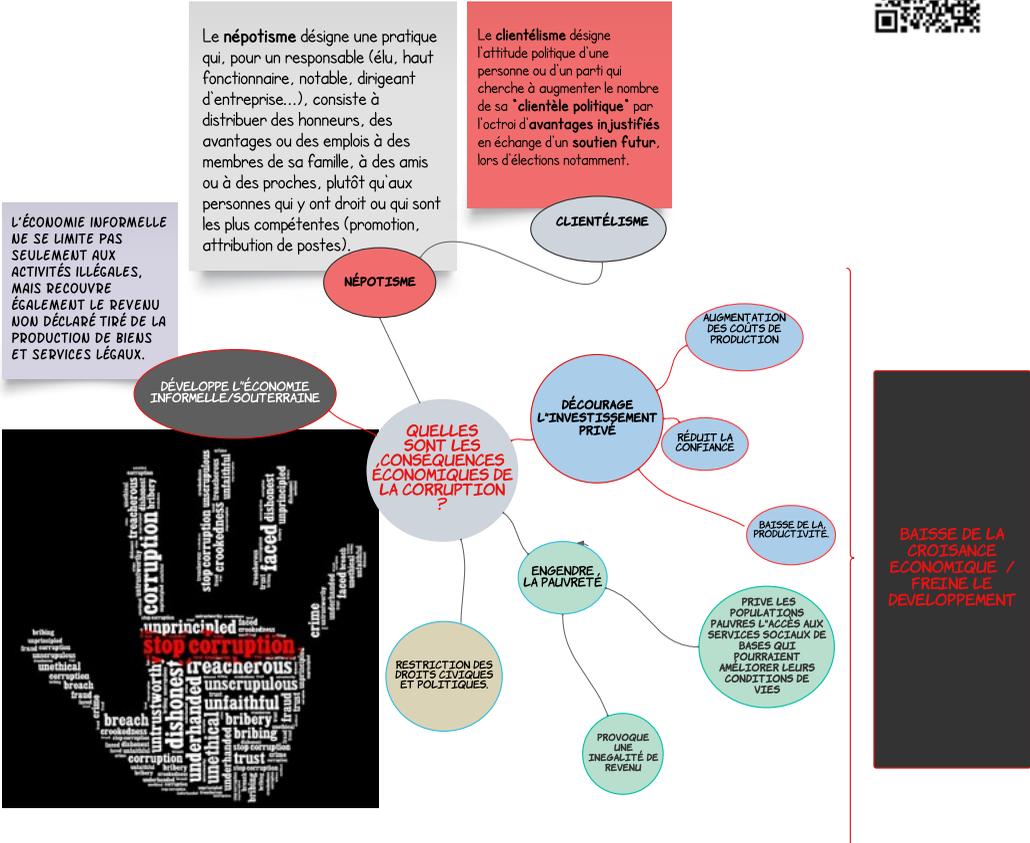


Economie et Corruption.



LE
PODCAST

Yara Serhal (1.2)



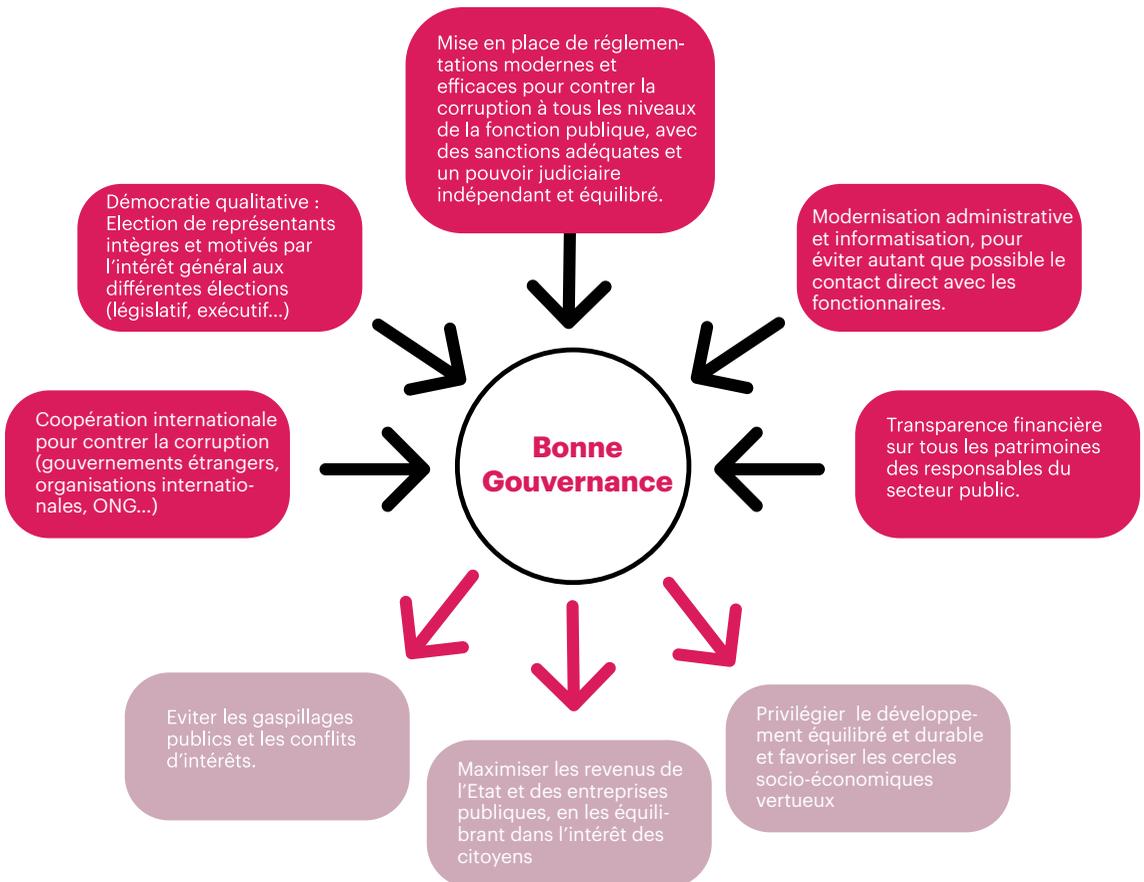


Samir Kassir (1.6)

Indices de perception de la corruption de Transparency International

La corruption relevant de phénomène « cachés », elle est par définition un phénomène difficile à mesurer objectivement. L'ONG « Transparency International » produit depuis 1995 un Indice de Perception de la corruption (IPC) fondée sur des enquêtes d'opinions et classe les pays en fonction du degré de corruption perçue dans les administrations publiques et la classe politique. Ainsi, un score plus proche de 0 correspond à plus de corruption, un score plus proche de 100 à moins de corruption.

Dans son rapport de 2022, le Liban occupe la 154eme place sur 180 pays avec un score médiocre de 24/100. La « bonne gouvernance » est un des moyens principaux pour lutter contre la corruption. Explications en schéma...



Coupe du monde de football 2022: pourquoi un tel malaise?

Malek Kabbara (1.2)

Avec l'attribution de la coupe du Monde de football au Qatar, petit émirat du Moyen-Orient, le Mondial 2022 semble celui de toutes les polémiques. Mais pourquoi un tel malaise ? Pourquoi autant de contestations sur le choix de la FIFA d'accorder, pour la première fois, le droit d'organiser cet événement à un pays arabe ?

Critiques, controverses, scandales de corruption et appels au boycott montent en crescendo sur les réseaux sociaux pour fustiger ce choix qui semble dépasser toute logique tant pour des raisons politiques et humanitaires qu'écologiques. Pourtant, l'on recense 3,4 millions de spectateurs en tribunes. Soit, la troisième meilleure affluence d'un mondial et un record d'audience comparé à la coupe du monde qui s'est tenue en Russie en 2018.



Amnesty International. Conception: Colin Foo

Dans les coulisses de cette coupe du monde, la lumière se braque essentiellement sur la violation des droits humains des migrants qui perdure dans le petit émirat. La contestation a débuté avec l'article publié dans le média britannique The Guardian⁸⁹ selon lequel « 6500 travailleurs migrants sont morts au Qatar depuis l'attribution de la Coupe du Monde » en 2010. Or, d'après une enquête menée par l'équipe de TF1 (fast-checking) le chiffre de 6500 décès a été largement reproduit par de nombreuses autres sources, sans toujours inclure le contexte.⁹⁰En fait, face au manque d'informations des autorités qataries sur le nombre de victimes des chantiers pour la coupe du monde, les journalistes du Guardian se sont basés sur les données des ambassades du Pakistan, du Népal, du Bangladesh et du Sri Lanka sur leurs ressortissants morts au Qatar depuis 2010. Ce qui signifie que

89 Pete Pattison, « revealed 6500 migrant workers have died in Qatar since World cup awarded », The Guardian, 23 février 2021.

<https://www.theguardian.com/global-development/2021/feb/23/revealed-migrant-worker-deaths-qatar-fifa-world-cup-2022>

90 Felicia Sideris, « 6500 morts au Qatar: que sait-on vraiment des décès sur les chantiers de la coupe du monde ? », TV5 info, 16 octobre 2022.

<https://www.tf1info.fr/international/6500-morts-au-qatar-que-sait-on-vraiment-des-deces-sur-les-chantiers-de-la-coupe-du-monde-2235447.html>



ce sombre bilan représente le nombre total de travailleurs décédés sur les dix dernières années, toutes causes confondues. L’OIT, présente au Qatar depuis 2018, admet elle aussi qu’il n’est “toujours pas possible de présenter un chiffre catégorique sur le nombre d’accidents du travail mortels dans le pays”. Idem du côté d’Amnesty International qui affirmait dans un rapport publié en août 2022 que “plus de 15.021 personnes non qataries – de tous âges et de toutes professions – sont mortes entre 2010 et 2019” dans le pays en admettant que “sans enquête, les données sur les causes des décès ne sont pas fiables”. Quoiqu’il en soit, peu importe le chiffre exact et le contexte, ce qui est certain c’est que de nombreux migrants sont encore victimes de conditions de travail inhumaines et que le Qatar, à l’instar de nombreux autres pays d’ailleurs, doit impérativement respecter les droits humains des migrants et cesser le système d’exploitation qui existe depuis longtemps, bien avant l’attribution de la coupe du monde.

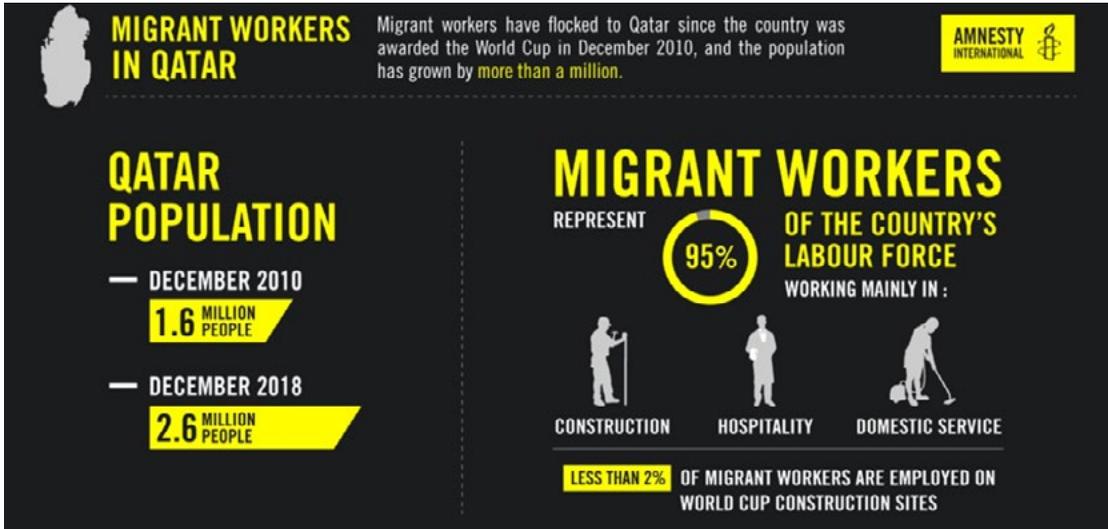
justice économique et sociale d’Amnesty International, « Si le Qatar a fait des progrès importants en matière de droit du travail depuis cinq ans, il est clair que le chemin à parcourir est encore très long. Des milliers de travailleurs demeurent pris au piège du cycle habituel d’exploitation et d’abus du fait de failles dans la législation et d’une application insuffisante ». L’OIT (organisation internationale du travail) souligne également que des progrès tangibles ont pu être réalisés dans le cadre d’un programme de réformes du travail avec des lois plus progressistes depuis le démantèlement du système de Kafala ou de parrainage faisant du Qatar le premier pays du Golfe autorisant aux travailleurs migrants à changer d’emploi sans l’autorisation de l’employeur.⁹² En somme, le chemin demeure long pour que le changement voulu s’ancre durablement pour le respect des droits fondamentaux des migrants qui, tout compte fait, constituent une proportion très importante de la force de travail dans le pays.

Même si, selon le site d’Amnesty international et celui de l’OIT, une timide amélioration des conditions des migrants est tout de même constatée mais elle reste clairement insuffisante. Selon Steve Cockburn⁹¹, directeur du programme de

de travail est inachevée et des indemnités restent dues », Amnesty International, 20 octobre 2022. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/10/qatar-labour-reform-unfinished-and-compensation-still-owed-as-world-cup->

91 “Qatar à un mois de la coupe du monde, la réforme du droit

92 “ L’OIT discute des réformes du travail au Qatar lors d’une audition au Parlement européen », Organisation Internationale du travail, 14 novembre 2022. https://www.ilo.org/brussels/information-resources/news/WCMS_862257/lang-fr/index.htm



Dans ce contexte, il semble alors logique de pointer le doigt sur la FIFA pour son attribution de la coupe du monde à un pays qui ne respecte pas les droits humains et de la tenir autant responsable que le gouvernement qatari pour avoir cautionné un pays où les droits humains sont bafoués. Le Parlement européen a alors réagi en publiant un communiqué contre la FIFA après l'adoption d'une résolution sur les droits de l'homme au Qatar en novembre 2022 dénonçant une corruption bien enracinée au sein de l'instance sportive et un manque de transparence sur les conditions d'attribution du Mondial. Le communiqué incite la FIFA à mettre fin au "sportswashing" qui consiste à verser des sommes d'argent pour influencer le vote des membres de son comité pour le choix des pays hôtes de la coupe du monde et demande au gouvernement qatari et à la FIFA conjointement d'indemniser les familles des travailleurs migrants décédés⁹³ en rappelant pour terminer

que «les événements sportifs internationaux ne devraient pas être attribués à des pays dans lesquels les droits fondamentaux et les droits humains sont transgressés, et où la violence sexiste systématique est répandue». Car au Qatar, hormis le sort tragique des migrants, la liberté des femmes est encore restreinte et les activités de la communauté LGBTQ sont encore lourdement réprimées.



Amnesty International. Octobre 2022.

En outre, selon des experts et des activistes écologiques, la coupe du monde 2022 est un véritable désastre écologique particulièrement

93 " Coupe du monde au Qatar : la FIFA doit aider à indemniser les familles des travailleurs migrants décédés", Communiqué de presse du parlement européen, 24 novembre 2022.

<https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20221121IPR56305/qatar-la-fifa-doit-aider-a-indemniser-les-familles-des-travailleurs-decedes>

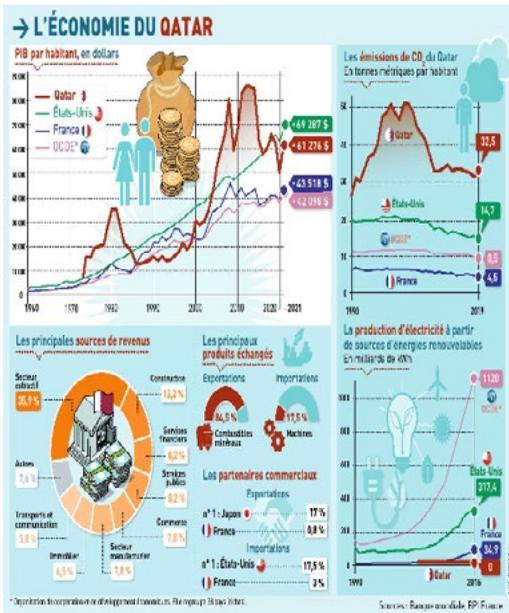
chargée en carbone. L'ONG Greenpeace⁹⁴ a même accusé la FIFA de promesses déloyales et de Greenwashing pour avoir revendiqué une neutralité carbone de cette coupe du monde. Comment la construction de sept stades n'aurait-elle aucune incidence sur les émissions des gaz à effet de serre ? Selon l'ONG Carbon Market Watch l'empreinte carbone liée aux constructions a été sous-estimée d'un facteur huit. Plusieurs plaintes ont d'ailleurs été déjà déposées à l'encontre de la FIFA pour publicité mensongère.

Ce qui pose encore une fois de nombreuses questions sur cette attribution sans mentionner la somme colossale de 200 milliards de dollars qui a été débloquée par le Qatar pour cet événement.

Les budgets des dernières Coupes du monde



En conclusion, ce mondial est bien celui de toutes les polémiques et servira peut-être de leçon ou pas à toutes les parties impliquées. En somme, la diplomatie par le sport est à double-tranchant. Si le Qatar souhaite vraiment s'ouvrir sur le monde et s'émanciper de ses voisins, comme l'Arabie Saoudite, elle devrait revoir sa législation et accompagner son ambition par des lois et des mesures plus respectueuses des droits humains. La FIFA, pour sa part, devrait se recentrer sur les valeurs qu'elle est supposée promouvoir car son rôle va au-delà d'une simple attribution de la coupe du monde de football.



94 « Une Coupe du monde de football soi-disant écologique ? », Greenpeace, 17 novembre 2022. <https://www.greenpeace.fr/coupe-monde-football-2022-qatar-ecologique/>

Derrière mes vêtements : sueur, sang et larmes.

Sandrine Sader (T.4)

Des vêtements tendances à bas prix et des modèles qui se renouvellent continuellement... Le rêve de la mode est un cauchemar à l'autre bout du monde.



Sandrine Sader, 2022.

De la fast fashion à l'ultra-fast fashion ...

La fast fashion est une façon de concevoir la mode née dans les années 90. Fondée sur le renouvellement très rapide des vêtements, une marque de fast fashion peut produire jusqu'à une collection toutes les deux semaines contrairement à une marque classique qui n'en sort que 4 par an. Des enseignes comme Zara, H&M, Mango en font partie.

Ce n'est que depuis quelque année qu'apparaît l'ultra fast fashion : les ventes sont exclusivement en ligne, les temps de livraison encore plus courts et prix encore plus bas que ceux des marques de fast fashion. Les nouvelles collections sont hebdomadaires, voire quotidiennes. On a, en permanence, l'impression de faire de bonnes affaires. Le leader de l'ultra fast fashion est la compagnie chinoise « Shein »

Alors fast ou ultra-fast fashion, comment les marques parviennent-elles à garder leur attractivité? Le principe est simple : s'installer dans des pays où les réglementations sur les droits des travailleurs et les normes environnementales ne sont pas respectées. Le résultat: une catastrophe sociale et environnementale.

Des modes de production qui profitent de la mondialisation et s'insèrent dans le commerce international.

La valeur du commerce international connaît un essor remarquable à partir de 1945. En 2021, il est près de 347 fois plus élevé qu'en 1950 (statistiques de l'OMC⁹⁵). Dans l'ère de la mondialisation, les échanges de biens et de services entre agents économiques situés dans différents pays ont explosé : chaque pays va tenter d'augmenter ses gains à l'échange en se spécialisant en fonction de son avantage comparatif.

95 https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/trade_evolution_f/evolution_trade_wto_f.htm

Théorisé par David Ricardo, économiste anglais du XVIII^{ème} siècle, la théorie des avantages comparatifs stipule que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production des biens pour lesquels ses coûts relatifs sont les plus bas, et à importer les biens qu'il ne produit pas. Tous les pays peuvent donc s'insérer dans le commerce international et faire des gains à l'échange.

Conformément à ce principe certaines entreprises installent des filiales dans les pays en développement spécialisés dans des productions intensives en main d'œuvre peu qualifiée et bon marché. De nombreuses marques de fast fashion sont alors accusées de sous-payer les travailleurs et de les faire travailler dans des conditions pénibles et inhumaines, ce qui nuit autant à leur santé physique qu'à leur santé mentale. Ces ouvriers, assis toute la journée à répéter un acte machinal pour obtenir un salaire dérisoire, sont qualifiés aujourd'hui d'« esclaves modernes ».



De plus, au niveau environnemental, les compagnies utilisent souvent des matériaux et des procédés de production très polluants parce qu'ils sont moins chers. Par exemple, les tissus

utilisés sont souvent des fibres synthétiques, faits à base de pétrole (comme le polyester, l'acrylique, l'élasthane, etc.). Ils sont souvent de mauvaise qualité, et seront jetés rapidement, ce qui mène à un cycle de gaspillage énorme.

Alors, qui accuser et tenir responsable? Les compagnies elles-mêmes? Les consommateurs qui les encouragent? Ou les États qui le permettent?

Une responsabilité partagée...

La responsabilité repose avant tout sur les entreprises. Loin d'être la seule coupable de ces pratiques non-éthiques ni soutenables, l'exemple de la compagnie chinoise de fast fashion « Shein » est emblématique.

Avec un grand marché en ligne mondial, Shein vend ses produits à des consommateurs aux quatre coins du monde. Des produits attractifs par leur prix incroyablement bas et par leur diversité. Mais de tels atouts viennent à de graves prix moraux, puisqu'une investigation secrète menée en octobre 2022 par la Channel 4 du Royaume-Uni a montré que les ouvriers travaillent tous les jours de la semaine pendant 18 heures, pour un salaire de seulement 556\$ par mois (qu'ils n'obtiennent même pas à leur premier mois de travail), alors qu'ils produisent 500 pièces par jour.

De plus, de nombreux designs de vêtements et d'accessoires s'avèrent plagiés. Par exemple, en mars 2022, Vanessa Bowman, une artiste qui peint des paysages qui lui sont émotionnellement chers, a été surprise de découvrir ses œuvres imprimées sur des pulls vendus par Shein. "Ils ont pris mon monde", déclare-t-elle en colère. Ceci est notamment problématique puisqu'en absence de respect des droits de propriété intellectuelle, les innovateurs et créa-

teurs, ici dans le domaine artistique, se trouvent désincités à innover et poursuivre leurs activités. A terme, les coûts sur la croissance économique sont conséquents.

Le bilan environnemental est tout aussi déplorable puisque Shein a été accusée d'utiliser des produits chimiques toxiques. Également, la mauvaise qualité des vêtements qui s'abiment vite et les prix ultra compétitifs qui poussent les acheteurs à surconsommer. D'un point de vue psychologique, acheter des vêtements à des prix si bas crée une sorte d'insouciance chez le consommateur qui ne s'attache pas à ce qu'il achète.

Mais les compagnies, avides de profits, ne sont pas les seules coupables, puisque les États, au lieu d'assurer le respect des normes internationales du travail, permettent ce genre de pratiques pour assurer leur propre croissance économique et augmenter leur influence politique. Concrètement, la volonté acharnée des pays à s'insérer dans le commerce international et bénéficier des gains à l'échange amplifie les phénomènes de dumping.

Le dumping: concurrence déloyale pratiquée dans le but d'attirer les acteurs économiques internationaux à investir dans le pays. Il peut être réalisé par la baisse des niveaux de fiscalité pour certaines compagnies et par la baisse des niveaux de protection et de législation sociale et écologique.

En tant que consommateurs, comment sommes-nous responsables? Il est certain que les acheteurs sont des acteurs principaux dans l'essor d'une entreprise, mais faut-il pour autant boycotter toutes les marques accusées de fast fashion ? Alors quoi acheter ? La production de

manière soutenable et éthique est toujours plus chère, et tout le monde n'y a pas accès. Avec les publicités qui s'imposent à nous, il est difficile de changer nos habitudes de (sur)consommations.

Afin de former des consommateurs responsables, il faut les sensibiliser à la gravité de la situation et à la nécessité du changement. De manière concrète, des alternatives à la fast fashion seraient d'encourager des compagnies qui produisent de manière soutenable et éthique, acheter des vêtements de meilleure qualité qui durent plus longtemps et déstigmatiser l'achat de vêtements usés.

Il est par conséquent nécessaire de prendre conscience des conséquences sociales et environnementales catastrophiques de nos habitudes consuméristes et tenter de les changer. Il faut surtout et avant tout appeler les États et les organisations internationales à agir pour protéger l'environnement et enrayer la persistance de violations massives des droits humains au travail.

- L'Ethiopie est le pays ayant le salaire minimum le plus bas du monde, de 26 dollars par mois (étude de 2019 du Centre pour le Commerce et les Droits de l'Homme et de l'Université de New-York)
- Un travailleur au Bangladesh a besoin d'être payé 4,5 fois plus que leur salaire minimum actuel pour pouvoir se permettre une vie décente, et 9 fois plus pour pouvoir soutenir une famille (Fashion Revolution Impact report 2019)
- Environ 170 millions d'enfants travaillent dans les industries du textile (International Labor Organisation)





DE PLEIN DROIT

Rencontre avec Fadia Kiwan.

Nissrine Mezher (T.1)



« Les raisons de nos maux actuels ne sont pas uniquement dues aux interventions des puissances régionales et internationales, mais elles résultent aussi de véritables dissensions au sein de notre propre société ».

Fadia Kiwan

Les moments clés de l'histoire constitutionnelle du Liban de 1926 à Taëf.

Quelles perspectives pour le Liban ?

Femme dévouée et engagée, Fadia Kiwan a mené conjointement sa mission de professeur de Sciences politiques à l'USJ ainsi que de multiples projets au niveau du monde universitaire et de la société civile.

Titulaire d'un doctorat d'Etat en Sciences politiques de Paris I- Sorbonne et d'un CAPES en philosophie et psychologie de l'Université Libanaise, elle a fondé et dirigé de 2002 à 2014 l'Institut des sciences politiques de l'USJ. Elle s'occupe de différentes missions au sein de l'administration libanaise, des commissions nationales de l'UNESCO et est une fervente militante pour les droits de la femme dans le monde arabe. Elle est d'ailleurs directrice générale de l'Organisation de la femme depuis 2018. Elle s'intéresse dans ses recherches à la société civile, aux partis politiques, aux systèmes politiques, à la condition de la femme libanaise et arabe, au développement durable, aux droits de l'homme dans le monde arabe en particulier.. Elle a à son actif de multiples publications et a reçu plusieurs distinctions.

En quoi la constitution libanaise de 1926 montre-t-elle clairement l'influence de la République française ?

Le mandat français a été un moyen provisoire de la gestion des affaires libanaises. C'est une forme inédite de présence et de gestion. Pourtant, il y a ici une réelle contradiction avec les 14 points de Wilson de 1918, qui déclarent les principes de l'autodétermination des peuples et leur droit à la souveraineté sur leur terre.

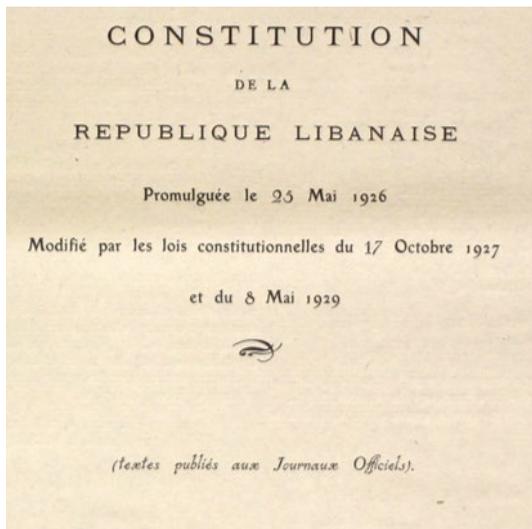
Quoi qu'il en soit, on retrouve une similarité frappante entre les deux systèmes libanais et français. A travers ses organes d'Etat, la Constitution libanaise de 1926 témoigne clairement de l'esprit de la IIIe République française. Comme cette dernière, elle institue un régime parlementaire, avec un président de la République aux forts pouvoirs mais elle spécifie néanmoins la reconnaissance d'un système confessionnel.

La première constitution fut proclamée le 23 mai 1926 sous le mandat français par le premier ministre français Georges Clémenceau. Ce dernier promet aux chrétiens maronites du Mont-Liban l'établissement d'un Etat viable avec la délimitation de ses frontières englobant le littoral avec ses villes et ses ports, ainsi que la Bekaa. Ceci suscite la crainte immédiate

de la communauté sunnite. La constitution de 1926 représente alors l'État futur. Néanmoins, elle voit le jour aussi bien que l'entité libanaise, même si cette dernière ne commence formellement à exister qu'avec l'indépendance de la République libanaise en 1943.

Pourquoi la constitution de 1926 va-t-elle instituer un système confessionnel au Liban ?

Avant de plonger dans les affres de la guerre civile, le Liban va adopter un système confessionnel qui semble le plus adapté à sa société plurielle en raison de ses différentes communautés religieuses légalement reconnues, en attendant la transition par étapes vers un État laïque. C'est le modèle de démocratie consensuelle qui sera consacré à ce nouvel État car on suppose qu'il peut réussir à unir les groupements sociaux en son sein. En théorie, personne n'est lésé par une décision politique quelconque, puisque tout le monde doit y consentir. Il doit donc permettre d'instaurer une paix civile et asseoir un vivre ensemble intercommunautaire.



Les articles clés qui explicitent le système confessionnel au Liban :

L'article 9 : "la liberté de conscience est absolue. [...] l'État respecte toutes les confessions et en garantit et protège le libre exercice à condition qu'il ne soit pas porté atteinte à l'ordre public. Il garantit également aux populations, à quelque rite qu'elles appartiennent, le respect de leur statut personnel et de leurs intérêts religieux."

Cet article invoque déjà le système confessionnel pour garantir le vivre ensemble entre les différentes communautés religieuses légalement reconnues et donne le droit à toute confession de vivre librement selon ses rites et ses pratiques dans le respect de l'ordre public bien entendu.

L'article 10 : "L'enseignement est libre en tant qu'il n'est pas contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs et qu'il ne touche pas à la dignité des confessions. Il ne sera porté aucune atteinte au droit des communautés d'avoir leurs écoles "

→ Le droit des communautés d'avoir leurs écoles est institué. La priorité semble toujours être le respect mutuel basé sur la diversité religieuse.

L'ancien article 95 avant les amendements de 1943 et de Taëf stipule : "A titre transitoire et conformément aux dispositions de l'article 1er de la Charte du Mandat et dans une intention de justice et de concorde, les communautés seront équitablement représentées dans les emplois publics et dans la composition du ministère sans que cela puisse cependant nuire au bien de l'État." → Le système des quotas est ainsi infiltré dans tous les domaines reflétant ainsi le souci d'instaurer une équité entre toutes les communautés religieuses.



Éviter le pacte national ? Son enlisement et ses conséquences.

C'est durant l'année de l'indépendance, 1943, que fut scellé un pacte dit national, non écrit ayant pour but d'établir un véritable compromis entre les différentes communautés religieuses afin d'atténuer les méfiances mutuelles entre elles, et d'amoindrir les craintes de la communauté sunnite notamment. Cette évolution est logique et cohérente car ce compromis devait créer une entente mutuelle au sein de la société plurale libanaise. S'appuyer donc sur le pacte susmentionné est une étape cruciale pour renforcer le vivre ensemble entre les communautés au Liban et estomper le sentiment d'inconfort, le "pourquoi pas moi ?" tout en créant une harmonie entre les communautés au sein de cette jeune nation. Il convient de mentionner que le pacte national avait d'ailleurs impulsé, dans les années 50, une véritable effervescence sociale et politique renforçant les liens entre les libanais qui aspiraient à une cohésion sociale.

En somme, ce n'est pas le pacte national en soi qui est la cause des difficultés, mais plutôt les différences d'opinion et de perspectives au sein des communautés.

Les libanais avaient décidé d'aller vers un Etat démocratique à l'image d'un système occidental, mais les notions de citoyenneté et de démocratie différaient entre les communautés religieuses, qui sont par principes divergents.

Plus encore, la réelle confusion libanaise résulte du fait que les principes libéraux et démocratiques dont l'Occident a pu s'accommoder, ont été transfusés au sein de la société libanaise presque par mimétisme, sans une véritable assimilation de ces principes.

La France a eu le temps de se constituer en une nation soudée sur un temps long ce qui lui

a permis de raffermir les principes érigés. Par contre, l'histoire du Liban qui a subi des occupations n'a pas réussi le pari de l'autodétermination sur la base d'une véritable nation soudée. L'Etat-nation a émergé et s'est consolidé sur le vieux continent dans des pays comme en France car ils ont eu le temps de se constituer en une nation unie et n'ont pas vécu de colonisation ou d'occupations de longue durée. Or, dans des cas comme le Liban, l'autodétermination du peuple est plus difficile à réaliser car la cohésion interne ne s'est pas consolidée au fil du temps. C'est aussi le cas de certains pays d'Afrique subsaharienne. La présence coloniale porte en réalité, de nombreuses conséquences sur la formation d'un véritable lien social entre les membres d'une société sur un territoire donné. Ce qui pose la question de l'homogénéité des peuples originels. La dimension nationale y est très moderne et en quelque sorte importée de l'extérieur.

Les accords de Taëf: cohésion nationale ou moyen de ségrégation ?

Taëf a été un moyen d'établir une paix temporaire, et d'alléger les tensions entre les communautés religieuses au sortir de la guerre civile libanaise. Pour ce faire, il fallait absolument tendre vers la représentation des différentes communautés religieuses de manière équitable tant sur le plan politique que social. Or, évincer la méfiance intercommunautaire ne peut se réaliser sans la construction d'une identité nationale solide. Condition essentielle et préalable à toute transition éventuelle vers un Etat laïque. C'est uniquement à travers l'application correcte de cet accord que le Liban pourra progresser vers l'avant, notamment vers un Etat laïque.

Quels sont autres facteurs qui empêchent la formation d'une véritable identité nationale libanaise ?

Avant Taëf, l'interventionnisme de puissances extérieures comme Israël en 1982 ou la Syrie en 1989 notamment, a endigué la formation de la nation libanaise (frontières, réfugiés). Comment arriver à une nation autodéterminée avec l'influence de facteurs internes et externes ?

La stabilisation des frontières libanaises est une question cruciale car elle constitue un moyen de réaffirmer l'entité libanaise.

La gestion des réfugiés fait polémique et est au cœur de débats politiques virulents au Liban surtout en ce qui concerne leur naturalisation. En effet, pour de nombreux libanais, cette question suscite une crainte de voir l'équilibre démographique fragilisé. Il y a aussi une rancœur fortement intériorisée depuis la guerre civile.

La misogynie persistante est aussi un facteur à relever: comment créer une homogénéité nationale alors qu'une femme libanaise ne peut toujours pas transmettre sa nationalité à son enfant ?

Quelles sont les failles de Taëf mais aussi ses points forts ?

L'article 95 s'inscrit dans la continuité de l'histoire libanaise. Mais ce qui fait toute sa différence, c'est que le quota a priori prévu par l'article était imaginé en tant que période intérimaire et provisoire (« à titre transitoire »). Il doit par conséquent, être plus clair. Il faut nuancer et préciser le projet d'une transition vers un État laïque par le biais d'une stratégie bien plus concrète afin de sortir du confessionnalisme politique. La société libanaise est encore très attachée au confessionnalisme au lieu de l'utiliser comme levier vers un État laïque.

Le système de Taëf aurait pu être avantageux

en soi, mais avec une entité libanaise fragmentée, c'est devenu une source de litiges. En l'occurrence, le système confessionnel bon à l'origine devient ainsi source de tensions et de fragmentations renforçant le sectarisme entre les communautés.

Taëf était un moyen de remédier aux fragilités de la constitution de 1926, notamment en ce qui concerne les larges prérogatives qui ont été attribuées au président de la République. En effet, la 1ère constitution confère un pouvoir fort au président de la République maronite sans pour autant en préciser celui du premier ministre sunnite. Ce déséquilibre au niveau du pouvoir suscitera un sentiment d'inconfort et de marginalisation de la part de la communauté sunnite. Taëf a donc permis de rééquilibrer le pouvoir entre les communautés.

Cependant, l'intériorisation des libanais d'un confessionnalisme exacerbé empêche la construction d'une véritable identité libanaise qui transcende les communautés. Cet attachement à la confession a d'autant plus été amplifié à cause des séquelles dues aux atrocités perpétrées durant la guerre civile.

Etat fantôme et défaillant ? Qu'est ce qui explique la situation de blocage au niveau du gouvernement ?

Dans le cadre de notre système confessionnel, ce qui peut constituer un blocage au niveau de la prise de décision gouvernementale, c'est la tentative de représentation confessionnelle au sein du gouvernement. La nomination des ministres n'est pas vraiment basée sur les compétences et la méritocratie, mais sur la seule appartenance à une confession. Il n'y a pas non plus d'alternance au pouvoir comme dans les pays occidentaux qui se basent sur le modèle de Westminster, mais plutôt, une logique con-



fessionnelle qui est source de blocage.

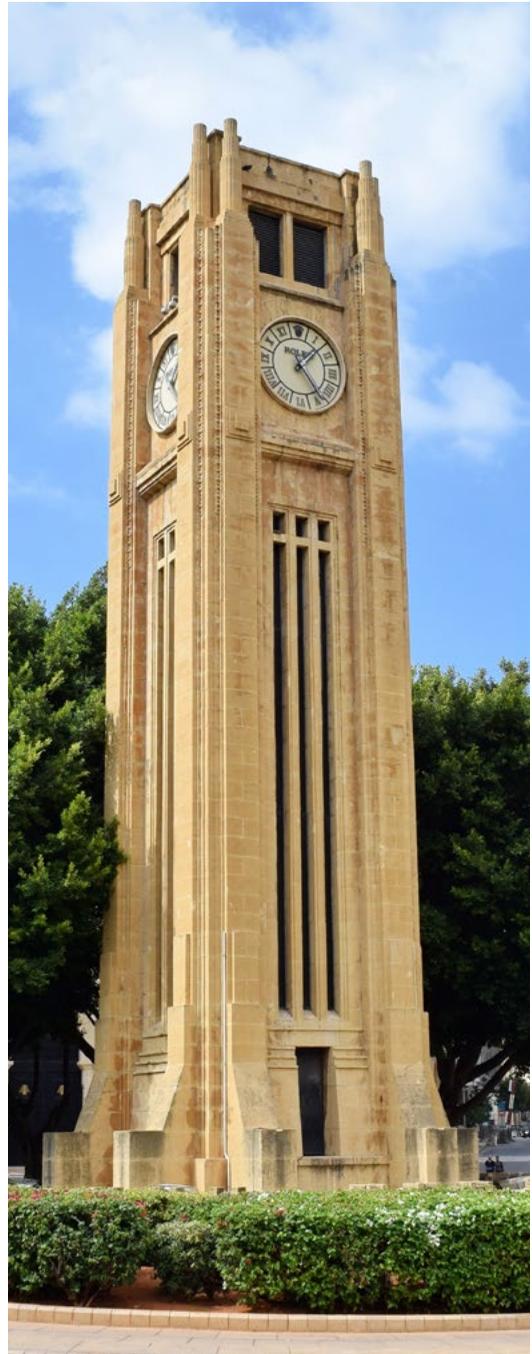
Il y a aussi beaucoup d'autonomie dans certains secteurs au Liban comme l'éducation ou la santé. Le manque d'investissement de l'Etat libanais aboutit à une privatisation accrue des services publiques, où la présence et la régulation de l'État se fait de plus en plus rare. De plus, les institutions publiques se dégradent sans aucune stratégie étatique durable.

Enfin au niveau législatif, il semblerait que les députés des différentes communautés respectives font la plupart du temps prévaloir leurs propres intérêts sous forme de clientélisme virulent, au détriment de ceux de la nation.

Mettre fin au confessionnalisme politique ? Comment ?

Pour le passage éventuel à un Etat laïque il faut commencer par modifier la loi électorale et élire un député de la nation et ce, sur la base de ses compétences et non pour son appartenance à un parti, une confession. Il faut donc impérativement restructurer les partis traditionnels, pour ne plus les associer par défaut à une confession. La confessionnalisation des partis politiques aboutit à une recrudescence du repli identitaire, centré sur sa propre confession, ce qui ne peut que mener à un négationnisme à l'égard des autres. Sans cette restructuration, chaque citoyen, dans sa mohafaza, continuera de s'assimiler au zaim de sa confession, donc à un parti. Ceci endigue la possibilité d'un multipartisme fondé sur des idéologies et non pas sur des principes religieux.

Pour finir, les raisons de nos maux actuels ne sont pas uniquement dues aux interventions des puissances régionales et internationales, mais elles résultent aussi de véritables dissensions qui perdurent encore au sein de notre propre société.



La question de la naturalisation des réfugiés palestiniens au Liban.

Mathieu Merhi (T.2)

« On ne prend pas une nationalité comme on prend son parapluie. »

Françoise Giroud

La rumeur du monde

Le Liban est un petit pays magnifique du Levant, bordé à l'ouest par la mer méditerranéenne. Depuis longtemps, il a été une terre d'accueil, de diversité, de brassages, un lieu de rencontre des cultures. Né en 1920 sous le mandat Français⁹⁶, il acquiert son indépendance en 1943. Son histoire riche et tumultueuse à la fois en dit long sur les nombreuses crises qu'il va traverser.

La jeune nation libanaise va se bâtir sur une mosaïque confessionnelle, ce qui va donner à la religion, une place centrale dans l'imaginaire collectif des libanais. Effectivement, déjà depuis 1516 sous l'empire Ottoman, les habitants du Mont Liban majoritairement druzes et maronites allaient connaître des tensions et des massacres, dont l'un requies l'intervention de Napoléon III, pour cesser la persécution des chrétiens. Bien plus tard, en 1943, l'année de l'indépendance, le Pacte national fut ficelé pour empêcher l'Histoire de se répéter une fois de plus, en sacralisant davantage le système confessionnel dans toutes les instances de l'Etat, jusque dans les sphères les plus obscures de la

nation. Ce qui présuppose, tant bien que mal, une stabilité sociale car considéré, à l'époque, comme étant le plus adapté à la société plurale libanaise. Or, l'arrivée de deux grandes vagues de réfugiés palestiniens dans les années 40, puis dans les années 60, pour s'installer au Liban, va bouleverser la donne et impulser de nouveaux enjeux qui constituent jusqu'à nos jours des défis non relevés.

Il serait intéressant de se pencher sur la question de la naturalisation des réfugiés palestiniens au Liban, et ce, d'un point de vue qui se veut le plus objectif possible, afin de comprendre toute sa complexité.

L'histoire mouvementée d'un pays.

Depuis des décennies, les palestiniens ont dû fuir les conflits qui ont ravagé leur terre d'origine et prendre les chemins de l'exil. Le Liban a alors accueilli un grand nombre d'entre eux, mais leur statut reste jusqu'à présent incertain. La question de la naturalisation des palestiniens est un sujet délicat. Certains Libanais craignent jusqu'à présent que la naturalisation des réfugiés palestiniens ne fragilise davantage le tissu social libanais en créant un déséquilibre démographique et que ceci ne déteigne péjorativement sur l'identité nationale. Le problème

96 Le 1er septembre 1920, le général français Henri Gouraud proclamait solennellement à Beyrouth, au nom de la France, la naissance du Grand Liban.



remonte en fait à plus loin encore. Il y a toujours eu des tensions entre les Libanais et les Palestiniens au sujet de leur cohabitation. Les Palestiniens, expulsés de leur terre d'origine, sont arrivés au Liban après la création d'Israël en 1948, suite à la « Nakba ». Au cours des années qui ont suivi, ils ont établi des camps de réfugiés dans différentes parties du Liban, où ils ont vécu dans des conditions difficiles et souvent très précaires. La situation est d'ailleurs tout autant déplorable aujourd'hui. Cependant, leur présence au Liban a également été perçue par certains comme une menace pour la stabilité et la sécurité du pays, déjà fragile. Une idée qui va se renforcer après la violente guerre civile qui a éclaté en 1975 et à laquelle ils ont participé. Durant quinze ans on voit s'affronter plusieurs factions politiques et religieuses et les palestiniens vont y occuper une place importante puisque ces derniers ont été impliqués dans de nombreux conflits armés, notamment contre les milices chrétiennes. Passant les détails, il s'ensuivra une escalade de la violence qui atteindra son paroxysme avec les différents massacres perpétrés de part et d'autres menant à un enlèvement dans une sorte de réactions et de contre-réactions incontrôlables. Si depuis la fin de la guerre civile, les relations entre les Libanais et les palestiniens ont été relativement stables, malgré quelques vives tensions dans certaines régions, pour certains libanais la plaie ne s'est pas réellement refermée. Les palestiniens, quant à eux, ont depuis, repris leur vie dans les camps, où ils sont confrontés à des difficultés économiques et sociales persistantes⁹⁷.



Le camp de réfugiés palestiniens de Chatila, au Sud de Beyrouth, 2017, Anwar Amro, AFP.

La naturalisation : une situation complexe.

Au niveau politique.

Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) a longtemps appelé les pays qui accueillent des réfugiés à leur accorder des droits équivalents à ceux des citoyens, soit des droits de base, pouvant aller jusqu'à l'octroi de la nationalité pour favoriser leur assimilation éventuelle en se basant notamment sur l'article 34 de la Convention générale de Genève de 1951⁹⁸. Cependant, le gouvernement libanais a toujours fait preuve de réticence sur ce point. En réalité, la question s'avère beaucoup plus compliquée que le simple don d'un bout de papier. A juste titre, l'ex président libanais, Michel Aoun, avait déclaré que l'octroi de la nationalité libanaise aux réfugiés palestiniens pourrait entraîner des

97 "Les Réfugiés Palestiniens Au Liban s'enfoncent Dans La Pauvreté, s'alarme l'ONU." L'Orient-Le Jour, October 26, 2022. <https://www.lorientlejour.com/article/1315859/liban-les-palestiniens-senfoncent-dans-la-pauvrete-salarme-lonu.html#:~:text=Soci%C3%A9t%C3%A9%20%2D%20Liban.-Les%20r%C3%A9fugi%C3%A9s%20palestiniens%20au%20Liban%20s'enfoncent%20dans%20la%20pauvrete%C3%A9.2022%2C%20atteint%20d%C3%A9sormais%2093%25>

98 Convention Générale de Genève relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951. https://www.legislation.cnav.fr/Pages/texte.aspx?Nom=CV_GENEVE_28071951

troubles socio-économiques et politiques importants. En effet, les Libanais ont eux-mêmes subi, ces dernières années, une crise inédite dans l'histoire du pays à la fois économique, politique et sécuritaire, couplée avec une pandémie mondiale et un monde impacté par la guerre en Ukraine. Ce qui explique pourquoi, pour certains, le Liban n'est pas en mesure de naturaliser des réfugiés au vu de l'ampleur de la crise mentionnée. Quant aux palestiniens en particulier il y a aussi les rancœurs du passé qui ne se sont pas estompées. De plus, certains partisans « anti-naturalisation » avancent aussi l'argument du droit au retour. Selon eux, octroyer la nationalité libanaise aux palestiniens, porterait un coup fatal à leur combat. Leur offrir un asile ou une bouée de sauvetage avec cette double appartenance, serait les pousser à rester sur place, et à tuer, encore une fois, la cause palestinienne. Cependant, un bon nombre de réfugiés palestiniens sont nés et ont vécu toute leur vie au Liban et ont des liens profonds avec le pays. Ils ont même contribué à développer certains secteurs de l'économie libanaise, mais eux non plus ne peuvent pas jouir de tous les droits et avantages offerts aux citoyens libanais. La situation des réfugiés palestiniens au Liban reste donc extrêmement précaire⁹⁹. Ils n'ont pas accès à certains emplois, ne peuvent pas acheter de biens immobiliers et ne peuvent pas voter. En fait, ils dépendent largement de l'aide humanitaire pour leur survie. La question de la naturalisation des réfugiés palestiniens au Liban est donc extrêmement complexe et sensible, et nécessite une solution à long terme.

99 ABI-ANTOUN, M. Naaman, and Dr. Elie ABOUAOUN. "Rapport Sur Les Droits de La Communauté Palestinienne Résidant Au Liban." FONDATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU DROIT HUMANITAIRE, Septembre 2000, 1 to 12. <https://alefliban.org/wp-content/uploads/2018/02/Rapport-sur-les-Droits-de-la-Communaute%CC%81-Palestinienne-re%CC%81sidant-au-Liban-Fr.pdf>

Les réfugiés palestiniens ont besoin de droits équivalents à ceux des citoyens libanais, mais cela doit être fait de manière responsable et en consultation avec toutes les parties concernées. Car il ne faut pas oublier l'équilibre fragile des confessions au Liban, et naturaliser près de 500 000 palestiniens majoritairement sunnites (chiffre de l'UNRWA) reviendrait à jeter le Liban aux fauves des conflits religieux armés qui le guettent de près, encore aujourd'hui. La communauté internationale sensible à ce sujet, doit également être sollicitée pour contribuer à la recherche d'une solution durable à l'égard des réfugiés palestiniens au Liban. Cette solution tant demandée et attendue, refléterait les principes de justice et de respect des droits de l'Homme, tout en assurant aux Libanais une contrepartie équitable et juste. Cependant le problème des réfugiés au Liban ne s'arrête pas là. Souveraineté de l'Etat, ou Droit International? Le problème n'est pas uniquement politique.

Au niveau juridique.

L'article 17 de la quatrième Convention de Genève de 1949, stipule que les États doivent faciliter le traitement des demandes de naturalisation des réfugiés. Le droit international humanitaire s'applique aux réfugiés palestiniens en tant que personnes déplacées à la suite d'un conflit armé. Dans ce même ordre d'idées, l'article 34 de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, reconnaît également le droit des réfugiés à l'acquisition de la nationalité, mais n'impose pas d'obligations claires aux États d'accueil, de naturaliser les réfugiés. Ils ont droit à la protection et à l'assistance, mais pas automatiquement à la nationalité. Par ailleurs, La Constitution libanaise ne prévoit pas de procédure de naturalisation pour les réfugiés



palestiniens. L'article 7 de la Constitution établit que "l'État libanais est une entité souveraine, libre, indépendante et démocratique, unie en son sein et attachée à son intégrité territoriale" Il existe donc des vides juridiques qui laissent libre cours au travail d'interprétation dont celle de leur retour à leur patrie comme seule solution au problème palestinien. Les dispositions mentionnées ont été donc interprétées par le gouvernement libanais comme un obstacle à la naturalisation des réfugiés palestiniens. L'affaire va encore plus loin, dans les fondements du droit libanais. La loi libanaise sur la nationalité établit les conditions pour l'acquisition de la nationalité libanaise¹⁰⁰. L'article 1 de cette loi stipule que la nationalité libanaise est transmise par filiation paternelle, et que les étrangers peuvent l'acquérir par mariage ou naturalisation. Cependant, l'article 11 de la loi prévoit des restrictions à l'acquisition de la nationalité par naturalisation, en exigeant notamment une période de résidence de 10 ans au Liban et la preuve de la loyauté envers l'État. Ces conditions, ne sont pourtant, souvent très peu, voire presque pas, appliquées au cas palestinien. Ce qui a mené à des recours devant les tribunaux. Les instances internationales voient aussi d'un mauvais œil la gestion de l'Etat libanais du dossier des réfugiés palestiniens. L'UNRWA¹⁰¹, a appelé à une solution durable pour ces réfugiés, qui pourrait inclure la naturalisation dans les pays d'accueil, sans prendre, pourtant, en compte que le gouvernement libanais considère cette dernière option, comme une violation de la souveraineté nationale et une menace pour l'équilibre politico-démographique du

pays. D'autant plus que, cette question, dépend d'un problème politique qui dépasse les frontières libanaises, soit, les négociations de paix entre Israël et les pays Arabes. La question est donc très complexe et controversée, aussi bien sur le plan politique que juridique.

Un avenir incertain

Pour finir, la question de la naturalisation des réfugiés est loin d'être réglée au Liban. Elle a, en plus, été ravivée avec la venue de nouvelles vagues de réfugiés syriens depuis 2011 rendant la situation encore plus complexe qu'elle ne l'était. Certes, il est important de reconnaître que la naturalisation des réfugiés est un droit fondamental tel que reconnu par la communauté internationale. Cependant, il est nécessaire de prendre également en compte la situation désastreuse du Liban, qui a connu une longue période de conflits et d'instabilité politique. Dans cet ordre d'idées, la naturalisation des réfugiés peut être perçue comme une menace supplémentaire pour la stabilité du pays en proie à la pire crise de son histoire actuellement. Il faut plaindre ces réfugiés presque apatrides, rejetés de leurs terres natales et dont les conditions de vie dans les camps sont une atteinte à leurs droits humains, mais il faut surtout regarder le problème avec beaucoup de précaution et de recul, et surtout l'étudier sous tous ses angles, avant d'exprimer ou de forger une opinion rigide, souvent basée sur des rumeurs partiales. Il serait juste de réaliser à quel point ce petit pays d'accueil a souffert lui aussi, et combien il porte de fardeaux qui s'ajoutent aux constantes frictions intérieures, donnant lieu à un futur douteux...

100 El-Natur, Souheil. "Les Réfugiés Palestiniens." Cairn.Info 47 (2003): 111 to 122.

<https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2003-4-page-111.htm>.

101 UNRWA. "Lebanon | UNRWA," n.d.<https://www.unrwa.org/where-we-work/lebanon>.

MEDMUN – Sciences PO

Quelle Aventure!

Elie El Zoghbi (T.5)

Il n'y a pas de paix sans justice. En partageant des valeurs de liberté et de fraternité nous devenons inéluctablement les promoteurs d'une culture de paix et d'un monde meilleur. C'est dans cette perspective que la participation de notre délégation composée de 21 lycéens du GLFL au MEDMUN de Sciences po Menton prend tout son sens.

Stephane Hobeika et Joelle Daoud

Après une longue journée d'école un soir de décembre 2022, je me suis enfin résolu à candidater pour faire partie du comité de la Cour Pénale Internationale au MEDMUN organisé par Sciences Po Menton, et je crois que c'était la meilleure décision que j'ai pu prendre cette année. Laissez-moi vous faire voyager en vous témoignant de mon expérience. Pour moi, MEDMUN, c'est une aventure humaine passée aux côtés d'une petite famille éphémère, notre délégation du GLFL, durant 5 jours. Dès les premiers instants à l'aéroport de Beyrouth, une bonne ambiance s'est installée entre nous et a perduré pendant tout le voyage. À peine arrivés à Nice, épuisés, nous avons posé nos bagages pour aller visiter le centre-ville avant de rentrer à l'hôtel Kyriad pour nous préparer

pour le lendemain : le Jour J. Dès l'aube, petit déjeuner à la hâte, finalisation des discours d'ouverture et direction « Palais de l'Europe » pour la cérémonie d'ouverture de la conférence. Premiers arrivés avec nos costars-cravates de jeunes diplomates, nous avons assisté aux conférences et écouté avec amusement les anecdotes passionnantes de personnalités politiques de renom dans le cadre de discussions sur l'ordre géopolitique mondial témoignant du prestige de l'institution de Sciences Po Menton. Les discussions à peine terminées ... que nous voilà transposés sur une autre dimension grâce au merveilleux récital de piano animé par Anis Nassour jouant Fairuz. Après les beaux discours et le buffet, c'est la marche vers le magnifique campus de Science Po nous laissant découvrir les ruelles étroites colorées de Menton, ville des citrons. Arrivés sur le campus, nous sommes accueillis par de jeunes étudiants et étudiantes venus des quatre coins du monde heureux, comme nous, de se retrouver dans ce joyau de la Côte d'Azur pour partager nos intérêts pour les sciences politiques, la riche culture méditerranéenne mais aussi les chants arabes, français, italiens, les pas de la "derbakeh" ou du « sirtaki » sous l'air frais de Menton. Vient alors la simulation tant attendue. Je me retrouve au milieu de la modélisation d'un procès à la Cour Pénale Internationale, dans un comité pas comme les autres. Il fallait donc passer par



l'enquête, le procès, les preuves, les témoignages, les accusations et enfin la délibération et le jugement. Personnellement, mon rôle en tant que juge consistait à encadrer le bon déroulement du procès avec mes confrères, pour finir par prendre une décision de justice, le « verdict ». J'ai donc pris des notes, beaucoup de notes, lu et relu les articles du Statut de Rome et du règlement de procédure et de preuve, textes fondamentaux de la juridiction internationale, écouté plusieurs témoignages pour le moins originaux, et assisté à plus de dix heures d'échanges entre le bureau du procureur et les avocats de la défense qui se fusillaient à coup de plaidoiries et de réquisitoires, tentant désespérément d'incriminer ou de blanchir l'accusé, en l'occurrence le Libyen Saïf Al Islam Al Kadhafi. Après 10 heures d'écoute, j'attendais avec impatience la fin des débats pour pouvoir enfin m'exprimer lors des délibérations, tout en redoutant beaucoup ce moment fort qui marquerait instinctivement la fin de cette belle aventure. Le moment venu, et une fois la sentence prononcée (non coupable pour les curieux), place aux adieux, la conférence de clôture, l'attribution des prix, les échanges de contacts, les larmes, et les photos. Dans le bus vers l'aéroport de Nice, un dernier regard sur les beaux paysages à travers la vitre, les bagages en soute, et les merveilleux souvenirs en poche. Cinq beaux jours passés si vite, resteront à jamais gravés dans nos esprits. Ce que je retiens de ce projet, c'est la chance d'avoir rencontré des personnes exceptionnelles, et d'avoir pu faire partie d'une aventure unique que je recommande à toutes et à tous.



MEDMUN – Sciences PO

Un dépassement de soi!

Sandrine Sader (T.4)

“L’ONU est un miroir grossissant de l’opinion internationale. S’y reflète, jusqu’à l’excès, les espoirs et les angoisses des Etats et des peuples.”

Boutros Boutros Ghali

Dans le cadre de mon travail au sein du comité de l’Organisation Maritime Internationale, nous nous sommes attardés sur des problématiques actuelles majeures en lien avec le droit de la mer. En participant à ce comité, j’ai pu assister à des débats fructueux et faire des rencontres enrichissantes... inoubliables! Le plus passionnant a été de tenter de trouver des solutions pour surmonter des défis mondiaux sur la gestion des mers et des océans. Il fallait trouver des mesures adéquates afin de lutter contre la piraterie moderne dans la région MENA, tout en se basant sur la réaffirmation du droit international. Pour arriver à nos fins, il fallait faire des alliances et rédiger des résolutions qui seront à la fin soumises à un vote. En tant que représentante de l’Égypte, je me suis impliquée avec beaucoup de motivation dans la rédaction de la résolution qui a obtenu le plus grand nombre de votes! Les points forts de notre résolution mettaient en avant l’importance d’une coopération militaire et scientifique pour surveiller la région, la nécessité d’une collaboration avec

les pays en développement pour assurer une stabilité politique et sociale et les aider à lutter contre la piraterie ainsi que la proposition de créer une cour spécialisée reconnue par les pays cosignataires pour lutter plus efficacement contre la piraterie. Par suite, nous avons été mis devant une situation fictive de crise. Un civil de nationalité gréco-ukrainienne qui travaillait dans une entreprise pétrolière a été tué dans une zone maritime revendiquée par l’Égypte, la Grèce et la Turquie où un gisement pétrolier avait été découvert. Une enquête grecque a accusé la Russie puisque des forces armées russes étaient dans cette zone la même nuit. L’Organisation Maritime Internationale devait vite réagir et rédiger un communiqué de presse qui encouragerait une prise d’action pour réaffirmer le droit international dans la région. Très intéressée par la complexité de cette crise, j’ai participé à la rédaction de ce communiqué et je l’ai également sponsorisé. D’abord, nous avons appelé à une enquête internationale par la Cour Internationale de Justice, pour pouvoir sanctionner les coupables. Ensuite, nous avons souligné l’importance de revoir la délimitation des frontières maritimes entre les États de la Méditerranée afin de pousser vers le multilatéralisme et la voie de la diplomatie. Enfin, nous avons demandé la mise en place d’un cadre légal et institutionnel des activités



d'exploration des gisements pétroliers par les puissances internationales en Méditerranée. Alors, le MEDMUN nous a permis de réfléchir sur des enjeux géopolitiques contemporains et de trouver des solutions pragmatiques et justes, en faisant appel à nos capacités de recherche et d'analyse et nos compétences oratoires. En travaillant en groupe, nous avons également dû mettre en avant nos capacités de leadership et de persuasion.

5 distinctions individuelles (2 Best delegates et 3 Honorable delegates) nous ont été attribuées!

**Christy Ghosn
Zahi El Khazen
Rayan El Sultani
Elie el Zoghbi
Sandrine Sader**

nous sommes tellement fiers de vous!

Team MUN/GLFL 2023





 **gflmonopolytic@gmail.com**

 **gflmonopolytic**

N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires et suggestions concernant cette publication. Nous sommes ouverts à toutes les idées et contributions qui pourraient améliorer la qualité de nos contenus et enrichir les débats.

Si MONOPOLYTIC. était...

